

ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE FARE 'ĀPO'ORA'A RAHI NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Compte rendu intégral des débats

Séance du 26 octobre 2023

SOMMAIRE GÉNÉRAL

Séance du 26 octobre 2023	160
---------------------------------	-----

PROCÈS-VERBALQuatrième séance : jeudi 26 octobre 2023 à 9 heures 52 minutesPRÉSIDENCE de M. Antony Géros
président de l'assemblée de la Polynésie française**S O M M A I R E**

OUVERTURE DE LA SÉANCE	160
APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR.....	161
EXAMEN DES RAPPORTS ET DES TEXTES.....	162
– Rapport n° 99-2023 relatif à une proposition de délibération portant modification de la délibération n° 2005-59 APF du 13 mai 2005 modifiée portant règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française	162
– Débat sur le rapport d'observation budgétaire préalable à l'examen du budget primitif de la Polynésie française pour l'exercice 2024, en application de l'article 34-1 du règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française	178
– Rapport n° 92-2023 relatif à un projet de loi du pays portant dispositions diverses en matière de promotion interne	210
– Rapport n° 93-2023 relatif à un projet de loi du pays portant dispositions diverses en matière de ressources humaines au sein de la fonction publique de la Polynésie française	210
– Rapport n° 94-2023 relatif à un projet de délibération portant objectivation et dépolitisation des recrutements en catégorie D dans la fonction publique de la Polynésie française	211
– Rapport n° 95-2023 relatif à un projet de délibération portant modalités diverses en matière de recrutement des agents publics occupant des emplois fonctionnels, des membres de cabinet du Président de la Polynésie française, des ministres du gouvernement de la Polynésie française et du Président de l'assemblée de la Polynésie française	221
– Rapport n° 97-2023 relatif à un projet de délibération relative au régime applicable aux fonctionnaires détachés au sein de la fonction publique de la Polynésie française	225
EXAMEN DE LA CORRESPONDANCE.....	230
CLÔTURE DE LA SÉANCE.....	231

*Les rapports peuvent être consultés sur le site internet de l'assemblée de la Polynésie française à l'adresse www.assemblee.pf**Les interventions en langues polynésiennes ont fait l'objet d'une traduction surlignée en gris.*

OUVERTURE DE LA SÉANCE

Le président : Chers collègues, bonjour à tous. Je souhaiterais, au nom de l'institution, saluer l'ensemble des membres du gouvernement, en particulier son Président, Madame la vice-présidente, Mesdames et Messieurs les ministres. Saluer également tous nos amis du public, ceux qui nous suivent par Internet et également, bien entendu, nos collègues de la presse, en particulier parmi le public siège ce matin une classe : ce sont les délégués de classe du Lycée Tuianu Le Gayic qui ont eu le plaisir de visiter l'institution ce matin et qui nous font l'honneur de participer à cette séance. En tous les cas, bravo et bienvenue. *(Applaudissements dans la salle.)*

Ceci me permet de déclarer la séance ouverte officiellement.

Vous avez été convoqués par lettre n° 1886/2023/APF/SG du 16 octobre 2023, et je demande à Madame la secrétaire générale de bien vouloir faire l'appel des représentants.

M^{me} Jeanne Santini :

M ^{me}	Teumere	Atger-Hoi	présente
M ^{me}	Teave	Boudouani-Chaumette	présente
M ^{me}	Frangélica	Bourgeois-Tarahu	absente
M ^{me}	Tahia	Brown	présente
M.	Michel	Buillard	présent
M ^{me}	Yseult	Butcher-Ferry	absente
M.	Steve	Chailloux	absent
M.	Mike	Cowan	absent
M.	Henri	Flohr	présent
M.	Bruno	Flores	présent
M ^{me}	Rachelle	Flores	présente
M ^{me}	Béatrice	Flores-Le Gayic	présente
M ^{me}	Joëlle	Frebault	absente
M.	Édouard	Fritch	absent
M ^{me}	Thilda	Garbutt-Harehoe	présente
M.	Antony	Géros	présent
M ^{me}	Pascale	Haiti	présente
M.	Ueva	Hamblin	présent
M ^{me}	Maite	Hauata Ah-Min	présente
M.	Tevaipaea	Hoiore	présent
M ^{me}	Odette	Homai	présente
M ^{me}	Teura	Iriti	présente
M.	Benoit	Kautai	présent
M ^{me}	Marielle	Kohumoetini	présente
M ^{me}	Teremuura	Kohumoetini-Rurua	présente
M.	Nuihau	Laurey	présent
M.	Heinui	Le Caill	présent
M.	Tematai	Le Gayic	absent
M.	Simplicio	Lissant	présent
M.	Cliff	Loussan	présent
M ^{me}	Maurea	Maamaatuaiahutapu	présente
M.	Vincent	Maono	présent
M.	Tahuhu	Maracura	présent
M ^{me}	Hinamoeura	Morgant-Cross	absente
M ^{me}	Pauline	Niva	absente
M ^{me}	Patricia	Pahio-Jennings	absente
M ^{me}	Cathy	Puchon	présente
M ^{me}	Sonia	Punua-Taee	présente
M.	Frédéric	Riveta	absent
M.	Allen	Salmon	présent
M ^{me}	Nicole	Sanquer	présente
M.	Edwin	Shiro-Abe Peu	présent

M.	Tafai, Mitema	Tapati	présent
M.	Ernest	Teagai	absent
M.	Ah Ky	Temarii	présent
M.	Oscar, Manutahi	Temaru	présent
M.	Tevahiarui	Teraiarue	présent
M.	Ruben	Teremate	présent
M ^{me}	Tepuaurui	Teritahi	présente
M.	Pierre	Terou	présent
M.	Félix, Hoa	Tetua	présent
M ^{me}	Lana	Tetuanui	absente
M ^{me}	Sylvana	Tiatoa	présente
M.	Gaston	Tong Sang	présent
M ^{me}	Vahinetua	Tuahu	absente
M ^{me}	Jeanne	Vaianui	présente
M ^{me}	Elise	Vanaa	présente

Siègent au banc du gouvernement :

Monsieur le Président de la Polynésie française Moetai Brotherson, Madame la vice-présidente du gouvernement Éliane Tevahitua, Mesdames et Messieurs les ministres, Vannina Crolas, Minarii Galenon Taupua, Tevaiti-Ariipaea Pomare, Ronny Teriipaia, Cédric Mercadal, Nahema Temarii et Jordy Chan.

PROCURATIONS

RÉFÉRENCES	DE :	À :
N° 10928	Édouard Fritch	Tepuaurui Teritahi
N° 11099	Ernest Teagai	Tahia Brown
N° 11186 - 8 h 57	Patricia Pahio-Jennings	Sylvana Tiatoa
N° 11187 - 8 h 57	Pauline Niva	Elise Vanaa
N° 11188 - 8 h 57	Frangélica Bourgeois-Tarahu	Béatrice Flores-Le Gayic
N° 11189 - 8 h 57	Tematai Le Gayic	Antony Géros
N° 11190 - 8 h 57	Hinamoeura Morgant-Cross	Marielle Kohumoetini
N° 11191 - 8 h 57	Mike Cowan	Ruben Teremate
N° 11192 - 8 h 57	Steve Chailloux	Cliff Loussan
N° 11193 - 8 h 57	Vahinetua Tuahu	Edwin Shiro-Abe Peu
N° 11194 - 9 h 00	Frédéric Riveta	Pascale Haiti
N° 11195 - 9 h 00	Joëlle Frebault	Sonia Punua-Taee
N° 11196 - 9 h 00	Yseult Butcher-Ferry	Cathy Puchon
N° 11197 - 9 h 00	Lana Tetuanui	Tahuu Maraeura
N° 11198 - 8 h 57	Oscar, Manutahi Temaru	Vincent Maono
PROCURATIONS ARRIVÉES EN COURS DE SÉANCE :		
N° 11199 - 11 h 20	Benoit Kautai	Henri Flohr
N° 11200 - 11 h 36	Simplicio Lissant	Gaston Tong Sang
N° 11201 - 11 h 41	Michel Buillard	Teura Iriti
N° 11202 - 16 h 02	Ah Ky Temarii	Ueva Hamblin
N° 11203 - 16 h 34	Teura Iriti	Simplicio Lissant
N° 11204 - 16 h 34	Michel Buillard	Benoit Kautai
N° 11205 - 17 h 23	Tahuu Maraeura	Henri Flohr
N° 11206 - 17 h 23	Lana Tetuanui	Gaston Tong Sang
N° 11207 - 17 h 35	Henri Flohr	Tahuu Maraeura
N° 11208 - 17 h 45	Nuihau Laurey	Teave Boudouani-Chaumette
N° 11212 - 17 h 57	Antony Géros	Allen Salmon
N° 11213 - 18 h 04	Tematai Le Gayic	Bruno Flores

APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Le président : Madame la secrétaire générale, pouvez-vous nous donner lecture du projet d'ordre du jour ?

M^{me} Jeanne Santini : Monsieur le président, la conférence des présidents réunie la semaine dernière vous propose l'ordre du jour suivant :

- I) *Approbation de l'ordre du jour ;*
- II) *Examen des rapports, des projets de délibération et de loi du pays, d'une proposition de délibération et débat sur le rapport d'orientation budgétaire ;*
- III) *Examen de la correspondance ;*
- IV) *Clôture de la séance.*

Voilà, Monsieur le président.

Le président : Dans la présentation de la liste des rapports qui nous sont soumis à l'examen ce matin, nous avons, en priorité, retenu que nous allions commencer notre séance par l'examen du débat d'orientation budgétaire suivi des cinq projets de texte relatifs à la fonction publique. Et enfin, nous avons prévu de terminer par le rapport relatif au règlement intérieur de l'assemblée.

Donc, je vais demander de changer l'ordre de passage dans la mesure où je vous propose que nous débutions par l'examen du rapport n°99-2023 relatif à une proposition de délibération portant modification de la délibération 2005-59 du 13 mai 2005 modifiée portant règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française. Le reste sans changement.

Je mets aux voix : qui est pour la modification de l'ordre de passage des rapports ? *Merci bien.* Donc, approuvé.

EXAMEN DES RAPPORTS ET DES TEXTES

Le président : Nous passons maintenant au deuxième point de notre ordre du jour : il s'agit d'examiner l'ensemble de nos rapports.

Avant d'entamer l'examen de nos rapports et des dossiers subséquents, je vous rappelle que la conférence des présidents a décidé de grouper les rapports n°s 92, 93, 94 et, par ailleurs, d'appliquer la procédure d'examen simplifiée concernant les rapports n°s 92, 93, 94 et 95. Dans cette procédure simplifiée, les articles ne seront pas lus ni débattus. Seuls les articles faisant l'objet d'amendements seront toutefois discutés. Lorsque le texte soumis à la procédure d'examen simplifiée ne fait l'objet d'aucun amendement, je mettrai aux voix l'ensemble de la délibération et du projet de loi du pays.

RAPPORT N° 99-2023 RELATIF À UNE PROPOSITION DE DÉLIBÉRATION PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N° 2005-59 APF DU 13 MAI 2005 MODIFIÉE PORTANT RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Présenté par MM. les représentants Allen Salmon et Antony Géros

Le président : Je vous invite à débiter l'examen de nos rapports, comme je l'ai dit, par la modification qui a été proposée, à savoir par le rapport n°99-2023 relatif à une proposition de délibération portant modification de la délibération 2005-59 du 13 mai 2005 modifiée portant règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française.

J'invite Monsieur le rapporteur Allen Salmon de bien vouloir nous faire une présentation de ce rapport.

M. Allen Salmon : Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les représentants, Monsieur le Président du gouvernement et les membres de votre gouvernement, *bonjour. À toutes et à tous ici présents ce matin, je vous souhaite de passer une agréable matinée, notamment à ces jeunes qui nous viennent de Papara, bien le bonjour. And, especially for our guests this morning, i want to say good morning to you, mālō e lelei (ndt, bonjour en tongien).*

La présente réforme du règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française poursuit plusieurs objectifs utiles à l'amélioration du travail au sein de l'institution :

En premier lieu, elle vient moderniser des outils à vocation institutionnelle, en se dotant de nouveaux outils tels que la mise en place d'une programmation annuelle prévisionnelle des activités de l'institution. L'assemblée de la Polynésie française souhaite également mettre en place une nouvelle commission : la commission spéciale sur la décolonisation présidée par notre président de l'assemblée dont les missions seront d'étudier et d'analyser toutes questions afférentes à la décolonisation en Polynésie française, d'examiner la situation de la Polynésie française par rapport aux textes internationaux sur la décolonisation, de faire le lien entre la quatrième commission de l'Organisation des Nations Unies et la Polynésie française, et plus précisément d'assurer le suivi de la mise en œuvre de la résolution 67-265 adoptée le 17 mai 2013 portant sur la réinscription de la Polynésie française sur la liste des pays non autonomes, et enfin de formuler des recommandations et des propositions à l'assemblée et au gouvernement de la Polynésie française.

Au sujet de la modernisation des outils, il est aussi introduit la faculté d'un vote dématérialisé par le recours à un système de vote électronique lors des séances de l'assemblée ou de la commission permanente.

Et enfin, la présente réforme vient simplifier ou préciser certains dispositifs existants, avec notamment le redécoupage des attributions des commissions législatives, l'optimisation des crédits destinés à financer leurs actions et celles de la CCBF, ainsi que la poursuite de la dématérialisation.

En deuxième lieu, la présente réforme vient rationaliser les outils de contrôle et d'évaluation à la disposition de l'assemblée, notamment en tendant vers une meilleure maîtrise des coûts concernant les missions d'information et les commissions d'enquête, en redynamisant la commission

d'évaluation des politiques publiques, en consacrant dans le règlement intérieur l'outil de « consultation citoyenne » en vue de favoriser la participation de la population aux travaux de contrôle et d'évaluation, ainsi qu'en précisant les règles relatives aux questions orales.

Enfin, en dernier lieu, cette réforme du règlement intérieur de l'assemblée vient également consolider les outils à la disposition des groupes politiques et des élus non-inscrits, d'une part, en renforçant le contrôle de l'utilisation des moyens des groupes politiques et, d'autre part, en instaurant des droits nouveaux pour les représentants ne relevant d'aucun groupe tels que notamment leur participation au sein des instances de l'institution ou leur faculté de mutualiser leurs temps de parole ou encore de pouvoir se voir transférer une partie du temps de parole d'un groupe constitué.

Les propositions de modification présentées sont issues des travaux d'un groupe de travail, réuni à l'initiative du président de l'assemblée, et constitué des représentants des deux groupes politiques à l'assemblée, ainsi qu'un représentant de nos chers amis élus non-inscrits.

L'examen de ce dossier en commission le 20 octobre 2023 a été l'occasion pour les membres de la commission d'appréhender dans le détail toutes les modifications proposées et d'aborder l'application concrète de ces mesures.

Des amendements ont également été adoptés par la commission. Certains ont permis d'inscrire notamment dans les attributions des commissions législatives compétentes les conséquences liées à l'utilisation des bombes nucléaires à des fins expérimentales, la diversité de genre — incluant les droits des hommes et de la communauté LGBT — et la cause animale. Un des amendements prévoyait quant à lui de diminuer le nombre de représentants requis pour la constitution d'un groupe politique de sept à six membres.

À l'issue des débats, la présente proposition de délibération amendée a recueilli un vote favorable unanime des membres de la commission. En conséquence, la commission des institutions, des affaires internationales et européennes et des relations avec les communes propose à l'assemblée de la Polynésie française d'adopter la proposition de délibération ci-jointe.

Merci.

Le président : Merci, Monsieur le rapporteur.

Pour la discussion générale, la conférence des présidents a prévu un temps de parole de 60 minutes réparties comme suit : Tavini huiraatira 36 minutes, Tapura huiraatira 15 minutes et non-inscrits 9 minutes.

J'invite l'intervenant du groupe Tavini huiraatira à prendre la parole. Monsieur Heinui Le Caill.

M. Heinui Le Caill : *Merci.* Monsieur le président de l'assemblée, Monsieur le Président de notre beau pays, Madame la vice-présidente, Mesdames et Messieurs les ministres, Mesdames et Messieurs les représentants et chers collègues, Mesdames et Messieurs de la presse, chers internautes, cher public, élèves de Tuianu Le Gayic, cher peuple qui nous écoute et qui nous regarde, *bonjour.*

Comme l'a expliqué notre rapporteur, Monsieur Allen Salmon, que je remercie pour son rapport, la commission des institutions réunie le 20 octobre 2023 a validé la modification de certaines dispositions du règlement intérieur de l'assemblée. Nous avons donc compris la nécessité de satisfaire à trois impératifs essentiels en vue d'améliorer le fonctionnement de l'assemblée.

Les conditions pour améliorer la planification des travaux de l'assemblée consistent à établir une programmation annuelle anticipée des activités de l'institution qui servira de guide aux élus. Cela permettra aux élus d'avoir une feuille de route claire pour leurs activités.

Pour moderniser son fonctionnement, l'assemblée introduit la possibilité d'effectuer des votes électroniques lors de ses séances ou la commission permanente, en plus des méthodes traditionnelles des votes à main levée ou de scrutin public qui sont habituellement utilisés pour les lois du pays. Cette démarche vise à accroître la transparence et la fiabilité des votes exprimés.

Les attributions des neuf commissions législatives sont redéfinies pour mieux correspondre aux domaines d'intérêt et éviter les chevauchements. Les initiatives prises par ces commissions telles que la tenue de réunions thématiques, des visites sur le terrain ou des événements sont clairement définies dans le règlement intérieur. Chacune de ces initiatives nécessite la présentation d'un rapport synthétique qui est partagé avec tous les élus. Pour simplifier les procédures, l'accord préalable du président de l'assemblée n'est plus requis pour l'utilisation de la visioconférence par les commissions.

Les crédits alloués aux commissions législatives et à la commission de contrôle budgétaire et financier (la CCBF) sont optimisés avec une répartition équitable de l'enveloppe annuelle votée par l'assemblée entre les dix commissions. La procédure d'utilisation de ces crédits est simplifiée en éliminant l'obligation de consulter le bureau. De plus, ces crédits spécifiques peuvent également couvrir les dépenses liées aux déplacements officiels intra Polynésie et initiés par le gouvernement.

La dématérialisation qui a été mise en place depuis 2016 se poursuit avec la suppression des dernières exceptions à la règle de diffusion électronique des documents, y compris les documents budgétaires (le bleu budgétaire) et les comptes administratifs.

Enfin, en ce qui concerne la cérémonie d'ouverture de la session budgétaire, elle est remplacée par le discours du seul Président de *Mā'ohi Nui* (ndt, Polynésie française).

Je laisserai maintenant ma collègue Maurea Maamaatuaiahutapu intervenir sur la partie relative à la commission de décolonisation.

Merci.

Le président : Merci. Maurea.

M^{me} Maurea Maamaatuaiahutapu : *Merci, Monsieur le président.*

Tout d'abord, je voudrais adresser mes salutations et tout mon respect aux artisanes et artisans experts et tellement courageux de l'exposition artisanale des îles Australes. Bonjour et bienvenue.

que nous avons été ou en tout cas que nous irons toutes et tous leur acheter quelques produits. Merci.

Monsieur le président de l'assemblée de Mā'ohi Nui (ndt, Polynésie française), Monsieur le Président de notre beau Pays, Madame la vice-présidente, Messieurs et Mesdames les ministres, chers collègues, Mesdames et Messieurs de la presse, chers internautes, cher public, cher peuple qui nous écoute et nous regarde, *bonjour*.

I would like to say especially 'ia ora na to our guests who came to enlighten our minds about our duties towards our people. Thank you Mister Senituli, thank you Doctor Corbin, and thank you Reverend Bhagwan.

Merci, cher collègue Heinui.

Je poursuis donc sur l'un des points majeurs de la modification du règlement intérieur de notre institution, la commission spéciale sur la décolonisation au sein de l'assemblée même de la Polynésie française.

L'article 21 de la délibération examinée propose en effet l'insertion d'un nouveau chapitre V après l'article 68-5 de la délibération du 13 mai 2005 portant règlement intérieur de notre assemblée.

Il est un fait avéré et incontournable dans l'histoire institutionnelle de la Polynésie française que depuis, le 17 mai 2013, et bien qu'ayant fait l'objet d'un véritable déni politique de la part de la gouvernance précédente de notre pays et de la part du gouvernement de la République française, notre territoire a été déclaré « non autonome » au sens de la Charte des Nations Unies par l'organe souverain onusien, à savoir l'Assemblée des Nations Unies, et par conséquent réinscrit sur la liste des territoires concernés et sous l'égide du comité spéciale de décolonisation de l'ONU, plus connu sous l'appellation « Comité des 24 » ou « C-24 ».

Malgré plusieurs tentatives avortées, du gouvernement polynésien précédent, à faire retirer notre territoire de la liste précitée, en déni complet de notre histoire coloniale et de notre absence de pleine autonomie au sens de la Charte des Nations Unies, le comité spécial de décolonisation de l'ONU a eu à examiner dix fois la question de la Polynésie française dans son ordre du jour officiel depuis 2013, avant que notre dossier Polynésien ne monte autant de fois devant la 4^{ème} commission, puis devant l'Assemblée générale des Nations Unies.

Depuis 2013, des pétitionnaires de Polynésie française se sont exprimés publiquement devant le C-24 sur la situation institutionnelle, politique, économique et culturel de notre *pays*.

L'objectif de ces discours publics devant les instances onusiennes est de permettre qu'un dialogue diplomatique multilatéral s'établisse entre la puissance administrante (donc la France), les institutions politiques et les forces vives du territoire concerné. Dans le cas de la Polynésie française, le déni politique et diplomatique opposé par l'État français à ce processus onusien qui s'impose pourtant à elle n'a permis aucun dialogue devant le C-24, ni la 4^{ème} commission devant l'Assemblée générale des Nations Unies.

Ce n'est qu'à partir de 2016 que le gouvernement polynésien dit « autonomiste » a déclenché son approche diplomatique à l'ONU mais pour demander le retrait de notre territoire de la liste onusienne — notre retrait de cette liste — jusqu'à l'année 2022.

Et c'est à partir de cette année 2023 que l'État français a finalement rompu avec sa politique diplomatique de la « chaise vide » dans la question polynésienne à l'ONU, en siégeant publiquement devant la 4^{ème} commission (le 3 octobre écoulé), tout en rappelant clairement sa ligne diplomatique de base, à savoir le refus de reconnaître la qualification de « territoire non autonome » à la Polynésie française et le retrait de la liste des territoires à décoloniser du C-24.

Ce faisant, l'État français semble avoir changé sensiblement sa posture diplomatique en reconnaissant ouvertement auprès des instances onusiennes idoines, dont elle remet pourtant en question la légitimité de leurs rôles à l'égard de notre *pays*, l'alternance politique issue des urnes territoriales en mai 2023, et le retour au pouvoir du parti souverainiste Tavini huiraatira.

En tout état de cause, cette posture diplomatique « nouvelle » de la part de l'État français devant l'ONU à l'égard du processus de décolonisation onusien en cours de notre *pays*, ne modifie en rien la violation, par notre puissance administrante (la France), des dispositions de l'article 73 e) de la Charte des Nations Unies. Cet article oblige clairement l'État membre concerné à transmettre des renseignements sur la situation politique, économique, culturel et social du territoire non autonome figurant sur la liste du C-24 au Secrétaire général des Nations Unies à destination des États membres composant le Comité spécial de décolonisation de l'ONU.

Depuis dix ans, l'État français viole intentionnellement cet article 73 e) de la Charte des Nations Unies.

Cette situation compromet gravement les chances de dialogue multilatéral entre l'État français et la Polynésie française de nature à faire évoluer favorablement le dossier du *pays* devant le C-24.

C'est donc dans ce contexte historique et diplomatique incertain et stagnant que l'assemblée de la Polynésie française entend se doter d'une commission *ad hoc* chargée de suivre le processus de décolonisation onusien depuis Tarahoi, et destinée à favoriser une meilleure compréhension de l'évolution et des enjeux du dossier de décolonisation de la Polynésie française, actuellement géré à l'ONU.

Pour que les chances de succès d'un dialogue bilatéral et multilatéral, clef de voûte d'une bonne sortie du processus de décolonisation à l'ONU, soient réelles, il est essentiel que les institutions politiques et les forces vives du *pays* soient impliquées dans son évolution et son état d'avancement.

Il est apparu par conséquent nécessaire de relier l'avancement du dossier onusien relatif à la Polynésie française avec les institutions politiques de cette dernière, de manière formelle et claire.

La liste des missions ainsi confiées à la « commission spéciale sur la décolonisation », créée par l'article 21 de la délibération qui nous est soumise, répond justement à toute la problématique que je viens d'exposer ci-dessus.

En plus de faire le lien entre New York et Taraho'i, en d'autres termes, nous avons voulu donner à cette commission spéciale la possibilité de formuler des recommandations et propositions à l'assemblée réunie en session plénière, ainsi qu'au gouvernement local, en plus de la possibilité d'établir un programme d'éducation politique publique à destination du peuple polynésien, sur les trois options de décolonisation disponibles, en vertu des résolutions 1514 et 1541 de décembre 1960, adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies.

Afin d'assurer une cohésion entre l'action gouvernementale et la force de proposition de notre assemblée, il est également prévu que le Président du Pays ainsi que la présidente du CÉSEC soient membres de plein droit de cette commission, avec voix consultative.

De même, présidée par le président de notre institution pour la durée entière du mandat en cours, la composition de cette commission spéciale sur la décolonisation est respectueuse de la représentativité des groupes politiques au sein de l'assemblée, et 1 siège — avec voix délibérative — est même dédié au « cercle » des élus non-inscrits.

Nous avons fort à parier que dans ses débuts d'activité, nos collègues élus de la minorité et parmi les non-inscrits puissent faire d'hostilité naturelle, tout au moins de réticence, par rapport au fait d'y siéger démocratiquement.

Mais la majorité de notre assemblée a la faiblesse de penser qu'il est davantage bénéfique et proactif pour nos collègues concernés de s'associer aux travaux de la future commission afin d'y exprimer, contradictoirement, leurs points de vue et expliquer le bien-fondé de leurs postures politiques antagonistes et divergentes face à l'idée d'une décolonisation de notre pays.

C'est d'ailleurs ce point précis qui anime d'ores et déjà l'initiative d'une de nos collègues du Tapura huiraatira dans le dépôt d'un amendement tendant à remettre en cause l'usage du terme « décolonisation » dans l'appellation de la commission.

Nous ne voulons pas épiloguer ici sur l'exégèse, l'explication du terme « décolonisation », ni sur la situation « coloniale » de la relation institutionnelle bilatérale dans laquelle se trouve le territoire de la Polynésie française à l'égard de l'État français et au regard des dispositions de la Charte des Nations Unies. Mais cet amendement ne fait que nous renvoyer, mes chers collègues, à un constat sans appel que nos aînés — artisans de la première heure dans la procédure de réinscription onusienne — avaient déclaré devant le C-24 ou devant la 4^{ème} commission de l'Assemblée générale des Nations Unies depuis 2013.

Ils déclaraient effectivement que les élus autonomistes de l'époque, et au rang desquels siègent encore certains d'entre eux aujourd'hui, étaient consentants à la relation coloniale institutionnelle.

Or, et comme l'a très justement déclaré le docteur Carlyle Corbine, expert en gouvernance internationale largement reconnu auprès des Nations Unies à New York, dans son allocution devant la quatrième commission : « *Colonialism by consent is colonialism nevertheless* ». En d'autres termes, même s'il est consenti, le colonialisme reste du colonialisme !

So, thank you so much Doctor Corbin for reminding us of the truth ! Merci, Doctor Corbin, de nous rappeler la vérité et de nous faire l'honneur de votre présence dans le public de notre assemblée ce matin. D'ailleurs, merci à tous nos conférenciers présents ce mardi 24 octobre pour la journée des Nations Unies.

Les Nations Unies sont très claires sur la question de l'éradication du colonialisme depuis déjà quatre décades, soit 40 années : ce sujet constitue un véritable mandat spécial des Nations Unies confié au comité spécial de décolonisation (le C-24) de l'ONU et à la 4^{ème} commission de l'Assemblée générale de l'ONU.

Il n'est donc pas possible de lever le caractère extrêmement péjoratif du terme « colonialisme » par le simple fait que les populations sous son emprise l'aient consenti ou s'en soient accommodés d'une manière ou d'une autre.

Par conséquent, il n'est pas acceptable pour la majorité de notre assemblée d'adopter un amendement qui fasse d'une négation de la réalité coloniale dans laquelle se trouve inexorablement notre *pays* depuis notamment son protectorat en 1842, son annexion en 1880 et son retrait de la liste onusienne entre 1947 et 1963, une condition politique pour soutenir la création de la commission qui examinera ladite colonisation contemporaine au bénéfice du processus de décolonisation onusien en cours !

Je ne peux donc que demander à tous mes collègues de la majorité de voter défavorablement l'amendement proposé par notre collègue Tepuaurarii Teriitahi — que je salue, malgré tout le respect que nous lui portons.

Je veux dire à notre collègue Tepuaurarii — et je l'ai dit en commission — que ce vote défavorable ne compromet absolument pas le respect mutuel et la considération que notre majorité lui renouvelle ici, ainsi que dans la future commission spéciale lorsqu'elle y siègera, du moins je l'espère, au nom de son groupe politique.

Nous ne voudrions surtout pas que l'illustration — éventuellement tendancieuse — du sort défavorable laissé à cet amendement unique déposé par la minorité de notre assemblée, cette dernière puisse s'en prévaloir pour justifier son refus même de siéger au sein de la commission spéciale sur la décolonisation.

Indépendance ! Merci et que l'amour règne ! (Applaudissements dans la salle.)

Le président : *Voilà. Merci bien.*

Je profite encore de l'occasion pour saluer la nouvelle classe du Lycée Tuianu Le Gayic qui vient d'entrer en salle. Bienvenue dans l'institution !

And also I would like to express all my welcoming in this institution to our friends guess from overseas, Mister James Bhagwan, Mister Lopeti and Doctor Carlyle Corbin. Just ask you to be patient, we will provide you a handset for the translation and as soon as our translator will be set to do his job.

Merci bien.

J'invite maintenant l'intervenant du groupe Tapura huiraatira à prendre la parole.

M. Gaston Tong Sang : Monsieur le Président de la Polynésie française, Monsieur le président de l'assemblée de la Polynésie française, Mesdames et Messieurs les ministres, Mesdames et Messieurs les représentants de notre assemblée de Polynésie française, chers collègues, *bonjour ! Bonjour et merci pour notre prière, Monsieur le pasteur Tapati.*

Depuis le 13 mai 2005, date à laquelle il a été instauré, le règlement intérieur de notre institution a fait l'objet de nombreuses modifications visant à rechercher une meilleure efficacité du travail législatif des représentants que nous sommes. La nouvelle réforme portée ce jour par notre président Géros, au travers de cette proposition de délibération, s'inscrit — sur le papier du moins — dans cette même démarche.

Une démarche à laquelle le groupe Tapura huiraatira a activement participé, souscrivant de fait aux trois exigences énoncées au départ pour « moderniser, rationaliser et consolider » nos règles de fonctionnement, de sorte, et je m'en félicite, à faire vivre l'expression de la représentation territoriale au-delà de nos divergences politiques.

Mais nous ne sommes pas naïfs ! L'empreinte posée par le nouveau locataire du perchoir a d'autres visées moins glorieuses et surtout plus partisans.

La première, et ce n'est pas une surprise puisqu'il l'avait clairement annoncé ici même à la tribune, officialise la création d'un nouvel organe, dénommée « commission spéciale sur la décolonisation ». Cette nouvelle instance est conforme aux objectifs politiques de votre majorité qui compte désormais capitaliser sur le début de dialogue, aussi timide soit-il, engagé avec la France au sein des instances onusiennes.

Sur la forme, et vous le savez bien, nous aurions préféré que le sujet soit traité dans le cadre des travaux de la commission des institutions, tout à fait compétente en la matière. Ne serait-ce que pour rationaliser, n'est-ce pas..., l'organisation et les moyens internes de notre assemblée. En vain.

Sur le fond, votre majorité souhaite que la minorité, mais pas seulement... puisque les confessions religieuses et la société civile y auront également toute leur place, rejoigne le mouvement, pour ne pas dire vos idées, afin de pouvoir nous familiariser avec ce que vous appelez, les éléments de langage propres à la décolonisation. Le tout, s'inscrivant dans le cadre d'un processus référendaire à plus ou moins longue échéance.

En fait, Monsieur le président, vous et vos amis du Tavini huiraatira voulez faire en sorte que la décolonisation ne soit plus un mot *tabu*, si tant est qu'il l'ait été un jour, faisant ainsi le pari osé que plus on en parle, plus on l'envisage comme une alternative crédible et moins la population aura peur de rompre un jour avec la puissance administrante. Vous qui reprochez aux autonomistes d'avoir lavé le cerveau des Polynésiens pendant 40 ans durant, ne faites pas mieux que nous !

Aussi, s'agissant d'une éventuelle participation d'un représentant du groupe Tapura huiraatira aux travaux de cette commission spéciale, dans un contexte aussi nébuleux, nous n'avons pas encore arrêté de position ferme et définitive. À nos yeux, en effet, il y a d'autres priorités comme la cherté du coût de la vie, d'autres urgences, qui méritent d'avantage notre mobilisation pleine et constructive.

La seconde visée de ce texte consiste de manière subtile, il est vrai, à octroyer de nouveaux avantages aux trois élus non-inscrits du mouvement A here ia Porinetia. Ma collègue Nicole Sanquer n'a d'ailleurs pas manqué de vous exprimer sa vive reconnaissance en commission. À croire, mais je ne voudrai pas être taxé de paranoïaque..., que vous prenez un malin plaisir à favoriser les uns au détriment des autres, de sorte à entretenir les « *querelles* » entre autonomistes...C'est de bonne guerre ! Mais cela traduit aussi un manque d'assurance de votre part.

Il en va ainsi d'une possible mutualisation des temps de parole telle que définie à l'article 2 du texte ou encore des moyens financiers supplémentaires consentis aux représentants ne relevant d'aucun groupe. Et je ne parle même pas de l'amendement n° 2 introduit par Madame Nicole Sanquer, permettant d'abaisser de sept à six, le nombre minimum de représentants nécessaires pour constituer un groupe. Mais, l'on se pose la question, dans quel but ? Si ce n'est pour revenir à la situation d'il y a deux ans. On le verra bien.

Enfin, indépendamment d'une volonté manifeste d'affaiblir le groupe minoritaire le plus important de cette assemblée, le Tapura huiraatira, au profit d'une opposition dite « constructive », cette proposition de délibération introduit quelques mesures inédites comme par exemple le recours au vote électronique ainsi que l'obligation faite au gouvernement de communiquer à tous les représentants la réponse faite à une question orale. Ce qui n'est toujours pas le cas aujourd'hui.

Enfin, les domaines attribués à chacune des neuf commissions législatives ont été passés en revue avec parfois des ajouts plus en phase avec les portefeuilles ministériels. Pour n'en citer que quelques-uns, « la lutte contre la vie chère », « les personnes non-autonomes » ainsi que « toute question relative aux conséquences des bombes nucléaires à des fins expérimentales ».

Voilà en quelque sorte l'analyse que le groupe Tapura huiraa tira de cette énième modification du règlement intérieur qui, à n'en pas douter, traduit la reprise en main de notre institution par le second homme fort du pays.

Merci de votre attention. Mes salutations.

Le président : *Merci bien.*

J'invite maintenant l'intervenant des non-inscrits...

M^{me} Tepuaurarii Teriitahi : Monsieur le président !

Le président : Oui. Ah, vous poursuivez ? Excusez-moi, vous avez la parole.

M^{me} Tepuaurarii Teriitahi : Oui, s'il vous plaît, Monsieur le président. Merci, Monsieur le président.

Monsieur le président de l'assemblée de la Polynésie, Monsieur le Président du gouvernement de la Polynésie française, Madame la vice-présidente, Mesdames et Messieurs les ministres, mes chers collègues, chers amis du public, chers collaborateurs, chers amis de la presse, *bonjour.*

Je n'avais pas prévu de faire d'intervention parce qu'en plus on n'avait pas prévu que ce dossier passe en premier. On était en mode ROB déjà donc, du coup, voilà c'est un petit peu inattendu, mais ce n'est pas grave.

Je voulais simplement rebondir évidemment sur l'intervention de ma collègue Maurea et je la remercie pour les gentils mots qu'elle a à mon égard. Merci de me draguer, mais bon, je suis désolée, je ne vais pas pouvoir céder... ! *(Rire.)* Voilà. Non, non, merci beaucoup pour ces marques de respect et, bien entendu, moi aussi vous avez tout mon respect, il n'y a pas de souci.

Par contre, je tiens quand même à dire, par rapport à certaines choses que j'ai entendu. Pendant que vous parliez, je n'étais pas en train de regarder Facebook, j'étais en train de regarder la Charte des Nations Unies parce qu'effectivement on fustige ici le petit e) de la Charte des Nations Unies de l'article 73 parce qu'effectivement l'État français a manqué au petit e). Vous vous doutez bien que s'il y a un petit e), c'est qu'avant le petit e), il y a un petit a), un petit b), un petit c), un petit d).

Je vais prendre quelques minutes pour lire cet article 73 :

« Les Membres des Nations Unies qui ont ou qui assument la responsabilité d'administrer des territoires dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes reconnaissent le principe de la primauté des intérêts des habitants de ces territoires.

Ils acceptent comme une mission sacrée l'obligation de favoriser dans toute la mesure possible leur prospérité, dans le cadre du système de paix et de sécurité internationales établi par la présente Charte et, à cette fin — prospérité : je pense qu'on y est ; paix : on y est — :

- a. D'assurer, en respectant la culture des populations en question, leur progrès politique, économique et social, ainsi que le développement de leur instruction, de les traiter avec équité et de les protéger contre les abus — jusqu'à là je pense que la France à assurer ;*
- b. De développer leur capacité de s'administrer elles-mêmes, de tenir compte des aspirations politiques des populations et de les aider dans le développement progressif de leurs libres institutions politiques, dans la mesure appropriée aux conditions particulières de chaque territoire et de ses populations et à leurs degrés variables de développement — la preuve, la majorité aujourd'hui est détenue par un parti indépendantiste reconnu par la France au niveau des élections et financé par la France pour ses élections, et donc effectivement nous sommes accompagnés dans notre développement politique ;*
- c. D'affermir la paix et la sécurité internationales — grâce à la France, nous sommes protégés face effectivement à la convoitise internationale ;*
- d. De favoriser des mesures constructives de développement, d'encourager des travaux de recherche, de coopérer entre eux et, quand les circonstances s'y prêteront, avec les organismes internationaux spécialisés, en vue d'atteindre effectivement les buts sociaux, économiques et scientifiques énoncés au présent Article — donc jusqu'à là, je pense que l'on coche toutes les cases. »*

Et effectivement, on arrive au petit e) — celui sur lequel vous fustigez — et là, on va vous rejoindre parce que, le Président Édouard Fritch, lorsqu'il s'est présenté devant la 4^e commission, a demandé à la France d'emmener des observateurs justement de façon à ce que ces observateurs puissent venir constater de leurs propres yeux ce qui se passe en Polynésie et pas ce que vous êtes effectivement aller porter à travers vos diverses interventions ; qu'ils viennent de leurs propres yeux voir dans quelles conditions difficiles et extrêmement pénibles nous vivons en Polynésie. Donc, sur ce point-là, je vais vous rejoindre. Effectivement, un jour, il faudrait peut-être que la France accepte que l'on emmène des observateurs et fasse les remontées de chiffres effectivement de toute l'assistance qu'on peut avoir de la part de la France.

Ensuite, je vais rebondir sur le mot « déni » parce qu'effectivement lorsqu'on accuse quelqu'un d'être dans le déni, c'est qu'il y a une vérité et que cette personne ne veut pas reconnaître cette vérité. Ce qui signifie que si nous sommes dans le déni — puisque c'est ce qui vient d'être dit —, cela veut dire que c'est vous qui détenez, seuls, la vérité. C'est le sens de mon amendement. Dans le sens où, effectivement, lors des dernières élections, vous n'avez pas eu 100 % des voix. 81 000 électeurs ont voté pour des partis non indépendantistes ! Alors vous les appelez autonomistes, mais nous sommes des partis non indépendantistes ! Donc, affirmez que, finalement, vous détenez la vérité et donc que nous, nous sommes dans

l'erreur, que la décolonisation c'est la vérité et tout le reste c'est une erreur, enfin, excusez-moi, mon amendement était dans le sens d'ouvrir. Je n'ai pas demandé à enlever le mot « décolonisation » de l'ensemble des missions. C'est simplement, dans l'intitulé, pour travailler ensemble parce qu'effectivement l'avenir institutionnel de notre pays nous intéresse tous, sauf qu'au jour d'aujourd'hui — et comme l'a dit la professeure Poirat avant-hier — les élections ne valent pas référendum. Ce n'est pas parce qu'effectivement la majorité au pouvoir aujourd'hui a gagné que cela veut dire que l'ensemble des Polynésiens veulent être dans cette démarche, pas du tout ! Et elle l'a bien dit lorsqu'elle est venue devant nous. Et ce qu'elle a bien dit et ce que le Président Moetai Brotherson a déclaré également, la vérité, c'est la population qui la détient. L'indépendance, ce n'est pas l'État qui nous la donnera ! Ce n'est pas le Tavini huiiraatira qui nous la donnera ! Ce n'est sûrement pas l'ONU qui nous la donnera ! Et la professeure Poirat l'a confirmée : c'est la population seule, c'est notre *peuple* qui décidera si oui ou non nous serons indépendants un jour.

Voilà, *merci*. (*Applaudissements dans la salle.*)

Le président : *Merçi*.

J'invite maintenant l'intervenant des non-inscrits à prendre la parole.

M^{me} Nicole Sanquer : Merci, Monsieur le président. Monsieur le Président, Madame la vice-présidente, Mesdames et Messieurs les ministres, Mesdames et Messieurs les représentants, chers collègues, Mesdames et Messieurs de la presse, Mesdames et Messieurs du public, chers élèves, chers invités, chers internautes, *bonjour*.

Texte fondamental qui encadre notre fonctionnement interne, nos débats, nos travaux et nos moyens.

La proposition de délibération portant modification du règlement intérieur de l'assemblée soumise à notre examen s'inscrit dans la lignée des débuts de mandature et retient trois principales séries de mesures en plus de diverses dispositions modificatives sur lesquelles nous ne nous attarderons pas.

La première et la plus essentielle pour la majorité porte sur la création d'une commission spéciale en charge de la question de la décolonisation qui, dotée de prérogatives spécifiques, a pour mission de formuler des propositions et recommandations à notre assemblée ainsi qu'au gouvernement.

Les travaux menés par cette commission doivent ainsi s'attacher à mieux informer les représentants, mais également échanger avec des personnalités qualifiées et des experts et instaurer un dialogue permanent avec le Président de la Polynésie française, lequel devient membre de droit sans voix délibérative malgré la prohibition consacrée par le régime des incompatibilités de cumuler des fonctions exécutives et parlementaires.

Bien que cette commission soit légitime, au nom du combat institutionnel du Tavini depuis des dizaines d'années, bien que cette commission soit composée de toutes les expressions politiques de l'assemblée, A here ia Porinetia ne participera pas aux travaux de cette commission spéciale dont elle ne partage pas l'ADN puisque l'objectif est d'entamer la réflexion et le débat pour conduire la Polynésie française à l'indépendance.

Pour A here ia Porinetia, ce n'est pas une priorité face aux urgences sociales et économiques auxquelles notre pays est confronté.

Nous considérons avant tout que la Polynésie doit s'attacher à trouver son modèle de développement économique pour s'assurer de la plus grande autonomie possible sur le plan de sa propre sécurité alimentaire, de sa capacité énergétique avant de vouloir coûte que coûte voler de ses propres ailes.

Aujourd'hui, vouloir entrer dans un processus d'autodétermination par idéologie en occultant notre extrême dépendance vis-à-vis de l'extérieur conduirait à un effondrement économique et social que de nombreux élus ne contestent plus.

Aussi, nous continuerons à défendre la construction d'une réelle autonomie dans tous les domaines, celle qui nous conduira à un niveau d'indépendance financière plus élevé avant d'interroger notre population sur notre évolution institutionnelle future.

La seconde série de mesures retenue dans notre règlement intérieur vise à encadrer les travaux liés au contrôle parlementaire. Les questions orales se voient circonscrites à une unique interrogation. Les travaux conduits par les missions d'information, les commissions d'enquête et par la commission d'évaluation des politiques publiques subordonnés à la réalisation d'une seule mission à la fois aux crédits votés et limités à cinq évaluations pour l'ensemble de la mandature.

Nous regrettons sur ce point, Monsieur le président de l'assemblée, que la rationalisation du contrôle parlementaire ne contribue pas davantage à son essor en nous permettant de mieux évaluer les textes que nous adoptons, de réajuster en tant que de besoin nos politiques sectorielles ainsi qu'améliorer la qualité de notre dépense publique que nous votons.

Une chambre parlementaire sans l'exercice d'un contrôle parlementaire significatif sur l'action du gouvernement s'ampute de fonctions essentielles, celle de rendre compte de l'utilisation des fonds publics aux Polynésiens, celle de réajuster en tant que de besoin nos politiques publiques, celle de débattre pour influencer le gouvernement sur les décisions prises, en somme garantir un système démocratique.

Pourtant, la question du développement du contrôle externe de nos politiques publiques conditionne plus que jamais l'octroi d'appui budgétaire de l'Union européenne envers nos politiques sectorielles, l'adoption de notre politique de l'eau en est la parfaite illustration et mériterait d'être poursuivie avec la politique de gestion des déchets.

Enfin, s'agissant de la troisième série de mesures, nous tenons particulièrement, Monsieur le président, au-delà de ces quelques points d'ajustement, non seulement à vous remercier au nom de ces 24 989 électeurs, mais surtout à saluer la reconnaissance du pluralisme politique à l'assemblée puisque désormais la minorité se voit davantage reconnue au sein de notre règlement intérieur.

Les élus non-inscrits pourront désormais mutualiser le temps de parole alloué lors des débats ou bénéficier d'un temps de parole supplémentaire d'un groupe politique.

Ils pourront aussi siéger au sein du comité de déontologie comme de la commission d'évaluation des politiques publiques et surtout disposer de moyens plus équitables pour conduire ces travaux puisque ces derniers ne bénéficient pas de crédits alloués aux groupes politiques.

Ce changement de posture de la majorité sur les droits de la minorité aura permis d'abaisser le nombre de représentants requis pour former un groupe politique à l'assemblée, lequel est désormais ramené à six comme ce qui était auparavant, au lieu de sept.

Vous venez de corriger, Monsieur le président, des décisions injustes prises par le Tapura dans la mandature précédente à l'initiative du président Gaston Tong Sang pour retirer tous les moyens d'expression, d'action et financier aux élus non-inscrits, la fameuse réforme du règlement intérieur anti A here ia Porinetia, il y a deux ans.

Monsieur le président, A here ia Porinetia tient à saluer votre esprit d'ouverture et fera, dans un esprit toujours constructif, un bon usage des deniers publics supplémentaires alloués dans le cadre du contrôle de nos politiques publiques.

Je vous remercie. *(Applaudissements dans la salle.)*

Le président : Merci, Madame la représentante.

M^{me} Teremuura Kohumoetini-Rurua : *Monsieur le président ! Monsieur le président !*

Le président : Oui.

M^{me} Teremuura Kohumoetini-Rurua : *Notre groupe dispose-t-il encore de quelques minutes ?*

Monsieur le président de l'assemblée, Monsieur le Président du gouvernement, Madame la vice-présidente du gouvernement, cher gouvernement du pays, chers collègues, chers amis de la presse parmi nous, cher public, chers invités, à celles et ceux qui suivent notre séance, à toutes et à tous, recevez mes sincères et respectueuses salutations.

Plusieurs pistes d'amélioration nous sont proposées pour notre règlement intérieur, et au sein de cette proposition, l'on s'attardera sur l'article 21 qui vient créer une commission spéciale.

Chers amis, depuis le XVI^e siècle, les étrangers sont arrivés dans notre pays sur des pirogues sans balancier et ont apporté avec eux une nouvelle culture. Il y a eu de grandes épidémies et la plupart de nos ancêtres ont perdu la vie. Des guerres ont éclaté et nos parents ont quitté ce monde peu à peu. Ils ont instauré une nouvelle religion en effaçant ce qui existait jadis. Ils ont monté une nouvelle forme de gouvernance. Le groupe Koru originaire de la Terre des hommes (ndt, des îles Marquises) chantait ceci : « la bombe atomique a explosé à Moruroa et à Fangataufa. Ils ont menti et trompé nos parents. Cela fait vraiment mal au cœur ! La voix s'est tue, les yeux sont restés fermés, et ce vécu traumatisant a été assimilé.

Le temps passe et les générations défilent, mais la voix, elle, reste muette tout comme les yeux, eux, restent aveugles, et les oreilles, elles, restent sourdes. Le temps passe et les générations défilent... Ô pauvre âme bouleversée car elle ne sait pas quoi faire ! En ces périodes troublées, son esprit est complètement confus vis-à-vis de son avenir. Ô, comment ne pas y penser !

Qu'en est-il de la situation à ce jour ?

Si l'on prend les écrits de l'archéologue Christophe Sand, celui-ci indiquait que lorsque des parents avaient assimilé une vie remplie de troubles et de confusions, cela devenait un traumatisme familial.

Le poète et penseur humaniste Édouard Glissant, qui était opposé à l'esclavage, explique également qu'il nous faut dès aujourd'hui écrire sur notre situation et notre histoire. Il nous faut relater tous les événements qui ont eu lieu sur nos terres, toutes les problématiques auxquelles ont été confrontées nos ancêtres, tous les mensonges et les souffrances également qui ont participé au traumatisme de la vie de nos générations futures.

Comment allons-nous procéder ?

Effectivement, nous allons l'écrire tous ensemble avec la majorité, la minorité, le gouvernement, les scientifiques et toutes les personnes également qui se battent pour bâtir notre pays, mais dans le calme. Nous devons écrire à cet État qui nous a « saisi » pour lui dire que notre histoire ne doit pas être effacée tout comme notre existence et notre culture. Car, l'on ne pourra jamais tourner la page si l'on ne soigne pas d'abord nos blessures physiques et psychologiques (ndt, maux).

Par contre, pour la jeune génération, nous écrirons aussi sur nous. Mettons fin à ce tabou ! Comme la lance de Paitoa a Rehia, nommée Rufautumu, fut lancée sur le mont sacré pour prouver qu'il s'agit là d'une nouvelle ère, aujourd'hui, soyons cette lance qui mettra fin à ce tabou.

Et donc, merci à notre président de l'assemblée d'avoir proposé de créer cette commission au sein de notre règlement intérieur, ce qui constituera un patrimoine pour notre future génération.

Merci également à notre président de groupe pour ses efforts durant ces 40 dernières années.

Chers collègues, nous ne pouvons le nier, nos *parents* ont subi un traumatisme intérieur collectif dont les séquelles restent à expliquer.

Aujourd'hui, il est primordial pour nous d'expliquer ces séquelles car, comme l'archéologue Christophe Sand l'indique dans son ouvrage « *Hécatombe océanienne* », l'on peut transmettre ce traumatisme aux enfants même quand on n'en parle pas.

Nous pouvons également nous inspirer du poète penseur humaniste Edouard Glissant qui, au sujet de l'esclavagisme, encourage à écrire contre l'oubli « *l'oubli du colonisateur qui veut raturer l'histoire coloniale et l'oubli contre le colonisé qui veut tourner la page* ».

Dans son essai sur le colonialisme, « *Les damnés de la terre* », paru en octobre 1961, Franz Fanon, psychiatre et essayiste de nationalité française, se penche sur l'aliénation du colonisé et les guerres de libération, le rôle que joue la violence entre colonisateur et colonisé.

Plus près de nous, le politologue Sémir Al Wardi, dans la revue d'histoire coloniale et impériale « *Outre-Mer* » de la Société française d'histoire des outremer (SFHOM) écrit — je cite : « *la Polynésie française n'est (...) plus juridiquement une colonie, mais elle est un produit de la colonisation qui finalement ne s'est pas décolonisé.* » Fin de citation.

Dans son premier roman « *Mūtisme* », Titaua Peu écrit — je cite :

« *Était-ce toi, mon peuple*

Était-ce toi, caché sous ces cagoules ?

Tu t'es trompé de combat

Tu as tout gâché

Nous t'aimions si fort, pourtant.

Reprends tes mots

Reprends ta terre

Sans violence, réapprends à dire

Que tu souffres, que parfois tu as faim

Reprends tes mots

Et là, tu reprendras ta terre. » Fin de citation.

Ainsi donc, en créant notre commission spéciale sur la décolonisation et en participant activement à ses travaux, nous institutionnalisons le débat sur cette question. Et c'est l'occasion pour nous d'écrire ensemble notre histoire pour bâtir notre avenir commun. (*Applaudissements sur certains bancs du groupe Tavini huiiraatira.*)

Le président : *Voilà. Merci bien. Y-a-t-il d'autres interventions ? Il n'y en a plus. Du côté du Tavini, il vous reste encore du temps, quelqu'un souhaiterait prendre la parole ?... Bon, nous poursuivons.*

La discussion générale est maintenant close.

Nous passons à l'examen de la délibération par la discussion ouverte sur l'article 1^{er}.

Article 1^{er}

Le président : La discussion est ouverte sur l'article 1^{er}. Avez-vous des commentaires à faire ?... S'il n'y a pas de commentaire à faire, je mets aux voix l'article 1^{er}. Qui est pour ?... À l'unanimité. Merci.

On poursuit avec l'article 2.

Article 2

Le président : La discussion est ouverte à l'article 2. S'il n'y a pas de commentaire, pas d'observation, je mets aux voix l'article 2. Même vote ? Même vote, adopté. Merci.

On passe à l'article 3.

Article 3

Le président : La discussion est ouverte sur l'article 3. Avez-vous des commentaires à faire sur l'article 3 ?... S'il n'y a pas de commentaires, s'il n'y a pas d'observations, je mets aux voix l'article 3. Article 3, même vote ? Même vote, adopté.

Nous passons à l'article 4.

Article 4

Le président : La discussion est ouverte sur l'article 4. Là, je pense qu'il n'y a pas de problème. Je mets aux voix l'article 4 : même vote, adopté. L'article 4 est adopté.

Nous passons à l'article 5.

Article 5

Le président : La discussion sur l'article 5 est ouverte. Il n'y a pas d'intervention, pas de remarque sur l'article 5 ?... Donc, je mets aux voix l'article 5 : article 5, même vote ?... Même vote, adopté.

Je passe à l'article 6.

Article 6

Le président : La discussion est ouverte sur l'article 6. Pas de discussion sur l'article 6 ?... Pas de remarque, pas d'observation. Je mets aux voix l'article 6 : article 6, même vote ?... Même vote, adopté.

Nous passons à l'article 7.

Article 7

Le président : La discussion est ouverte. Pas de discussion sur l'article 7. Je mets aux voix l'article 7 : article 7, même vote ? Même vote, adopté. Merci.

On passe à l'article 8.

Article 8

Le président : La discussion est ouverte sur l'article 8. Pas de discussion sur l'article 8, pas de remarque ?... Pas d'intervention. Très bien. Je mets aux voix l'article 8 : article 8, même vote ? Même vote, adopté. Merci.

Nous passons à l'article 9.

Article 9

Le président : Sur l'article 9, la discussion est ouverte. Il n'y a pas de discussion, pas d'observation, pas de remarque ?... Très bien. Je mets aux voix l'article 9 : article 9, même vote, adopté.

Nous poursuivons avec l'article 10.

Article 10

Le président : La discussion est ouverte sur l'article 10. Pas de discussion, pas de remarque. Je mets aux voix l'article 10 : article 10, même vote, adopté.

Nous passons à l'article 11.

Article 11

Le président : La discussion est ouverte sur l'article 11. Y a-t-il des remarques sur l'article 11 ? Pas de remarque. Je mets aux voix l'article 11 : article 11, même vote, adopté. Merci.

On passe à l'article 12.

Article 12

Le président : La discussion est ouverte à l'article 12. Y a-t-il des remarques à l'article 12 ?... Pas de remarque. Je mets aux voix l'article 12 : article 12, même vote, adopté. L'article 12 est adopté. *Merci.*

On passe à l'article 13.

Article 13

Le président : La discussion est ouverte au titre de l'article 13. Y a-t-il des interventions ? Pas d'intervention, pas de remarque, pas d'observation. Je mets aux voix l'article 13 : article 13, même vote ? Même vote, adopté.

Nous poursuivons avec l'article 14.

Article 14

Le président : Article 14, la discussion est ouverte. Pas d'intervention ? Je mets aux voix l'article 14 : article 14, même vote, adopté. *Merci.*

On passe à l'article 15.

Article 15

Le président : Article 15, pas de discussion, pas de remarque, pas d'intervention ? Très bien. Je mets aux voix l'article 15 : article 15, même vote, adopté. *Merci.*

On passe à l'article 16.

Article 16

Le président : Article 16, la discussion est ouverte. Pas d'intervention ? Je mets aux voix l'article 16 : article 16, même vote, adopté.

On passe à l'article 17.

Article 17

Le président : Article 17, la discussion est ouverte. Pas de remarque sur l'article 17, pas d'observation. Je mets aux voix l'article 17 : article 17, même vote, adopté.

Nous passons à l'article 18.

Article 18

Le président : Article 18, la discussion est ouverte. Pas d'intervention sur l'article 18. Article 18, même vote ? Même vote, adopté. *Merci.*

On passe à l'article 19.

Article 19

Le président : La discussion est ouverte sur l'article 19. Y a-t-il des interventions ? Pas d'intervention. Je mets aux voix l'article 19 : article 19, même vote, adopté.

Nous passons à l'article 20.

Article 20

Le président : La discussion est ouverte sur l'article 20. Y a-t-il des remarques, y a-t-il des observations ?... Pas de remarque, pas d'observation sur l'article 20. Je mets aux voix l'article 20 : même vote. Même vote, adopté.

Nous passons à l'article 21.

Article 21

Le président : Sur l'article 21, on me fait connaître que deux amendements ont été déposés. Est-ce que tous les amendements ont été distribués, les deux amendements ? Tout le monde a eu ses amendements ?... Je vais donc demander à l'auteur de l'amendement enregistré sous le n° 11102, à savoir Madame Tepuaraurii Teriitahi, de bien vouloir donner lecture de son amendement.

M^{me} Tepuaraurii Teriitahi : Merci, Monsieur le président.

Même si je connais déjà le sort de mon amendement, je vais vous le présenter et cela me permettra de dire aussi l'exposé sommaire et les motifs qui m'ont animé pour faire cette proposition.

À l'article 21 de la proposition de délibération, je propose :

1) Dans le titre du chapitre V ter, les mots : « *SUR LA DÉCOLONISATION* » sont remplacés par les mots : « *SUR L'AVENIR INSTITUTIONNEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE* » ;

2) Au deuxième alinéa, les mots : « *SUR LA DÉCOLONISATION* » sont remplacés par les mots : « *SUR L'AVENIR INSTITUTIONNEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE* » ; — à savoir que ces deux-là concernent le titre.

3) Au quatrième alinéa, les mots : « *sur la décolonisation* » sont remplacés par les mots : « *sur l'avenir institutionnel de la Polynésie française* » ;

4) Le sixième alinéa est ainsi rédigé : « - *d'étudier et d'analyser toute question afférente à l'avenir institutionnel de la Polynésie française y compris la question relative à la décolonisation* ; » ;

5) Après le sixième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé : « - *de rechercher et d'étudier toutes les évolutions possibles du statut politique et institutionnel de la Polynésie française* ; ».

Le reste sans changement.

Que met-on derrière le mot décolonisation ? La décolonisation n'est ni un mot, ni une quête ni une idéologie qui rassemble tous les Polynésiens. Par contre, l'avenir institutionnel de notre pays et son devenir sont des sujets qui nous questionnent tous. Plutôt que de servir la décolonisation seule, cette commission spéciale pourrait s'interroger et débattre sur les différentes options qui s'offrent à la Polynésie française concernant son avenir institutionnel.

À travers cette nouvelle appellation plus inclusive, tous les Polynésiens se reconnaîtraient et se sentiraient considérés dans leur choix.

Ainsi, cette commission porterait également la voix de ceux qui ne se sentent pas colonisés et qui n'envisagent pas l'avenir sans le partenariat avec la France. Changer son appellation et rajouter de nouvelles missions faciliteraient la participation des non-indépendantistes à cette commission spéciale.

Donc, comme je l'ai déjà un peu expliqué tout à l'heure, président, pour moi, c'était une proposition qui permettrait à tout un chacun de se reconnaître parce qu'effectivement, nous, autonomistes, si nous sommes là c'est parce que, comme je l'ai dit à l'heure, 81 000 électeurs ont choisi de voter pour nous et donc nous portons leurs voix, nous portons la voix de ces personnes que je qualifie ici de non-indépendantistes.

Et effectivement, je remercie le président de l'assemblée d'avoir, dans sa proposition de délibération, donné une place représentative aux minorités, donc au groupe minoritaire et aux non-inscrits, mais bien évidemment, j'ai bien entendu que cette proposition d'ouverture que nous faisons sera rejetée.

Dans cette mesure, évidemment nous serons défavorables à cet article 21 et à la création de cette commission spéciale.

Merci.

Le président : Merci pour votre intervention.

La discussion est ouverte sur l'amendement. Y a-t-il des intervenants ?... Oui, il y a une intervenante ?... Non. Oui, Monsieur Allen Salmon.

M. Allen Salmon : *Merci.*

Madame la représentante Tepuaurii, j'aimerais avant tout vous remercier pour votre amendement qui démontre l'intérêt que vous portez à cette nouvelle commission sur la décolonisation. Vous posez ici la bonne question : « que mettons derrière la décolonisation ? » même si le mot « derrière » pourrait insinuer un désir de dissimuler quelque chose. Mais, je vous rassure, il n'y a aucun camouflage.

N'ayons pas peur des mots, chers amis ! On parle bien de la décolonisation. Alors, que met-on devant la décolonisation ? Il faudrait peut-être préciser que la décolonisation est tout simplement le fait d'acquérir l'indépendance politique ou la pleine souveraineté vis-à-vis de la métropole ?

Nous avons deux types de décolonisation : la décolonisation de type pacifique et la décolonisation guerrière. Nous, peuple *polynésien* du Pacifique, avons choisi la voie de la négociation, du respect des droits, d'où donc notre déplacement depuis dix années à l'ONU tant décrié par certains. Et la création de cette commission spéciale sur la décolonisation en est aussi une représentation.

Ceci dit, changer la dénomination de cette commission en remplaçant « décolonisation » par « l'avenir institutionnel de la Polynésie française » me donne alors un sentiment de frustration et d'incompréhension, car nous avons bel et bien été colonisés. Mais hélas, c'est une réalité historique de notre *pays*. Et le fait de ne pas se sentir colonisés alors que nous l'avons réellement été, ce seraient donc — je rejoins ma collègue — nier cette évidence. Je pense que le déni n'a jamais été la bonne réponse face à un problème.

De plus — je terminerai par ces propos —, la décolonisation, à mon avis personnel, ne revêt pas uniquement le domaine institutionnel comme vous le proposez. Certes, ce domaine institutionnel est d'une très grande importance — nous sommes d'accord — et nous aurons la grande responsabilité de réfléchir et de chercher les meilleures propositions possibles, ensemble, tous ensemble, sur les différents sujets très importants comme la monnaie, l'éducation, etc.

Mais, il me semble tout de même réducteur de nommer cette nouvelle commission « commission sur l'avenir institutionnel de la Polynésie française », car la décolonisation prendra également en compte la dimension humaine (médicale, sociale ou autres).

En espérant que le fait de vouloir maintenir notre appellation de cette nouvelle commission ne vous frustre pas trop à votre tour et que vous acceptiez de participer effectivement aux travaux de cette commission, recevez, Madame la représentante, mes salutations fraternelles *polynésiennes*.

Que l'amour règne. Merci. (Applaudissements sur les bancs du groupe Tavini huiraaatira.)

Le président : *Merci bien.*

Vous voulez intervenir ? Oui, Tepuaurii.

M^{me} Tepuaurii Teriitahi : Oui. Merci, Monsieur le président.

Je remercie mon collègue, et également cousin, Allen Salmon pour son intervention.

Ce que je vais dire va certainement surprendre, il est vrai que nous sommes des colonisés. Au sens historique du terme, nous sommes des colonisés, mais quand on parle d'Histoire — et sciemment, je n'ai pas voulu réagir lorsque j'ai entendu l'intervention de notre pasteur Pihaatae lorsqu'il est venu ici nous faire un rappel de l'histoire, enfin des morceaux choisis de l'histoire —, mais si on prend l'histoire, la vraie, on se rappelle tous que l'on arrive d'Asie du Sud-Est. Mais, si on parle de colonisation, la première colonisation que l'on a subie, c'est celle des Anglais avec la *London Missionary Society* en 1797. Voilà la première colonisation qu'on a subie, à travers les pasteurs anglais, les protestants, ceux-là même qui ont banni les danses, ceux-là même qui ont changé notre culture, ceux-là même qui ont changé nos croyances, ceux-là même qui ont changé nos mentalités ! Ce n'est pas la France qui est venue enlever tout ça ! Si on veut faire un rappel de l'Histoire, rappelons l'histoire telle qu'elle est ! Je ne l'invente pas, c'est ça notre histoire ! Et donc oui, on a eu cette colonisation et, ensuite, on a eu la colonisation par la France. Donc oui, on a été colonisés, mais les Anglais d'abord, et la France ensuite.

Aujourd'hui, effectivement, quand je demande ce qu'il y a derrière le mot « décolonisation », c'est tout simplement effectivement parce que, même si vous me dites qu'il n'y a rien de dissimulé, pour moi, c'est « décolonisation française » ! Quand j'entends, j'ai l'impression que vous êtes prêts à ce qu'on soit amis avec tout le monde, sauf la France ! (*Rires dans la salle.*) Donc, non. Voilà.

Pour moi, tout simplement, sur l'avenir institutionnel de la Polynésie — je l'ai dit tout à l'heure —, ce sont les Polynésiens qui choisiront s'ils veulent effectivement aller vers cette voie de l'indépendance. On verra bien le jour où un référendum éventuellement arrivera.

Sur cette discussion sur la décolonisation, vous parlez, vous, d'ouverture ; moi, je trouve effectivement qu'elle est réductrice, qu'elle n'est pas inclusive et qu'elle ne tient pas compte de tous ceux qui ne sont pas favorables à cette décolonisation.

Et donc, je répète ce que je disais tout à l'heure, nous allons voter contre et nous ne participerons pas à cette commission spéciale.

Merci.

Le président : Merci. Tapati.

M. Tafai, Mitema Tapati : *Oui, bonjour à tous.*

Merci pour ces interventions essentielles, non pas pour une partie uniquement — mais à mon avis — pour l'ensemble du peuple.

Merci d'avoir fait un rappel sur la première « colonisation » faite par les missionnaires anglais, avant que les missionnaires français n'arrivent eux aussi après. Le point positif, c'est qu'à une époque, ces missionnaires se sont rendus compte d'eux-mêmes qu'ils avaient commis une erreur, d'où le fait qu'ils aient ramené la gestion de l'Église au Polynésien en l'an 1963. Et depuis cette année-là, et même bien avant, ils ont commencé par utiliser l'appellation d'« Église protestante mā'ohi (ndt, polynésienne) » pour désigner l'Église, une appellation qui fut ensuite reprise en 2004 par les générations de pasteurs. Et, lorsque l'on regarde de plus près le fonctionnement des églises aujourd'hui, le chant traditionnel polynésien, la langue polynésienne et la culture polynésienne sont mis en valeur lors de la cérémonie d'adoration. Tout cela a été ramené au cœur du fonctionnement des églises aujourd'hui. Je pense même que les missionnaires ont participé à la mise en valeur de la langue polynésienne à cette époque-là. On peut donc en conclure que c'est grâce aux missionnaires anglais et français que notre langue est encore bien ancrée jusqu'à aujourd'hui.

J'ai été agréablement surpris par cette dame d'origine étrangère — comment se nomme-t-elle déjà ? Madame Poirat — qui, avant-hier, disait que « La Polynésie n'est pas un pays autonome ». C'est cette dame d'origine étrangère qui l'a dit mardi dernier. Je pensais que, du fait que nous étions régis depuis 40 ans par le statut d'autonomie, nous étions autonomes ! Mais cette dame d'origine étrangère nous a affirmé mardi dernier que « La Polynésie n'est pas un pays autonome » ! J'ai alors demandé à Pascal(e) ce jour-là : « notre autonomie n'est-elle pas juste superficielle ? Je me rappelle de la voiture faite en bois de rose d'Oscar une année et c'est effectivement cela. Je pose donc la question de savoir pourquoi avons-nous pris soin de cette autonomie si longtemps alors que notre pays n'accède toujours pas à son autonomie ? Encore une fois, ce n'est pas moi qui l'aie dit, mais cette dame d'origine étrangère qui est professeure de droit.

Un propos — et je m'arrêterai là — qui a été tenu ici par notre président Oscar avant-hier a atterri dans tous les médias le même jour. Cela me rappelle notre « farine » de ce matin... Si l'on affirme une vérité ici aujourd'hui, l'on nous traitera tels des méchants vis-à-vis d'autrui. Nous le constatons tous autant que nous sommes : notre pays a considérablement « blanchi », que ce soit sur les bateaux, dans les avions, dans les services administratifs... Je me rappelle d'un de mes amis qui s'était rendu en France. Son séjour fut court et à son retour il m'a dit : « Tu sais, la France devient considérablement « noire » du fait qu'elle soit de plus en plus habitée par les Africains. » Je lui ai répondu : « Effectivement, si la France noircit, ici, par contre, il « blanchit » considérablement ! À qui la faute ? À cette autonomie ! »

Pour moi, aujourd'hui, l'on ne devrait pas débattre des mots, ni de ce qu'il y a derrière, mais plutôt nous focaliser sur l'esprit des mots, sur leur signification et sur l'esprit de la parole. C'est sur cela que nous devrions nous focaliser. C'est à nous de bâtir l'avenir de notre pays : faisons-le tous ensemble.

Mes salutations. (Applaudissements sur les bancs du groupe Tavini huiraaatira.)

Le président : *Voilà, merci bien. Y-a-t-il d'autres interventions ?* Oui, Tepuaurarii.

M^{me} Tepuaurarii Teriitahi : *Monsieur le président, merci. Je n'aurais qu'une seule question. Vous voyez bien que j'ai la peau blanche. En d'autres termes, aurai-je une place ici du fait que je sois « blanche » ? Quid de toutes ces personnes blanches comme moi qui n'ont aucune fonction dans ce pays ? Lorsque j'entends ce genre de propos... évitons de parler de la couleur de la peau ! Nous sommes nombreux à avoir la peau blanche, mais notre âme, elle, est Polynésienne ! Ne venez pas ici pour exclure les gens qui ont une peau blanche ! Nous sommes nombreux à avoir la peau blanche donc respectez nous ! Merci. (Applaudissements sur les bancs groupe Tapura huiraaatira.)*

Le président : *Voilà. Merci bien. Je pense que nous sommes arrivés... Ah, Monsieur Temaru, vous avez la parole.*

M. Oscar, Manutahi Temaru : *Cher gouvernement de notre pays, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les ministres, Monsieur le président de l'assemblée, à toutes et à tous, bonjour.*

Je voudrais dire à notre collègue que notre ministre en charge de la santé, Monsieur Mercadal, est plus blanc que nous deux ! Pourquoi avez-vous demandé si vous aviez votre place parmi nous ? Elle ne se pose pas.

Avant toute chose, je voudrais vraiment remercier notre collègue et fille de Moorea, Madame Rurua, pour les propos importants qu'elle a tenus dans son intervention et j'espère vraiment qu'ils serviront de leçons pour chacun de nous ; et remercier également Monsieur le pasteur Tapati pour ses propos. Ceci dit, lorsque je nous regarde, nous n'avons pas l'air de trouver cela étrange, un peu comme les personnes qui ont attrapé le

syndrome de Stockholm. *Vous tout comme nous le savons tous, nous savons toutes les choses horribles qui ont été faites dans notre pays, comme la décision qui avait été prise d'utiliser notre pays pour les essais nucléaires. Cette radioactivité présente dans notre pays, aucun scientifique ne pourra la faire disparaître ! Est-ce l'héritage que nous laisserons à nos enfants demain ?*

Le sujet qui ressort sur les points que nous examinons actuellement repose sur deux mots, et c'est ce que l'on appelle en français, le droit de souveraineté, c'est-à-dire la pleine souveraineté sur ce pays. On peut améliorer ce statut. Cela fait 40 ans maintenant que moi et notre brave ami Gaston Flosse nous débattons de ce sujet. Si la pleine souveraineté de ce pays reste entre les mains de l'État français, on n'y arrivera pas... on n'y arrivera pas ! L'on deviendra tel un animal, un chien, c'est-à-dire que plus on s'éloignera, « ah, on va lâcher du lest petit à petit. Ah, il faut améliorer, toiletter, modifier... » Et maintenant, où en sommes-nous ? Où en est la Nouvelle-Calédonie aujourd'hui ? Elle n'a pas avancée. Quel est le fond du problème ? C'est leur convoitise à l'égard de ce pays ; nous avons une grande valeur.

C'est sur ce point que je voudrais que l'on réfléchisse, et notamment sur le propos qu'a prononcé le président de l'Église avant-hier, lorsque l'on a projeté la carte de notre pays qui est tout aussi grand que l'Europe, autrement dit, l'État français possède un territoire comme l'Europe ! Nous ne voulons pas laisser un tel cadeau pour nos enfants de demain ?... C'est celle-là la vraie question, chers amis ! Qu'allons nous laisser à nos enfants de demain ? Ce pays ne nous appartient pas, c'est la France qui en est le propriétaire ! L'État français a la pleine souveraineté sur ce pays ! Vous pensez que les experts qui sont à l'ONU sont des ... ! Ils ont examiné le statut qui régit notre pays depuis des années et des années. Et oui, effectivement, c'est bien ce professeur d'université, ministre français, qui est venu nous confirmer que cela n'était pas...

C'est cela que nous souhaitons. Nous ne voulons pas nous en écarter ou bien nous diviser entre nous ou porter un regard différent entre nous, non ! Travaillons plutôt ensemble pour le bien de nos enfants de demain.

Merci. Mes salutations. (Applaudissements sur les bancs du groupe Tavini huiraaatira.)

Le président : *Merci bien. Voilà, je pense que l'on est arrivé à la fin de la discussion portant sur cet amendement.*

Je mets aux voix le premier amendement déposé par Tepuaraarii. Qui est pour ?... 19 pour. Qui est contre ?... 38. Merci.

Donc, l'amendement est rejeté.

Je demande à Allen Salmon de donner lecture du deuxième amendement, l'amendement n° 11115.

M. Allen Salmon : D'accord.

L'article 21 de la proposition de délibération est modifié ainsi qu'il suit :

1) Au huitième alinéa, après les mots « *non autonomes* », sont insérées les dispositions suivantes : « *, ainsi que toutes les résolutions subséquentes adoptées par ladite Assemblée générale sous l'intitulé « Question de la Polynésie française » ;*

2) Après le dixième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« *- d'établir un programme d'éducation politique à l'échelle territoriale, à destination de la population polynésienne, sur les trois options de décolonisation prévues par les principes contenus dans la résolution 1541 (XV) du 15 décembre 1960 de l'Assemblée générale des Nations Unies, intitulée « Principes qui doivent guider les États Membres pour déterminer si l'obligation de communiquer des renseignements, prévue à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte, leur est applicable ou non. » ;*

3) Le dix-huitième alinéa est complété d'une phrase ainsi rédigée : « *Ils ont voix consultative.* » ;

4) Après le dix-huitième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« *Le Président du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française, ou à défaut, un de ses membres désigné officiellement à cet effet, est membre de droit de la commission spéciale, avec voix consultative.* »

5) Au vingt-troisième alinéa, après les mots : « *intéressé* » sont insérées les dispositions suivantes : « *, y compris les représentants des confessions religieuses établies en Polynésie française* » ;

6) Après le vingt-septième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« *La commission spéciale établit un rapport annuel de son activité qui est enregistré au secrétariat général de l'assemblée et diffusé à l'ensemble des représentants. Ce rapport est alors transmis au Haut-commissaire de la République en Polynésie française, au Président de la Polynésie française, aux différents parlementaires polynésiens à l'Assemblée Nationale et au Sénat de la République française, au représentant du CESE national, au Secrétaire Général des Nations Unies, au Président de l'Assemblée Générale des Nations Unies, au Président du Comité Spécial de Décolonisation de l'ONU et au Président de la Quatrième commission de l'Assemblée Générale des Nations Unies, ainsi qu'aux organisations régionales intéressées (à savoir, le Groupe des Parlements des îles du Pacifique, le Forum des îles du Pacifique, le Groupe des Dirigeants Polynésiens, et la Conférence des Églises du Pacifique).* »

Le présent amendement propose donc :

– de compléter les missions de la commission spéciale sur la décolonisation notamment en prévoyant que cette commission est chargée d'établir un programme d'éducation politique à destination de la population polynésienne ;

- de compléter la composition de cette commission spéciale en intégrant le Président du CÉSEC ou un de ses membres, avec voix consultative ;
- de préciser que la commission pourra également entendre les représentants des confessions religieuses établies en Polynésie française ;
- et de prévoir l'établissement d'un rapport annuel d'activité et sa diffusion notamment aux autorités onusiennes, régionales, nationales et polynésiennes.

Merci.

Le président : Merci, Monsieur le rapporteur de l'amendement.

La discussion est ouverte sur l'amendement.

Y a-t-il des interventions ? Madame Tepuaurii.

M^{me} Tepuaurii Teriitahi : Merci, Monsieur le président. Ce n'est pas vraiment une intervention, mais une question concrète.

Quand je vois qu'à travers cet amendement vous élargissez le champ des personnes qui pourront participer à cette commission spéciale... Donc, cette commission spéciale, on a bien compris que son objectif et son interlocuteur essentiel est l'ONU. Cela nécessitera donc des relations avec l'ONU et certainement des déplacements à l'ONU, en particulier bien sûr certainement en octobre de l'année prochaine. Est-ce que vous entendez à travers cette commission emmener une délégation de l'assemblée de Polynésie membre de cette commission spéciale aux frais de l'assemblée de Polynésie ?

M. Allen Salmon : Je pense que notre commission des institutions existe déjà et qu'elle est capable de faire le lien et cette commission de décolonisation vient renforcer justement ce lien-là avec la 4^{ème} commission des Nations Unies. Nous avons prévu un déplacement au mois d'octobre, à chaque fois, et quand nous ne sommes pas là-bas, nous ne sommes pas à New-York, nous avons un représentant à New-York en la personne de Monsieur Carlyle ici présent, qui peut aussi nous représenter là-bas, donc on n'a pas prévu d'autres dépenses supplémentaires concernant des déplacements.

Le président : Y a-t-il d'autres questions ? S'il n'y a pas d'autre question, je mets aux voix l'amendement.

Monsieur Temaru.

M. Oscar, Manutahi Temaru : Madame Tepuaurii, pouvez-vous préciser la question ? Est-ce que l'idée, c'est « est-ce que nous, de l'opposition, on pourra aussi participer, être avec vous à New-York » ? Mais bien sûr, vous êtes les bienvenus ! *Nous irons tous ensemble !* (Applaudissements dans la salle.)

Le président : *Merci.* Je mets aux voix l'amendement. Qui est pour ?

M^{me} Tepuaurii Teriitahi : Monsieur le président, je peux répondre ?

Le président : Oui, pardon !

M^{me} Tepuaurii Teriitahi : J'ai été interpellée par Monsieur Temaru.

Le président : Vous avez la parole.

M^{me} Tepuaurii Teriitahi : Merci, Monsieur le président Temaru et permettez-moi de vous saluer. Non, évidemment, ce n'était pas le sens de ma question. Si, l'année prochaine, nous décidons d'aller à l'ONU, nous ferons comme vous cette année et nous irons sur nos deniers personnels. Ma question était justement sur l'utilisation des deniers publics.

À travers cette commission spéciale qui est mise en place, aujourd'hui, effectivement, il y a une commission relative à l'ONU au sein de notre assemblée qui pourra donc justifier, à travers cette commission, un déplacement financé par l'assemblée. Donc, j'entends bien et je remercie le rapporteur de ce dossier de nous confirmer qu'aucune délégation de l'assemblée en tout cas ne sera prise en charge sur les deniers de l'assemblée. De toute façon, nous y veillerons à travers le budget de notre assemblée.

Merci.

Le président : Merci. Je mets aux voix le projet d'amendement. Qui est pour ?... 38 pour. Qui est contre ?... 18 contre. Donc l'amendement est adopté.

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 21. Article 21, même vote ? Qui est pour l'article 21 amendé bien sûr ? 38. Qui est contre l'article 21 ? 18. Très bien. Donc l'article 21 est adopté.

Article 22

Le président : On poursuit l'examen de notre règlement intérieur avec l'article 22.

La discussion est ouverte sur l'article 22. Y a-t-il des intervenants ? Pas d'intervention sur l'article 22, donc je mets aux voix l'article 22. Qui est pour l'article 22 ? Donc tout le monde est pour, à l'unanimité. Merci.

Article 23

Le président : On poursuit avec l'article 23. La discussion est ouverte. Pas d'intervention ? Article 23, même vote que l'article 22 ? Très bien. Donc, l'article 23 adopté à l'unanimité.

Article 24

Le président : Ensuite, nous passons à l'article 24. La discussion est ouverte au titre de l'article 24. S'il n'y a pas d'intervenant, je mets aux voix l'article 24. Article 24, même vote ? Adopté.

Article 25

Le président : Nous passons à l'article 25. Y a-t-il des interventions au titre de l'article 25 ? Pas d'intervention. Article 25, donc même vote, adopté.

Article 26

Le président : On passe à l'article 26. Pas d'intervention au titre de l'article 26 ? Pas de remarque ? Pas d'observation ? Très bien. Je mets aux voix l'article 26. Article 26 adopté à l'unanimité.

Article 27

Le président : Article 27, la discussion est ouverte.

Y a-t-il des interventions au titre de l'article 27 ? Il n'y a pas d'intervention, je mets aux voix l'article 27. Article 27, même vote ? Même vote, adopté.

M. Allen Salmon : Président, j'ai un amendement à l'article 27.

Le président : Après. Entre l'article 27 et l'article 28, on va intercaler un nouvel amendement et je vais demander à son rapporteur de bien vouloir nous donner lecture puisqu'il va amender un article qui est entre les deux.

Nouvel article 28

M. Allen Salmon : *Merci.*

Après l'article 27 de la proposition de délibération, il est inséré un nouvel article rédigé ainsi qu'il suit :

Article Le III de l'article 79 de la délibération du 13 mai 2005 susvisée, est ainsi modifié :

- le sixième alinéa est complété par les dispositions suivantes : « *pris en dehors des sessions de l'assemblée* » ;
- il est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« *Tout représentant doit, autant que possible, donner priorité aux séances plénières lorsqu'il prévoit de s'absenter pour les motifs visés aux alinéas 8 et 9 du présent III.* »

Les articles suivants sont renumérotés en conséquence.

Le présent amendement vise à préciser les dispositions de l'article 79 du règlement intérieur relatives aux absences des représentants.

Il est ainsi prévu que les représentants doivent donner priorité aux travaux des séances plénières de l'assemblée durant les sessions.

Le président : *Merci.*

Y a-t-il des interventions au titre de cet article ? Des remarques ? Des observations ?

Madame Tepuaurarii.

M^{me} Tepuaurarii Teriitahi : Oui. Merci, Monsieur le président. Merci au rapporteur de cette proposition d'amendement qui vient effectivement recadrer un petit peu la présence des élus parce qu'on a toujours des interrogations, etc.

On avait discuté dans nos groupes de travail effectivement d'aller même plus loin, de trouver un système pour contraindre les représentants que nous sommes à participer à l'entièreté de nos séances afin d'éviter effectivement de participer que de manière partielle. Peut-être qu'un jour, on arrivera jusque-là, mais en tout cas cet amendement va dans le sens de nous responsabiliser et de prioriser notre mandat de représentants sur certaines autres sollicitations, et on sait quand on en a de nombreuses. Mais en tout cas, merci pour cet amendement que nous soutiendrons.

Merci.

Le président : *Merci.*

Nicole Sanquer.

M^{me} Nicole Sanquer : Merci, Monsieur le président. Juste pour la parfaite compréhension.

Les alinéas visés sont bien « les missions officielles et d'intérêt général » et « l'obligation liée à l'exercice d'un mandat parlementaire » ? Ce sont ces deux alinéas qui sont visés ? Parce que souvent, on se trompe entre 8, 9, 7...

Le président : Pour la parfaite compréhension, au niveau de l'article — si vous pouvez reprendre votre règlement intérieur à l'article — 79, les missions visées concernent « la participation à un événement lié à l'exercice du mandat de représentant » et les « missions officielles ou d'intérêt général », c'est tout.

M^{me} Nicole Sanquer : Merci.

Le président : S'il n'y a plus d'observation sur cet amendement, je mets aux voix le présent amendement. Je pense que le vote est unanime. Donc, à l'unanimité. Merci.

On va rectifier le vote du Tapura huiraaatira parce qu'on vient de recevoir la procuration d'Édouard Fritch qui donne procuration à Tepuaraurii. Très bien. Maintenant, on les comptabilise à 16 voix plutôt que 15.

Et on remercie la troisième fournée des élèves des délégués de classe des élèves du lycée Tuianu Le Gayic. (*Applaudissements dans la salle.*)

Nouvel article 29 (Ancien article 28)

Le président : On poursuit l'examen de notre règlement intérieur avec le dernier article qui vient d'être renuméroté par l'amendement précédent, à savoir l'article 29 dans sa nouvelle numérotation.

La discussion est ouverte sur cet article. Y a-t-il des remarques, des observations ? S'il n'y a pas de remarque, ni d'observation, je mets aux voix l'article 29. Article 29 même vote ? Même vote, adopté à l'unanimité.

Nouvel article 30 (Ancien article 29)

Le président : Et enfin, on termine par l'article renuméroté 29, à savoir l'article 30. Je mets aux voix l'article 30. Article 30, même vote ? Même vote, adopté.

Pour l'ensemble de la délibération, qui est pour ?... 38 pour. Qui s'abstient ?... 16 abstentions. Et les non-inscrits, vous vous absteniez ? Pour l'ensemble ? Vous êtes pour l'ensemble. Cela fait donc 41 pour et 16 abstentions. Merci.

Merci pour ce vote de notre nouveau règlement intérieur. *Merci* à l'ensemble des élus présents.

On poursuit notre séance. Quelle heure est-il ? Il est 11 h 40. On poursuit la séance ? C'est bon ? On y va ? Très bien.

DÉBAT SUR LE RAPPORT D'OBSERVATION BUDGÉTAIRE PRÉALABLE À L'EXAMEN DU BUDGET PRIMITIF DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE POUR L'EXERCICE 2024, EN APPLICATION DE L'ARTICLE 34-1 DU RÈGLEMENT INTERIEUR DE L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

N° 10621 SG

Présenté par M^{me} Elise Vanaa

Le président : On poursuit notre séance avec le dossier relatif à l'examen des orientations budgétaires. Je vous propose d'aborder maintenant le débat sur le rapport d'orientation budgétaire.

Conformément à l'article 144-1 de la loi organique du 27 février 2004 modifié portant statut de la Polynésie française et l'article 34-1 du RI, l'assemblée se réunit afin de débattre des orientations budgétaires 2024.

Je demande au gouvernement de présenter les orientations budgétaires 2024 succinctement. *Merci bien.*

Monsieur le Président, vous avez la parole.

M. Moetai Brotherson : *Monsieur le président de l'assemblée, chers membres, aux spectateurs qui nous suivent, mes salutations à toutes et à tous.*

Avant que l'on entame cet examen, sachez que deux de nos frères nous ont quitté : tout d'abord, Monsieur Ari Wong Kim, héros et dernier survivant qui s'était engagé dans le Bataillon du Pacifique, et, ensuite, notre ami Toni Hiro qui fut ministre et maire de Taputapuatea. Je vous demande donc d'observer une minute de silence.

(Observation d'une minute de silence en hommage à Messieurs Ari Wong Kim et Toni Hiro.)

Merci.

Monsieur le président de l'assemblée, chers collègues, chers spectateurs, nous sommes ici pour débattre. Je ferai juste un bref propos introductif avant de laisser la parole à notre ministre de l'économie et des finances qui vous fera la présentation générale de ce rapport d'observation budgétaire autour duquel nous allons entamer le débat.

Il s'agit ici des prémices du premier budget primitif qui est en cours de préparation par le nouveau gouvernement. Il s'agit pour nous d'intégrer à la fois les éléments du programme qui a été porté par le Tavini huiraatira lors de ces élections avec ses fondamentaux et de le confronter à l'héritage qui a été le nôtre en arrivant avec des points positifs et d'autres points, je dirais, plus lourds à intégrer dans la construction donc de ce budget primitif.

Les challenges qui s'offrent à nous dans les mois et les années qui viennent, on les connaît tous. On en partage, je pense, l'essentiel. Il s'agit d'assurer à la fois un développement économique, social, de notre pays, de chercher plus d'équité également, une meilleure distribution des richesses dans ce pays qui n'en manquent pas et de concourir finalement à un bien-être accru d'une majorité de nos concitoyens.

Les quatre secteurs prioritaires qui ont été définis par le Tavini huiraatira sont, je pense, aujourd'hui, connus, mais je vais à nouveau les rappeler : le secteur primaire ; le tourisme ; la transition énergétique ; et le numérique et l'audiovisuel.

Chacun des ministres, au cours de cette séance, aura l'occasion de répondre à vos interrogations. Nous avons déjà eu l'occasion de débattre de ce document lors de la commission qui s'est tenue la semaine dernière. La majorité a également pu avoir une présentation, je dirais, en avant-première du document comme il est de coutume. Nous avons débattu en interne de vraies questions avec parfois des désaccords qui peuvent arriver. Même au sein de la majorité, on discute, on trouve des solutions.

Ce que je veux vous dire dans ce propos introductif — et je répondrai ensuite pour les portefeuilles qui sont les miens à toutes vos questions, bien évidemment —, c'est que nous sommes réellement ici pour débattre, pour vous écouter. Nous ne venons pas ici asséner une vérité immuable au travers de ce document. Nous vous proposons une base de travail.

Toutes les propositions, au travers de vos questions, qu'elles soient issues de la majorité ou qu'elles soient issues de la minorité, seront accueillies avec bienveillance et nous espérons qu'elles iront dans le sens d'une co-construction de ce futur budget primitif 2024. Et, en ce sens, nous essaierons puisqu'il nous restera un peu de temps tout de même après la présentation du ROB, avant l'examen proprement dit du budget, il nous restera je pense suffisamment de temps pour éventuellement amender le budget que nous avons déjà préparé et dont nous allons vous présenter, en fait, l'esprit au travers de ce ROB.

Voilà, c'est le message principal que je voulais vous adresser dans ce propos introductif. N'hésitez pas à nous poser vos questions et si vous avez des propositions, on essaiera de les intégrer pour peu qu'elles soient constructives et qu'elles ne soient pas là juste pour le plaisir de s'opposer parce qu'on est dans l'opposition, ce qui est un sport que nous avons pratiqué aussi en d'autres temps. *(Rire.)*

Merci. Que l'amour règne. (Applaudissements dans la salle.)

Le président : Merci.

Monsieur le ministre.

M. Tevaiti-Ariipaea Pomare : Monsieur le président de l'assemblée, Monsieur le Président du gouvernement, Mesdames et Messieurs les représentants de l'assemblée, Mesdames et Messieurs les ministres, Mesdames et Messieurs les collaborateurs, Mesdames et Messieurs, cher public, chers amis, *à toutes et à tous ici présents ce matin bonjour !*

J'ai le plaisir, aujourd'hui, de vous retrouver pour la présentation des orientations stratégiques et budgétaires du gouvernement dans le cadre du débat préalable à l'examen du budget primitif de l'exercice 2024.

Avant la transmission et la présentation du budget primitif de la collectivité pour le prochain exercice qui devrait arriver au plus tard le 15 novembre prochain, il est utile que nous puissions ensemble débattre et échanger sur les orientations et la vision stratégique que le gouvernement a développé pour notre *pays*.

Institué par la loi organique statutaire en son article 144-1 qui dispose que « *dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget primitif, un débat a lieu à l'assemblée de la Polynésie française sur les orientations budgétaires de l'exercice ainsi que sur les engagements pluriannuels envisagés* » ces travaux sont essentiels et d'une importance toute particulière, cette année.

La vision du développement, de l'organisation et du devenir de notre communauté ayant évolué avec l'arrivée d'une toute nouvelle gouvernance à la tête du pays.

Il est, en effet, important que le gouvernement mis en place depuis les dernières élections vienne exprimer et présenter les orientations des politiques publiques qu'il souhaite conduire l'année prochaine, mais bien évidemment sur les prochaines années.

En premier lieu — et avant d'aller plus en avant —, je tenais à remercier l'ensemble des élus qui ont assisté lors de la commission de l'économie et des finances, la semaine dernière, aux réunions de présentation du rapport d'orientation budgétaire. Je tiens, par ailleurs, à remercier l'ensemble du gouvernement, l'ensemble des ministres qui ont partagé leurs visions, orientations, ambitions et actions pour notre pays.

Il semble que de mémoire de ROB, jamais autant de temps et de disponibilité n'avaient été consacrés à cet exercice qui, je le précise, s'est déroulé sur deux jours pleins.

Merci aux ministres d'avoir participé avec ferveur à la présentation de vos orientations ; merci aux élus de l'assemblée de votre présence tout au long de ces deux journées ; merci de nous avoir écouté, d'avoir échangé et discuté avec nous ; merci de vos questions et de vos propositions ; merci pour ce moment d'écoute et de partage.

J'ai le sentiment que nous avons ensemble, tous ensemble, fait progresser de manière favorable les idées pour le développement de notre pays, quels que soient nos bords politiques et nos divergences. J'ai trouvé que nous nous sommes beaucoup rejoints et sur de nombreux points.

Je remarque que, dès qu'il s'agit du développement du pays, que ce dernier est en jeu, il fédère. Il nous fédère tous ! Cela est encourageant. Il est important, en effet, de se retrouver tous ensemble et de converger vers l'essentiel pour notre population.

Le débat que nous aurons aujourd'hui sur la base du rapport de plus d'une centaine de pages qui vous a été transmis, vous le voyez, a déjà fait l'objet d'une très belle et très copieuse présentation de premières discussions dans le bon sens. C'est ainsi que je l'ai perçu et que les ministres l'ont perçu et vécu.

Il convient, maintenant, d'offrir et d'ouvrir le débat à l'ensemble des élus, à l'ensemble de l'assemblée. Il ne nous sera pas possible de débattre aussi longtemps que ce qui a été fait en commission, mais nous serons à votre disposition pour répondre à vos questions.

Chaque ministre en responsabilité pourra étoffer sa partie, la vision et les stratégies que nous souhaitons pour le développement de notre pays, pour le bien-être de notre population, pour la réussite de nos enfants, pour leur laisser en héritage une société forte, juste, équitable, qui reflètent nos valeurs, celles de leur communauté d'iliens de ce grand océan Moana Nui O Hiva et notre culture de peuple polynésien.

Les orientations stratégiques et budgétaires du gouvernement ont été organisées autour de trois grands axes. Ces axes nous les avons annoncés dans le programme du Tavini huiraa. Ces axes sont importants et structurants pour le devenir de la Polynésie. Je pense aussi que, quels que soient les bords politiques, nous nous rejoignons tous sur ces axes.

Respecter [*fa'atura* (ndt, traduction en tahitien)], un premier axe nécessaire indispensable. Le respect est un pilier sur lequel toute société s'établit, repose, fonctionne en harmonie. Nous avons besoin de rappeler le caractère vital de ce pilier.

Le second pilier dont notre société a besoin est le *fa'aora* (le soutien). Les constats sont là, lourds. Notre communauté a, hélas, besoin d'être soutenue ; une grande partie en a besoin. Je ne veux pas rappeler, encore une fois, les chiffres sur les seuils de pauvreté dans notre pays, mais hélas ils sont si criants que le *fa'aora* (le soutien) est un axe qui s'impose à nous, à nous tous, gouvernants, responsables, femmes et hommes de ce pays.

Enfin, *fa'atupu* (bâtir) est le troisième pilier qui organise le développement économique et social du pays, la construction de notre pays, et qui permet de disposer de fondations solides pour projeter son avenir et le bien-être de sa communauté.

À ces axes se rattachent les stratégies, les orientations, les réalisations, les actions, les travaux. Le rapport qui vous a été transmis en fait la présentation. Le projet de budget primitif accompagné du projet annuel de performance complètera dans le détail ses orientations, chiffreront les actions, déclineront les stratégies en réalisation pour l'exercice budgétaire 2024.

Nous n'avons pas l'ambition de tout inscrire, d'inscrire cinq années de mandature dans ce premier rapport d'orientation. Cela serait présomptueux de notre part.

Le rapport sera complété, s'affinera lors des prochains exercices pour traduire, de manière pragmatique, de nouvelles orientations.

Il convient maintenant de passer en revue ces orientations. Elles sont fournies en détail dans le rapport.

Je vais aller à l'essentiel. Nous serons dans tous les cas disponibles pour répondre aux points que je n'aurais pas abordés dans ce discours et que vous retrouverez dans le rapport.

Tout d'abord, je vous propose de traiter des orientations budgétaires en quelques points.

Le budget, comme cela est souvent dit, est le « nerf de la guerre ». Oui, le budget est l'outil au service de l'action publique. Nos orientations visent ainsi : Un bon budget pour bien servir.

Les orientations en matière de budget et de fiscalité

Un budget, c'est d'abord des ressources. Disposer des ressources pour conduire l'action publique ; disposer de ressources pour bâtir le Pays ; disposer de ressources pour soutenir le développement, l'économie, l'emploi ; disposer de ressources pour soutenir les plus fragiles ; disposer de ressources pour construire demain, éduquer correctement nos enfants, pour faire vivre notre culture, sauvegarder notre patrimoine, notre environnement. Disposer de ressources, c'est solliciter la contribution de la population.

La contribution, pour être acceptée, doit être bien comprise de tous, la contribution doit être faite intelligemment pour ne pas engendrer des effets contre-productifs, anti-économiques, pour ne pas au final bloquer le développement, aggraver les situations difficiles, la pauvreté, le déclassement social.

Tout un chacun est en mesure de contribuer dès qu'il comprend pourquoi il contribue, dès lors qu'il contribue dans la mesure de ses moyens, dès lors qu'il voit le résultat de sa contribution.

La fiscalité de la Polynésie française, qui s'est établie par couche successive sur ces dizaines d'années, atteint de moins en moins ses objectifs de soutien au développement, de soutien à la population.

La taxe de contribution pour la solidarité est un exemple criant de la limite d'un système, la taxe à ne pas faire, la limite de méthodes dépassées. Taxer à chaque niveau de l'échange commercial, empiler la taxe, jusqu'au consommateur final, assujettir à cette taxe tous les consommateurs, l'ensemble des entreprises, quelques puissent être leurs capacités.

Une taxe anti-économique, anti-sociale, qui pourtant a été présentée pour « sauvegarder le système social » de la Polynésie française.

La fiscalité, pour être efficace, doit être profondément juste et équitable. Son poids doit être judicieusement réparti entre la fiscalité directe et la fiscalité indirecte. C'est pour cette raison que j'ouvrirai une réforme, une révision en profondeur du système fiscal polynésien.

Cette réforme, il faut la conduire sereinement, calmement, mais résolument. Le système actuel est lourd ; il présente une forte inertie. Mais je souhaite que cela soit fait dans des délais cohérents et que les grandes lignes soient posées dès 2024.

En effet, le monde économique, les citoyens, nous tous, avons besoin de savoir comment cette nouvelle fiscalité juste et équitable sera déployée et quand elle sera déployée. Cela participe à la confiance que notre population, nos entreprises partageront avec le gouvernement pour le développement de notre pays sur les prochaines années.

Les travaux sont en cours. Un projet me sera présenté à la fin de l'année 2023. Il comprendra un calendrier de déploiement.

La réforme fiscale a pour but d'adapter la fiscalité aux deux priorités du gouvernement que sont : lutter contre la cherté de la vie ; assurer plus de justice fiscale.

Pour mémoire, les impôts, droits et taxes du Pays et des communes, représentent près de 25 % du produit intérieur brut de la Polynésie française. Le taux de prélèvements obligatoires est de l'ordre de 38 % du PIB. Ce sont huit points de moins que l'État alors que nous n'avons pas les compétences régaliennes, ni même les dépenses principales de l'éducation à financer.

Par ailleurs, les droits et taxes à l'importation et sur la consommation représentent 70 % des recettes fiscales totales. Il s'agit de fiscalités qui impactent le plus directement les prix à la consommation. Les autres fiscalités (revenus et patrimoine) pèsent pour le complément alors qu'elles ont un effet faible, voire nul, sur la formation des prix.

Dans ce contexte où la fiscalité a une part de responsabilité importante dans la cherté de la vie, nous allons conduire les travaux de réforme sur la base des cinq paramètres suivants :

- 1) Analyser la pertinence des besoins de financement à couvrir l'action publique.
- 2) Privilégier un redéploiement de la fiscalité plutôt qu'une augmentation du niveau de la pression fiscale existante.
- 3) Soutenir les entreprises, moteurs du développement économique, par une fiscalité performante.
- 4) Réduire la fiscalité à l'importation et la fiscalité sur la consommation et les compenser par le développement de fiscalités non inflationnistes et, si possible, déconnectées des cycles économiques.
- 5) Exploiter des pistes de fiscalité mettant davantage à contribution les hauts revenus et les hauts patrimoines.

L'examen de ces paramètres montre ainsi que les deux priorités du gouvernement (lutter contre la cherté de la vie et assurer plus de justice fiscale) sont complémentaires.

La réforme fiscale consiste, à titre principal, à diminuer la fiscalité indirecte et à développer les fiscalités qui n'impactent pas ou peu les prix à la consommation.

Dès 2023 et pour le budget 2024, j'ai souhaité que des premières mesures fiscales puissent refléter ce changement, puissent montrer l'inclinaison de la réforme.

Le gouvernement a déjà marqué le pas de cette réforme en supprimant la contribution pour la solidarité à compter du 1^{er} octobre 2023. En pleine année, ce sont ainsi près de 9 milliards F CFP qui sont restitués à la population, justifiant une baisse générale des prix de l'ordre de 1,6 à 1,8 %.

Dans la continuité de cette mesure, il est proposé d'amorcer le développement de la fiscalité sur le patrimoine avec la création de la contribution de solidarité sur les hauts patrimoines. En parallèle à l'impôt foncier sur les propriétés bâties, il s'agit de demander un effort complémentaire aux propriétaires d'immeubles bâtis dont la valeur cumulée déclarée à l'impôt foncier est au moins égale à 50 millions F CFP. Construite sur la base de tranches d'imposition progressives, cette contribution participera à l'objectif de justice fiscale en faisant contribuer proportionnellement les propriétaires de patrimoines immobiliers bâtis importants.

Le produit de cette contribution viendra en soutien à la protection sociale généralisée.

Les autres mesures vous seront exposées dans le détail à compter de la mi-novembre au dépôt du projet de budget primitif sur le bureau de l'assemblée.

Je le rappelle, au risque d'insister encore, cette révision de la fiscalité, pour la rendre plus juste et plus équitable, et les orientations en la matière, visent, à l'échéance de la mandature, à une stabilisation de la pression fiscale, voire son abaissement progressif, afin de libérer l'économie et de participer à la lutte contre la cherté de la vie.

Parallèlement, j'ai sollicité l'ensemble des ministères pour qu'une politique de maîtrise des dépenses publiques soit conduite sur toute la durée de la mandature, tout particulièrement au niveau du coût de fonctionnement de l'administration et du poids de la masse salariale. Cette démarche est essentielle.

Il nous faut disposer d'une meilleure gestion des deniers publics, les utiliser correctement, utilement, au service de notre communauté, des populations qui ont besoin et au bénéfice du développement de notre pays. Et il faut donc faire en sorte que les dépenses générales du gouvernement, des ministères, des services, des directions, des établissements soient ajustées et que ces dépenses soient parfaitement maîtrisées pour permettre une allocation de moyens à même de servir au mieux les intérêts de tous.

Les dépenses de fonctionnement et de personnel sont les postes qui feront l'objet d'une attention particulière dès ce premier exercice budgétaire.

Maîtriser les dépenses sur les postes de fonctionnement général de l'administration, c'est se donner des marges de manœuvre financières pour actionner les moyens de la collectivité vers des leviers de croissance économique et sociale.

En cela, les orientations budgétaires se traduisent également par un soutien confirmé, réaffirmé, à la commande publique dans l'ensemble des domaines structurants du Pays (infrastructures, transports, logements, santé...).

La poursuite du soutien à la commande publique viendra alimenter l'activité de travaux en assurant les besoins du pays en la matière. Notre pays en a besoin, à la fois pour nos entreprises et bien évidemment pour sa population, qui pourra bénéficier d'ouvrages et d'infrastructures publics.

Des projets publics et privés qui structureront notre pays pour les prochaines années seront à conduire. Le Pays prendra sa part dans ces chantiers, dans ces travaux et participera, pour sa part, aux investissements publics nécessaires.

Vous le verrez dans le projet de budget primitif, les moyens en crédits de paiement nouveaux pour les investissements ne baissent pas. La commande publique est alimentée dans les volumes habituels avec un apport annuel de crédits nouveaux à hauteur d'une trentaine de milliards de francs.

J'ai également sollicité l'ensemble des ministères pour travailler sur une optimisation de l'allocation des ressources budgétaires pour servir mieux et plus efficacement l'action publique au bénéfice du développement économique, de la concurrence, de la création d'emploi et de la valeur ajoutée.

Le Pays dispose d'une multiplicité d'aides et d'autres dispositifs de soutien. J'ai demandé un recensement de ces dispositifs, un examen objectif de la pertinence de ces outils.

Je rappelle à notre assemblée qu'elle a examiné, au sein de sa commission de contrôle budgétaire et financier, sur la base de son rapport d'activité de 2022, 845 projets d'arrêtés portant sur un montant total de plus de 30 milliards F CFP.

C'est dire toute l'importance d'allouer avec justesse l'ensemble de ces aides et soutiens économiques et sociaux pour activer les leviers de développement de notre société.

Les moyens publics doivent servir de manière efficace et efficiente l'action publique et participer de la meilleure façon possible au développement économique et social.

Ce travail sur l'optimisation de l'allocation des ressources publiques aux secteurs porteurs du développement du Pays et aux secteurs supports et connexes est indispensable et nécessaire pour une bonne gouvernance.

Enfin, orienter son budget pour les années à venir, c'est également faire un effort sur la gestion de la dette. Cette dernière a doublé sur les deux dernières années ; les taux d'intérêt sont en forte croissance ; un abaissement des taux à court terme est exclu, les prévisions tablent sur une décroissance, vers 2027, soit dans quatre années.

Le poids du remboursement annuel de la dette est passé de 12 milliards à 17 milliards, intérêts compris.

En matière d'endettement, nous devons avoir une logique de précaution et emprunter ce qu'il est nécessaire d'emprunter pour porter nos projets, tout en agissant en parallèle sur nos capacités d'autofinancement.

Le suivi et l'ajustement de nos capacités d'emprunt seront ainsi orientés sur les prochaines années, hors aléas exogènes nécessitant une adaptation contextuelle particulière.

Ces éléments sur les orientations budgétaires devraient rassurer notre assemblée, notre population, nos entreprises, car elles sont, au final, le reflet de positions de bon sens, de bonne gestion, de bon père de famille.

Pour la déclinaison des autres orientations, j'ai pris l'option de vous en présenter quelques-unes. Les passer toutes en revue me conduirait à garder la parole si longuement que le débat ne pourrait se faire.

Je tiens à ce débat. Je tiens à l'échange.

Dans tous les cas, s'agissant des éléments que je n'aborderai pas, vous les retrouverez dans le document général. Les ministres et moi-même sommes, de plus, à votre disposition pour vous répondre directement.

En matière de développement économique

Les orientations en la matière doivent permettre de déployer une stratégie de développement pour disposer d'une économie de plus en plus résiliente, en mesure d'augmenter les revenus de la Polynésie française dans l'ensemble de ses secteurs à forts potentiels tels que le tourisme, le numérique, le secteur primaire, les énergies renouvelables, et d'asseoir son autosuffisance, voire son indépendance, dans certains secteurs.

Par essence et à l'analyse des avancées économiques du Pays sur les dernières années, le tourisme est le secteur qui jouit d'un potentiel d'extension significatif. Majeur dans notre schéma économique mais fragile car extrêmement lié aux aléas exogènes, il doit être appuyé par le développement de niches sectorielles pour garantir progressivement la résilience de notre économie, qui devra, à terme, être en capacité de s'affranchir progressivement de la dépendance aux transferts publics.

L'économie numérique est un premier moteur. J'aurai l'opportunité d'en dessiner le contour un peu plus loin dans ce discours.

Les niches sectorielles liées au secteur primaire sont un second axe de travail. Je les présenterai également lorsque j'aborderai ce secteur dans son ensemble.

L'économie générale de notre collectivité repose, au final, sur la bonne exécution d'un ensemble de stratégies sectorielles.

Il convient donc pour un pilotage cohérent de bâtir l'ossature générale de la gouvernance de la stratégie économique du Pays.

À cet effet, je souhaite mettre en place la stratégie de développement économique du Pays sous l'égide d'un « Plan de développement économique et social 2023-2033 ».

L'objectif est, au final, de disposer d'un plan de développement économique et social pragmatique, dynamique dont l'efficacité est mesurable, qui organise et coordonne les actions des politiques sectorielles autour d'une vision de développement unifiée.

C'est à partir de cette colonne vertébrale que nous pourrons servir les ambitions de chacun et que nous serons en capacité d'optimiser et de renforcer les moyens publics et privés à déployer pour bâtir notre pays pour les générations futures.

Pour réussir sa mise en œuvre, la stratégie doit consolider toutes les politiques publiques à incidence économique en un seul instrument.

Cela nous permettra d'avoir une visibilité exhaustive des opportunités de développement, d'identifier les leviers fiscaux économiques, budgétaires à mettre en jeu. Nous pourrons dès lors orienter les aides publiques et fiscales vers les projets de développement prioritaires.

Ce plan fera l'objet d'une gouvernance ouverte. Je compte y associer toutes les parties prenantes, force de propositions, pour qu'à l'examen de son exécution, nous atteignons les résultats escomptés.

Ce plan fera une place importante au soutien aux entreprises et à l'entrepreneuriat. Il développera un schéma de simplification pour la création d'entreprises et accentuera l'accompagnement des entrepreneurs dans le développement de leur activité.

L'entreprise est le moteur de l'activité. Son développement, sa croissance permettra de développer davantage de concurrence, notamment au travers de l'émergence de nouveaux acteurs.

La résilience de notre économie doit se traduire également par une stimulation plus forte de l'économie solidaire et sociale et de l'économie circulaire et par le renforcement de l'économie des archipels.

Des travaux seront menés sur les disparités tarifaires entre les îles et Tahiti et sur les mécanismes de prise en charge du fret maritime.

Des actions seront prises pour favoriser la concurrence dans le transport interinsulaire et pour mettre en place des dispositifs incitatifs à même d'encourager le développement endogène dans les îles.

L'ensemble des travaux conduira à une modernisation des outils économiques, au titre des assurances, du code de la concurrence, du droit de la consommation, ou encore par la mise en place d'un observatoire des prix puis progressivement des marges.

En matière d'orientations pour l'éducation

Il est important pour moi de poursuivre par ce thème, car il s'agit ici de l'avenir de notre pays, nos enfants. Ceux qui feront ce pays demain.

Il est temps pour l'éducation d'être réellement la priorité de la Polynésie.

Le mal-être de notre jeunesse s'exprime de façons différentes, nous nous devons de créer les conditions propices à la réussite et au bien-être de nos élèves.

Nous devons donner à nos enfants des conditions de scolarité dignes de ce nom. Le bien-être à l'école doit être priorisé. L'état déplorable des structures scolaires du second degré nous oblige à mettre en place un plan pluriannuel de rénovation et de construction de nos établissements et internats avec pour la première année : 2,9 milliards d'autorisations de programme (dont 2,1 milliards de travaux et aménagements) ; 570 millions d'équipements divers (dont 210 millions d'équipements informatiques).

Le remplacement de courte durée des enseignants sera amélioré avec la mise en place du PACTE pour le second degré et le maintien des effectifs de la brigade de remplacement pour le premier degré.

Il nous faut donner à chacun sa place dans notre société et dans nos écoles. L'inclusion est une des priorités du gouvernement. Pour cela, nous avons inscrit 10 nouveaux postes d'AEESH au collectif budgétaire d'août 2023. Et cette opération sera poursuivie pour 2024 et 2025.

Le coût des denrées alimentaires a augmenté pour les ménages comme pour les établissements. Malheureusement aucune revalorisation des moyens n'a été accordée jusqu'à présent. Pour janvier 2024, une subvention particulière, à hauteur de 150 millions de francs, sera versée aux établissements pour amortir le coût des denrées alimentaires et ainsi améliorer le contenu de l'assiette de nos élèves.

Le climat scolaire et l'un de ses cancers : le harcèlement scolaire et tout simplement la violence, qui devient de plus en plus ordinaire à l'intérieur comme à l'extérieur des établissements, doivent faire l'objet d'une union sacrée entre les forces vives de notre Pays. Chacun doit se sentir concerné. Nos lieux d'apprentissage doivent être des lieux sécurisés et sécurisants, et c'est pourquoi nous devons constituer des conseils de prévention et de concertation contre la violence au sein de chaque communauté éducative.

Le bien-être à l'école concerne aussi les enseignants qui doivent se concentrer sur le cœur du métier : la classe. La gouvernance adoptée est celle qui permet de réduire au strict minimum les injonctions descendantes.

La réforme des rythmes scolaires pour la rentrée d'août 2024 impliquera l'information et la consultation des familles en mars 2024, ce qui n'a pas été fait précédemment. Cette année supplémentaire est un temps nécessaire pour préparer les textes réglementaires.

L'usage du numérique éducatif sera développé au travers de la mise en place d'un espace numérique de travail, dont la première mouture n'a pas abouti l'année scolaire dernière, mais qui est relancée cette nouvelle année avec Nati Tahi, pour le premier degré, et Nati Rua pour le second degré.

Garder nos forces vives, les faire revenir au pays, affecter nos professeurs stagiaires en Polynésie, c'est ce que nous avons pu accomplir en ce début d'année scolaire. 38 de nos jeunes qui ont réussi le CAPES ont pu rester au pays. Ce qui n'était pas arrivé avant. Nous devons mettre en place une politique volontariste d'« Océanisation » des cadres par la mise en place des formations au pays des lauréats aux concours, mais aussi par l'octroi d'un accompagnement financier couvrant l'ensemble du temps de formation en Hexagone. En attendant, le budget alloué à l'indemnité compensatrice pour les lauréats aux concours de cadre de l'éducation nationale est augmenté pour passer de 8 à 21 millions de francs.

Nos enfants doivent se réapproprier leur langue, leur histoire, leur culture et leur identité. Cela passe par la création du pôle des langues de culture polynésienne et du plurilinguisme inauguré le 11 septembre 2023 et qui succède à la cellule LCP disparue il y a plusieurs années. Le budget des langues polynésiennes a été augmenté de 40 millions de francs pour atteindre 70 millions. Cela passe aussi par différentes actions porteuses de sens pour nos jeunes comme l'attribution des noms de nos anciens aux établissements, le réajustement de nos programmes scolaires et le lancement, dès ce début d'année scolaire, d'un concours annuel sur l'histoire, la géographie et la culture polynésienne.

La sécurisation des parcours scolaires doit être aussi un leitmotiv. Notre langue polynésienne doit prendre toute sa place dans le parcours scolaire de nos élèves. Un travail d'évaluation des dispositifs « école à parité horaire » est en cours avec la participation des équipes de la DGEE, en partenariat avec des chercheurs de l'Université de la Polynésie française et avec le Centre de recherche en éducation de Nantes. Cette évaluation devra nous permettre de faire des constats, mais surtout de proposer des inflexions et des évolutions. Les classes immersives sont un objectif à moyen terme qui est accessible et qui passera par la mise en place d'un écosystème favorable à l'apprentissage des langues polynésiennes. Ici encore, le rôle des parents est fondamental.

Les orientations en matière de transports et d'infrastructures

Je souhaite au travers de ces orientations vous fournir quelques éléments de détail.

En Polynésie française, l'éloignement, l'insularité et la discontinuité de l'espace engendrent une rupture physique et des disparités d'ordre économique et social. Il est donc primordial de faciliter des déplacements aériens et maritimes des personnes mais également des marchandises afin de désenclaver les îles et les vallées isolées et d'améliorer l'approvisionnement des archipels, constituant ainsi la première orientation stratégique du ministère des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes avec la décentralisation.

Ainsi, en 2024, deux nouveaux schémas directeurs du transport aérien domestique seront étudiés avec pour objectif de les rééquilibrer et les renforcer.

Ce désenclavement, au moyen du développement d'activités nouvelles, se construira progressivement autour de *hubs* régionaux, aux infrastructures renforcées et de mise en sécurité des équipements portuaires, tels que les débarcadères de Fakahina, Reao et Takapoto, et aéroportuaires des îles éloignées, notamment Aratika, Tureia, Fakarava et Hiva Oa. Des études seront entreprises afin d'analyser l'opportunité de la construction d'un aéroport international aux Marquises et du développement associé de l'archipel.

Par ailleurs, la forte concentration de l'agglomération du Grand Papeete entraîne des contraintes importantes aussi bien en termes de congestion routière qu'en termes d'espace, la ville étant saturée et les Polynésiens ne trouvant plus à s'y loger. Il apparaît indispensable de recourir à la décentralisation, notamment en développant, au travers de la création d'infrastructures adaptées, un second pôle d'activité sur Tahiti.

Diverses études seront lancées en ce sens : un schéma d'agglomération de la presqu'île, la construction d'un bâtiment administratif, le développement de nouvelles activités économiques...

Le ministère des grands travaux a également pour ambition de réduire la congestion routière et d'améliorer la mobilité des usagers, en optimisant le réseau routier existant, en favorisant et en améliorant le transport en commun, en organisant le covoiturage, et en développant l'accessibilité pour les modes de déplacement doux (piétons, cyclistes...), mais également en augmentant la capacité du réseau actuel par la création de voies nouvelles (études relatives à l'aménagement d'une nouvelle route à Punaauia et Paëa) ou l'élargissement de voies existantes, comme la 2 + 1 voies à Mahina.

Ainsi, l'impact d'un TCSP sur la circulation routière, l'amélioration de la traversée d'Arue, celle des cheminements piétons à Tahiti, l'accessibilité des personnes en situation de handicap du réseau de transport public seront étudiés, en complément des mesures pouvant être mises en œuvre à court terme et de celles qui pourront être démarrées dès 2024.

Enfin, l'entretien des infrastructures existantes (routes territoriales, ouvrages maritimes et portuaires, plateformes aéroportuaires, ouvrages d'art, locaux administratifs...) sera renforcé et programmé de manière plus adaptée afin de fournir aux usagers la meilleure qualité de service possible. Le littoral et les berges des rivières classées prioritaires aux abords d'ouvrages publics seront confortés afin d'assurer la sécurité de tous et des études d'assainissement seront réalisées. En parallèle, l'accent sera mis sur l'embellissement des équipements et aménagements publics, notamment au moyen de plantes horticoles locales, et sur leur adaptation aux personnes à mobilité réduite.

La démarche de simplification des procédures administratives, au travers de la dématérialisation et de la clarification des règles sera approfondie en matière de transports maritimes (gestion des connaissances, des escales, des examens, des brevets et de la carrière des marins pêcheurs) et de transports terrestres.

En outre, la prise en compte de considérations environnementales sera systématisée lors de la programmation des travaux et une campagne de sortie des épaves et des navires abandonnés sera réalisée, signes des préoccupations de l'environnement dans la politique des grands travaux et des transports.

Les orientations en matière de modernisation et d'accessibilité à l'administration

Ce volet est important aux yeux de tous car, en effet, l'action publique traverse, depuis plusieurs années, une véritable crise de sens : critique de la dépense publique, perte de confiance des citoyens envers les institutions politiques, confusions des valeurs et principes.

Les agents publics expriment un malaise, un désengagement et parfois des interrogations sur le sens de leurs missions. Les citoyens s'interrogent aussi sur l'efficacité de l'action publique.

Fort de ce constat, le changement de gouvernance est l'ambition première que s'est fixée le gouvernement pour les cinq prochaines années. Par son action, la gouvernance sera juste, responsable et solidaire. Créatrices de sens, ces valeurs permettront la diffusion d'une gouvernance qui nous rassemble. Dès 2024, 120 millions F CFP seront consacrés, engagés au titre de la formation professionnelle, avec notamment la création de MOOC (de cours en ligne) à destination des décideurs et des agents visant à promouvoir l'intégrité, la transparence et la responsabilisation en rappelant les valeurs de la fonction publique, les principes de déontologie, l'égalité de traitement des agents et des usagers. Une refonte profonde de l'organisation de notre administration visant à simplifier, mutualiser et optimiser les ressources, les flux et la gestion quotidienne des services sera également menée.

La transformation publique que souhaite impulser le gouvernement passera également par un véritable pilotage de la fonction RH et de ses coûts. À cet effet, la DGRH centralisera, pour l'ensemble de l'administration, les missions de la paie et la gestion des différents statuts qui la composent. Afin de permettre une orientation juste des choix stratégiques en matière RH, le chantier de modernisation du système d'information des ressources humaines sera également engagé pour un montant de 46 millions F CFP pour l'année 2024, soit un investissement de 200 millions F CFP au total sur l'ensemble de l'opération.

Un axe fort de cette année concernera le plan de réforme du management des ressources humaines avec le premier baromètre social déployé au 1^{er} semestre 2024. Cet état des lieux permettra alors d'orienter la politique de santé et sécurité au travail qui a été amorcée : prioriser et développer la culture de prévention, favoriser la qualité de vie au travail et des conditions de travail, prévenir l'usure et la désertion professionnelle, lutter contre l'absentéisme.

Sur un territoire aussi vaste que le nôtre, rendre un égal accès au service public et être au cœur des besoins quotidiens de notre population sont les défis qu'il nous semble important de relever au cours de ce mandat.

En rupture totale avec le principe de centralité de la décision, notre priorité est de déployer un service public qui nous ressemble : proche, simple et communautaire. Ainsi, la décentralisation de l'administration du Pays nécessitera une étroite collaboration avec l'échelon de proximité le plus immédiat que sont les communes. Outre les compétences spécifiques dévolues aux communes, au Pays et à l'État, le concept multidimensionnel Fare Ora symbolise la capacité des administrations de se mettre en ordre de marche pour l'intérêt général et le bien commun. Outre la facilitation des démarches administratives, les Fare Ora permettront : d'améliorer l'accès aux dispositifs d'aide et aux soins médicaux ; de favoriser l'accompagnement des usagers par des professionnels ; de proposer des activités de prévention sur les thématiques d'hygiène de vie et de santé ; de mettre à disposition un plateau sportif et de remise en forme avec l'accompagnement d'éducateurs spécialisés.

Après avoir manifesté leur intérêt, 67 % des communes se sont vues présentées en 2023 le dispositif, et 44 % ont d'ores et déjà signé une lettre d'intention en ce sens.

Dès 2024, un montant de 53 millions F CFP sera engagé pour déployer les premières études relatives au dispositif des Fare Ora et un montant de 81 millions F CFP seront accordés pour accélérer le déploiement de notre e-administration.

Les orientations en matière de couverture numérique

La couverture numérique de notre territoire est également une priorité pour rendre nos services publics accessibles à tous, y compris aux citoyens les plus isolés. Il est prévu, dès 2024, le raccordement de 369 sites administratifs pour un montant de 231 millions de francs CFP, une connexion au câble Natitua de six îles des Tuamotu et le raccordement de huit sites administratifs pour un montant de 385 millions de francs CFP. La 4G sera également déployée sur 22 îles des archipels éloignés avec 50 millions de francs CFP pour le BP 2024, et un montant de 250 millions F CFP prévu.

Nos orientations en matière d'emploi et de travail

Enfin, en matière d'emploi, la puissance publique sera entièrement mobilisée au développement d'un marché du travail résilient, diversifié, flexible et innovant.

L'ambition est claire : insérer les personnes les plus éloignées de l'emploi dans un parcours le plus court vers l'emploi. À cet effet, une réforme profonde et ambitieuse des mesures d'aides à l'emploi sera engagée dès 2024 pour un montant de 1,6 milliard de francs CFP. Les mesures d'aides à l'emploi seront orientées en priorité vers les contrats de travail et les très petites entreprises qui représentent 90 % des entreprises du *pays*. L'objectif fixé est la création de 3 000 emplois, dès l'année prochaine, avec un coût par salarié de 120 000 francs CFP net pour l'employeur et une participation financière de la collectivité en moyenne de 100 000 F CFP par salarié.

Pour une plus grande pertinence, la politique publique de l'emploi s'appuiera sur la mise en place d'une cartographie anticipative des formations professionnelles dont le Pays aura besoin.

Principal élément de différenciation de notre peuple, les savoir-faire traditionnels et ancestraux doivent être protégés et reconnus. En ce sens, il est prévu la création d'un centre de certification polynésien qui permettra de créer, mettre en œuvre et valider des cursus de formations en lien avec les savoir-faire traditionnels et locaux.

Les orientations en matière de jeunesse, de sport et de prévention de la délinquance

Au titre de la jeunesse

L'accompagnement des jeunes vers l'autonomie sera un des piliers de notre politique. Favoriser cette autonomie implique d'agir sur tous les leviers permettant aux jeunes d'être acteurs de leur parcours, de subvenir à leurs besoins, et ainsi de trouver leur place, dans une société Polynésienne, qui leur est due.

Les priorités que se fixe le gouvernement pour 2024 sont :

- de lancer la structuration du secteur de la jeunesse avec l'élaboration d'un schéma directeur pour les 10 années à venir, avec le soutien de l'AFD ;
- de continuer à protéger les mineurs au travers du renforcement des contrôles préventifs, de campagne de communication et d'un toilettage des textes notamment relatif à l'accueil collectif de mineurs ;
- de contribuer au développement et à l'innovation des activités de jeunesse, notamment en créant des espaces d'expression, en dynamisant la présence éducative durant tous les temps de vie, en valorisant le secteur associatif, en accompagnant et en soutenant les associations et les projets périscolaires avec une évolution des programmes Taure'a Move et interCVL ; une mise en place d'un programme de remise aux normes des infrastructures accueillant les jeunes ; une revalorisation des activités artistiques et de plein air.

Au titre des sports

Au-delà de sa pratique fédérale, le sport sera placé comme un véritable outil de développement pour accompagner les politiques publiques de l'éducation, la santé, la culture et le social. À cet effet, le gouvernement souhaite promouvoir l'activité physique et culturelle dès le plus jeune âge, tout en favorisant la cohésion et la mixité sociale avec : les *sports traditionnels polynésiens* qui seront officiellement reconnus et développés ; l'organisation des jeux des archipels dès 2024 ; l'accompagnement des E-sports et leur reconnaissance, la promotion de l'handisport, l'accès des personnes à mobilité réduite aux événements sportifs seront encouragés.

L'enjeu sera également de développer les opportunités professionnelles en valorisant les actions liées au sport/tourisme et avec la mise en place de formations certifiantes qui devront garantir à terme une bonne connaissance de notre patrimoine culturel et environnemental.

Il sera question d'une nouvelle gouvernance du sport et d'une meilleure structuration du haut niveau pour que nos athlètes puissent briller sur le plan national, océanien et à l'international avec :

- le démarrage des travaux d'élaboration d'un schéma directeur ;
- la préparation de nos athlètes pour les prochaines échéances sportives (les mini jeux, les Jeux du Pacifique 2027 à Tahiti) ;
- un programme important de rénovation et de réhabilitation des infrastructures sportives (clubs bâtisseurs, IJSPF) en lieu et place de projets démesurés et ne répondant pas aux besoins réels de la population ;
- la mise en place d'un centre de performance polynésien.

Enfin, les épreuves du surf des Jeux olympiques à Teahupo'o, les festivités liées à cet événement seront une priorité pour le gouvernement en 2024 tout en gardant à l'esprit l'acceptabilité de ces derniers par la population.

Au titre de la prévention de la délinquance

Le gouvernement continuera et développera ses partenariats avec les différents services du Pays, de l'État, des communes et des associations pour réduire la délinquance avec la mise en place d'actions coordonnées, participatives et respectueuses des individualités en :

- fédérant les acteurs autour de la prévention de la délinquance des jeunes, un partenariat sera notamment envisagé avec les confessions religieuses, véritables artisanes dans la prévention et l'accompagnement de la jeunesse polynésienne ;
- favorisant l'inclusion des jeunes avec la multiplication des actions de formation adaptée au public et à leur environnement ; le développement des actions de proximité, en promouvant une prise de conscience des jeunes, comme des parents, aux problématiques de la société ;

– adaptant les actions de prévention à l'évolution des formes de délinquance avec l'organisation des assises de la délinquance ; la poursuite du programme *gener-action* en 2024, sous un format ajusté notamment dans les îles ; la mise en place de camps de famille pour valoriser une parentalité agissante et responsable ; un renforcement de la prévention vis-à-vis des addictions et de la cyber-délinquance.

Les orientations en matière de développement du secteur primaire

Le secteur primaire : l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'aquaculture sont nos secteurs essentiels pour la souveraineté de notre Pays. 65 % de notre consommation alimentaire dépend de l'extérieur. Cela nous rend vulnérable aux aléas internationaux, qu'ils soient sanitaires tels que les maladies animales (la grippe aviaire) ou bien économiques avec l'augmentation des coûts des matières premières, des intrants agricoles ou de l'alimentation animale. Toutes ces dépendances externes nous fragilisent et nous obligent à renforcer nos barrières sanitaires d'entrée sur le territoire, ainsi qu'à maintenir des protections économiques permettant de favoriser le produit frais local par rapport à l'importé.

Nous devons augmenter notre production locale et favoriser l'emploi salarié agricole dans nos exploitations ou l'emploi de marin pêcheur dans nos armements de pêche, car nous aurons besoin de davantage de main d'œuvre qualifiée pour relever les défis de notre sécurité alimentaire :

- Tripler notre capacité de pêche ;
- Doubler notre production de viande locale, soutenir une filière de poulet de chair et proposer une viande bovine de qualité pour réduire les importations ;
- Développer la transformation et la conservation de nos produits agricoles afin de proposer des produits locaux tout au long de l'année ;
- Augmenter la part de nos produits locaux dans les cantines scolaires, la restauration collective et l'hôtellerie ;
- Proposer des produits locaux, frais, à proximité, sains et durables, à un prix acceptable ;
- Faire évoluer les mentalités en encourageant la population à manger sainement et à faire le choix du « manger local » ;
- Soutenir les filières à haute valeur ajoutée pour créer de la richesse et contribuer ainsi au financement de notre système alimentaire.

Dix-sept milliards F CFP d'autorisations de programme sont inscrits au budget 2024 du ministère de l'agriculture et des ressources marines, afin de construire les infrastructures essentielles à notre souveraineté alimentaire.

Les ateliers d'agro transformation

La livraison de neuf ateliers d'agro-transformation à Mataiea, à Taputapuata, à Huahine et à Tahaa permettront aux professionnels de se regrouper et de valoriser leurs récoltes. Les équipements de ces ateliers sont inscrits au budget 2024 pour qu'ils soient opérationnels dès leur ouverture. Les futurs gestionnaires qui bénéficieront de ces ateliers sont en cours d'identification par le ministère. Les appels à candidature ont été lancés en 2023. Les candidatures sont en cours d'analyse. Les candidats seront accompagnés afin de veiller à ce que ces ateliers fassent levier sur la production. La distribution en circuit court sera encouragée.

Le développement d'une aquaculture d'avenir

Les aménagements de la zone Aruhotu bio-marine vont démarrer au mois de novembre 2023 et permettront de doubler notre production de crevettes locales à compter de 2026. De nouvelles filières aquacoles seront également encouragées, telle que l'holothurie, qui sera à la pointe de l'innovation à l'international et représentera de vraies opportunités d'aquaculture familiale, notamment dans nos archipels éloignés.

La construction d'une nouvelle écloserie de productions de crevettes est indispensable pour sécuriser la filière locale et envisager de nouveaux développements au sein de l'écloserie actuelle, telles que l'algoculture, l'ostréiculture et l'holothuriculture. Des crédits d'études sont inscrits au budget primitif pour engager les travaux de cette future structure dans les meilleurs délais. L'unique écloserie de crevettes de Vairao ne pourra pas supporter, dans sa configuration actuelle, la montée en charge de production.

L'atoll de Hao devait accueillir un grand projet aquacole financé par des investisseurs chinois. Ce projet est aujourd'hui annulé et classé. Le gouvernement et le Tavini huiiraatira ont inscrit dans leur programme le développement d'un projet aquacole adapté à la taille de l'atoll et respectueux de sa population. Les infrastructures de l'île sont des atouts pour développer plusieurs programmes aquacoles et activités maritimes sur place. Le lancement des études de faisabilité du futur *hub* aquacole de Hao est également inscrit au budget primitif 2024.

La construction d'abattoir dans les îles

Le lancement de la construction de l'abattoir de Taputapuata va enfin démarrer en 2024. Ce nouvel abattoir permettra le développement d'une nouvelle filière d'élevage aux Îles-sous-le-vent afin que la population de ces îles puisse consommer de la viande élevée sur place.

La construction d'abattoirs aux Marquises est très attendue mais questionne également beaucoup les éleveurs de l'archipel, car ceux-ci craignent que cela perturbe leurs habitudes de chasse et de consommation. Il était prévu la construction d'un abattoir à Nuku Hiva et de deux tueries à Ua Pou et Ua Huka, structures de traitement aménagées pour la délivrance d'un certificat sanitaire d'abattage du gibier. Ces programmes n'ont pas avancé sous la précédente mandature. Les crédits pour financer les études sont inscrits au budget primitif et permettront d'accompagner les professionnels au développement des cheptels nécessaires pour faire fonctionner de telles structures.

Augmenter notre surface agricole utile et soutenir les modèles d'agriculture durables

Pour atteindre notre souveraineté alimentaire, le Pays aura besoin de libérer du foncier dédié à l'agriculture, à l'élevage et à l'aquaculture. De très nombreux Polynésiens souhaitent faire de l'agriculture leur métier, mais les terres domaniales aménageables, notamment sur les Îles-du-vent, se font rares et ne pourront pas répondre à l'ensemble des demandes formulées.

Le ministre proposera, avant la fin de l'année 2024, une loi du pays pour accompagner les porteurs de projet afin de réaliser des pistes d'accès agricole sur leurs terres qui sont aujourd'hui enclavées et en friche. Le Pays proposera le financement des travaux d'aménagement dans le cadre

d'un engagement réciproque à valoriser ces terres pour les besoins agricoles d'élevage et d'aquaculture. Le Pays va encourager une agriculture durable et agroécologique afin d'augmenter la part des produits issus de l'agriculture biologique dans notre assiette.

La formation des jeunes et des exploitants est la clé de la réussite

Le gouvernement va encourager nos jeunes et notre population active à bénéficier de formations et d'accompagnements aux métiers du secteur primaire, filières d'avenir stratégiques, car la population a et aura toujours besoin de s'alimenter.

Chaque année, nous avons plus de 700 élèves en formation initiale dans nos établissements d'enseignements publics et privés.

Le Pays va accompagner en priorité nos jeunes issus de nos lycées agricoles en leur donnant la priorité pour s'installer sur un foncier domanial et assurer la relève.

Les aides au développement agricole et à la pêche proposées par le gouvernement seront accordées en priorité aux jeunes qui portent des projets permettant de créer de l'emploi et de nouveaux métiers dans le secteur de l'agro-transformation et de la valorisation, dans la petite industrialisation et l'innovation technologique.

Nous comptons sur nos nouvelles générations pour bâtir l'agriculture et l'aquaculture du futur et pour créer de l'emploi.

La reconnaissance des métiers du secteur primaire nous permettra de bâtir notre société de demain

Les métiers du secteur primaire ont longtemps été dévalorisés et peu reconnus dans notre société « moderne » actuelle. Pourtant ce sont les métiers de nos ancêtres et de nos parents. Au-delà de notre attachement culturel et ancestral à notre terre et à notre océan, nos nouvelles générations ont besoin de perspectives d'avenir stables, d'une couverture sociale et d'une retraite. Nos jeunes doivent pouvoir se projeter en tant que salarié ou exploitant d'un *champs agricole*, d'un bateau, d'une ferme aquacole ou pelicole ou bien à la tête d'un élevage.

C'est pourquoi le gouvernement proposera prochainement des textes permettant de reconnaître nos métiers du secteur primaire par l'adoption du premier statut de l'agriculteur et du salarié agricole, et le statut du marin pêcheur. Nous souhaitons présenter un nouveau modèle pour nos professionnels, afin que ces métiers puissent garantir une protection sociale privilégiée au sein de notre société. Il s'agit là d'un engagement fort de notre feuille de route.

Le gouvernement mettra les moyens budgétaires afin d'intégrer durablement plus de jeunes au sein des exploitations agricoles et armement de pêche.

Un plan de transition alimentaire à 10 ans

La santé de notre population est fragilisée au plus haut point par nos modes de consommation. 70 % de notre population souffre d'obésité. Ce constat d'échec pèse déjà fortement sur nos dépenses de santé actuelle et sera très lourd de conséquence dans les années futures. De la performance de notre secteur primaire dépendra notre capacité à faire un véritable virage alimentaire.

Nous sommes vulnérables aux produits extérieurs et nous devons reprendre la main sur notre système alimentaire. Le réapprentissage au goût des aliments locaux traditionnels, dès le plus jeune âge, sera le fondement d'une société moins addictive aux sucres, aux conservateurs et autres additifs alimentaires issus de l'industrie chimique que nous retrouvons dans les produits manufacturés importés.

Notre gouvernement proposera dès 2024 l'adoption d'un Plan de transition alimentaire décliné sur les 10 prochaines années. Il s'agit là d'un enjeu de société qui sera traité en interministérialité au sein du gouvernement.

Nous devons gagner ce pari de l'accessibilité des produits locaux pour les consommateurs. En volume, en régularité, en termes de proximité pour permettre aux familles d'acheter des produits frais locaux à un prix abordable plutôt que des boîtes de conserves importées.

Notre souveraineté alimentaire est une priorité d'aujourd'hui pour que demain, notre Pays souffre moins des inégalités sociales et puisse être indépendant.

Manger est un droit pour tous.

Les orientations en matière de développement touristique

L'objectif a été annoncé : il faut augmenter le nombre de nos visiteurs touristiques. Le Pays a la capacité dans une perspective d'une dizaine d'années d'accueillir 600 000 touristes pour compenser les transferts de l'État.

La stratégie est définie. Elle s'appuie sur la mise en place de moyens et outils complémentaires, sur une diversification des offres et tout cela dans le respect de la population, dans le souci de l'acceptabilité de nos populations.

De nombreux chantiers peuvent et doivent être conduits sur les aménagements et l'équipement des sites touristiques, le développement de l'écotourisme et des activités terrestres, culturelles et de loisirs diversifiés.

Les accès publics à la mer doivent être repensés et faire l'objet d'une gestion plus efficace. Les touristes viennent en Polynésie pour nos espaces naturels et pour accéder à la mer. Nos travaux sur ce sujet servent à la fois nos capacités pour un meilleur accueil de nos visiteurs mais également notre population qui doit et a besoin de garder ce contact avec son espace marin.

La préservation de notre environnement et le développement d'un tourisme durable sont facteurs de réussite assurée de notre politique touristique. Il sera ainsi indispensable de travailler à la préservation et à l'aménagement de nos sites naturels.

L'activité touristique doit être diverse et s'adosser à nos qualités géographiques dans un schéma de gestion raisonnée et durable. Ce sera le cas pour les actions de facilitation au développement des activités de croisière et nautique par l'aménagement de débarcadères et de points d'ancrage autorisés.

S'inscrire sur le long terme, bâtir une « industrie raisonnée » du tourisme, c'est également encourager à la fois l'offre d'hébergement touristique, la professionnalisation de tous les acteurs du secteur touristique et la structuration des filières.

C'est aussi disposer de relais, de partenaires internationaux en capacité de communiquer positivement sur notre destination.

C'est bâtir un tourisme durable, inclusif, accepté et acceptable, répondant aux enjeux de développement économique.

Cet objectif, les stratégies qui l'accompagnent, les actions à développer, les moyens humains, techniques et financiers relatifs à la participation publique, le gouvernement les positionnera dès 2024 et sur les prochains exercices, au niveau nécessaire et souhaitable.

En matière de développement de l'économie numérique

Je tiens à rajouter à la notion de couverture numérique du Pays toutes les ambitions que le Pays peut avoir dans ce domaine. Un sujet dont la maturité est telle aujourd'hui que nous devons saisir l'opportunité réelle qui se présente à nous pour intégrer ce secteur d'activité économique à la trousse à outils de notre développement.

Nous sommes aujourd'hui en mesure de projeter une stratégie de l'économie numérique dans notre Pays afin de développer l'innovation numérique et les nouvelles technologies.

Les axes de travail sont nombreux afin de promouvoir les secteurs à faire émerger.

Au travers de la stratégie « *Pacific Genius* », nous serons en mesure de créer la première école de codage en Polynésie. Nous travaillerons aujourd'hui avec un des leaders du secteur pour le développement du numérique dans notre Pays.

Nous devons agir également par nous-même et augmenter l'attractivité du Pays en la mettant aux standards internationaux (déploiement de la 5G dans les zones denses et la 4G dans les autres zones). Nous pouvons le faire également en accompagnant la transformation numérique des entreprises et de l'administration publique, ou encore en travaillant à la relocalisation des données des utilisateurs polynésiens en Polynésie, pour assurer la sécurité de nos savoirs et de notre histoire.

Notre géographie est un atout et notre destination attractive pour l'installation de nos sociétés innovantes.

Le déploiement opérationnel de technologies durables et écologiques en matière de production d'énergie renouvelable, et particulièrement de systèmes de climatisation SWAC, est susceptible d'offrir un avantage économique indéniable à notre territoire pour le développement de *Data Centers* écoresponsables.

Les orientations en matière de réduction de la dépendance énergétique

L'objectif des orientations du gouvernement en la matière est de réduire notre dépendance énergétique en accélérant la transition énergétique. Les choix ont été annoncés. Ils sont constants.

Pour aboutir sur ces chantiers, il faut agir sur la diversification du mix énergétique en favorisant la pénétration des énergies renouvelables.

Un premier appel à projet Photovoltaïque a été lancé en 2021. Il permettra la mise en service de fermes solaires en 2024 et apportera environ 7 % d'énergies renouvelables supplémentaires dans le mix énergétique de Tahiti.

Cette transition, que nous souhaiterions plus rapide, prendra, au final, encore plusieurs années pour aboutir.

Aussi, sur la mandature, les travaux seront menés pour faciliter et accompagner l'équipement en panneaux photovoltaïques individuel, améliorer l'efficacité énergétique, baisser la consommation énergétique et renforcer la politique de maîtrise de l'énergie.

Les porteurs de projets de développement en énergies renouvelables seront accompagnés pour pouvoir bénéficier du fonds de transition énergétique.

La transition énergétique passe par ailleurs par une vraie politique de mobilité durable. Des travaux conjoints avec le ministère des grands travaux sur ce sujet sont en cours. Des solutions devront être présentées pour s'inscrire dans la feuille de route du gouvernement. Les solutions ne sont ni simples ni rapides, mais il faut commencer. Il faut désormais s'inscrire dans ce schéma.

Enfin, la politique énergétique et ses orientations sont également, pour le gouvernement, la poursuite de la modernisation, de l'amélioration et du contrôle des programmes de renouvellement des moyens de production thermique et énergétique concédés dans le cadre des deux délégations de

service public auprès des sociétés EDT et TEP, pour nous permettre de disposer d'un réseau électrique sécurisé et stabilisé et des boucles nord et sud du réseau de transport.

Les orientations en matière de protection et de rayonnement de notre patrimoine culturel

En matière de culture et de patrimoine culturel, les ambitions du gouvernement sont importantes. Il nous faut faire l'effort de conserver le patrimoine et les collections du Pays, le faire également en fonction de la valeur patrimoniale et juridique des fonds.

Nos objectifs sont aussi, et nous nous rejoignons tous sur ces éléments, de valoriser et d'encourager la pratique de la langue tahitienne, d'outiller le plurilinguisme en développant des supports de diffusion et de rendre accessibles la connaissance du patrimoine et les savoirs traditionnels.

Ces objectifs et les actions qui y concourent entendent par ailleurs valoriser le patrimoine et les collections du Pays, en assurer la diffusion artistique et culturelle dans des conditions améliorées. En un mot et un seul, démocratiser, oui, démocratiser l'accès à la culture, la rendre accessible à tous.

La modernité nous apporte des outils nouveaux, et en particulier le numérique, la dématérialisation. Nous nous devons de l'utiliser au mieux pour offrir un meilleur service aux usagers, pour faciliter l'accès des citoyens aux documents et spécifiquement aux archives historiques de souveraineté et de territorialité librement communicables.

Ces moyens modernes, ce déploiement soutenu par la puissance publique, par le ministère en responsabilité, va concourir au rayonnement de la Polynésie française, à la diffusion de la connaissance sur la Polynésie et à la compréhension de tout un chacun et aussi de notre population, sur son histoire, ses racines, son existence.

Les tâches sont nombreuses, les actions immenses, mais nous connaissons tous la ténacité de notre vice-présidente et sa capacité de résilience dans ce domaine.

Je lui fais toute confiance pour mener à bien l'ensemble de ces chantiers d'inventaire des éléments de notre patrimoine culturel matériel et immatériel, de sauvegarde de l'ensemble des savoirs et savoir-faire et des valeurs traditionnelles. Je sais pouvoir compter sur elle pour assurer la restitution des archives coloniales à notre population, au peuple *polynésien*.

Des travaux ont été conduits. Il conviendra de les parachever notamment sur l'inventaire du patrimoine culturel matériel et historique *polynésien*.

Nous avons annoncé, en commission de l'économie et des finances, notre souhait de lancer la réhabilitation de la maison de la reine Marau. Des échanges ont eu lieu avec le tout récent propriétaire des lieux. Nous sommes confiants sur l'aboutissement de ce projet, le nouveau propriétaire, un enfant du Pays, que je salue bien, partage notre vision et l'intérêt de la conservation de notre patrimoine culturel.

Les travaux porteront également sur la sauvegarde et la conservation du patrimoine culturel *polynésien* immatériel par la création de référentiels, par le recueil des chants populaires, par l'officialisation de la reconnaissance internationale *de la danse tahitienne* (à l'UNESCO), par l'initiation de la procédure d'inscription du *tifaifai* (*ndt, couvre-lit cousu à la polynésienne*) (à l'UNESCO) et encore, par la création d'un répertoire de chants traditionnels.

S'agissant de l'accès aux archives coloniales et confessionnelles du peuple *polynésien*, nous souhaitons travailler avec l'État au transfert de propriété par l'État au profit de la Polynésie française des archives foncières et judiciaires, de la bibliothèque patrimoniale et du dépôt légal, des actes fondateurs (tel que le traité d'annexion), des archives notariales, des versions originales des codes et lois tahitiens, et la mise en ligne des archives conservées aux ANOM.

Au titre de la protection et de la promotion des langues polynésiennes, les travaux sont multiples, tant au niveau du domaine éducatif que du domaine réglementaire et juridique. Sur ce dernier point, nous travaillons à la traduction des textes du gouvernement et l'ensemble des actes existants au sein de notre institution, dans notre langue, pour tendre progressivement à la production de l'ensemble des normes à partir de nos langues.

Au titre de la culture et du patrimoine, nous ne sommes pas de reste et nous œuvrons à la généralisation de l'usage des langues polynésiennes dans l'espace public professionnel et privé. Nous nous appuyons pour cela, de manière complémentaire, sur un office public des langues polynésiennes regroupant les académies des langues *polynésiennes*.

Les orientations en matière de protection et de conservation de notre patrimoine naturel

Les ambitions en matière de sauvegarde et de protection du patrimoine naturel s'inscrivent dans le souhait du gouvernement de contribuer au bien-être des populations et de préserver la qualité de leur cadre de vie dans un contexte de changement climatique.

Le partage des savoirs liés à l'environnement et des notions de respect de la nature doit permettre à tous de prendre conscience de la nécessité absolue de préserver et gérer la ressource en eau, préserver et de gérer les espèces et les espaces protégés.

Il nous faut pour cela intégrer, de manière collective, les conduites à tenir, chacun de nous, pour atténuer, autant que faire se peut, l'impact des activités économiques et urbaines sur l'environnement polynésien et sur la nature.

Nous posons notre patrimoine naturel, ce patrimoine polynésien tel un trésor national du *territoire polynésien*. Il est plus que nécessaire de le sauvegarder, le protéger, le conserver.

Cette protection peut être multiforme, mais il est prépondérant de lui accorder une reconnaissance juridique au travers du classement des espaces et des espèces : nos montagnes, sommets, vallées, fonds de vallées, plateaux, crêtes, pointes, péninsules, rivières, lacs, sources et fonds marins...

Tout ce qui va souffrir à court ou moyen terme des effets néfastes du changement climatique.

La protection et la sauvegarde passent aussi par un usage, une utilisation raisonnée de ce patrimoine. À titre d'exemple, la surexploitation de nos espèces marines (baleines, requins) à des fins touristiques et mercantiles doit être corrigée. Une réglementation adaptée, respectueuse doit être dessinée et mise en application, pour le bénéfice de tous, de notre nature, de nos visiteurs, de nos activités de développement.

Il s'agit tout simplement de remettre un peu de respect et de règles qui apparaissent très normales, au final pour tous, là où cela est nécessaire, conseillé, recommandé.

Il est par ailleurs désolant de constater que, pour responsabiliser l'ensemble des parties prenantes, les simples demandes de correction des comportements ne suffisent pas. Il faut presque chaque fois venir à la sanction et, en définitive, sanctionner lourdement les pollueurs et les incivismes environnementaux donne plus de résultats que d'échanger et de discuter raisonnablement.

À cet égard, le rappel des règles de civilité en matière environnementale et leur prise en compte par la population et les opérateurs économiques sont très largement insuffisants et inefficaces.

Seul le renforcement de l'arsenal juridique, le renforcement des moyens de contrôle et l'application des sanctions, notamment financières, dissuasives envers des opérateurs économiques et des citoyens malveillants, permettront une plus grande prise de conscience de l'importance vitale de ce patrimoine pour nous-mêmes et pour les générations futures.

Les orientations en matière de foncier

Le foncier, le vaste sujet de notre Polynésie. Quelle famille polynésienne n'a pas son « affaire de terres », ces affaires entamées par nos parents, nos grands-parents et que nous laisserons à nos enfants et à leurs petits-enfants.

Le travail est immense, commencé depuis tant d'années, toujours en chantier.

Le gouvernement a inscrit ce chantier dans ses premières priorités.

Comment réconcilier le peuple *polynésien* avec son histoire foncière ? Il faut pour cela libérer l'accès, en toute transparence, à l'intégralité des archives foncières détenues par les entités publiques et d'en faciliter la consultation par Internet. Il faut sécuriser ces informations pour donner un accès aux *tōmite fenua* (*ndt, titres de propriété des terres*), aux arrêts de la Haute-cour tahitienne, à l'ensemble des documents et autres archives du cadastre.

Ce préalable est indispensable à toute démarche de pédagogie foncière et suppose un recollement général des archives notariales et des archives foncières détenues par la Direction des affaires foncières.

Il convient également d'accompagner les familles polynésiennes. Il faut les informer, communiquer, leur donner les outils au travers de formations ouvertes pour comprendre comment le cadastre, les recherches généalogiques, les différentes juridictions et les services de la Direction des affaires foncières fonctionnent.

Il est envisagé de réaliser ces formations dans l'ensemble des communes de Tahiti et des autres îles. Le choix est pris de permettre et faciliter l'accès aux ouvrages de référence consacrés au foncier en langue tahitienne. Des travaux de traduction sont menés à cet effet.

Au-delà de ces lourds problèmes d'indivision et de partage des terres ancestrales, les objectifs du gouvernement sont aussi de faciliter l'accès au foncier en permettant l'obtention et la sécurisation des titres de propriété.

Il est ainsi envisagé de modifier le dispositif réglementaire instituant une aide individuelle en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière afin que la prise en charge des frais de transcription des décisions de justice définitives rendues en matière foncière, ne soit plus conditionnée à un niveau de revenu mais soit ainsi ouverte à tous les Polynésiens.

Pour permettre une forme de régulation du secteur de l'immobilier, dont les prix sont en croissance permanente, des travaux seront menés pour réviser les tarifs des professionnels du marché de l'immobilier et la fiscalité attachée aux mutations. La mise en place d'un observatoire de l'immobilier viendra en complément des outils de régulation.

Enfin, en matière de terres dites domaniales, afin de faciliter l'accès des Polynésiens à la terre, il s'agira de favoriser la jouissance de ces terres domaniales en excluant toute forme d'appropriation privée et de restituer certaines terres domaniales qui n'ont pas pu historiquement faire l'objet d'un titre de propriété.

Les orientations en matière de solidarité, de logement et d'aménagement

En matière de solidarité, le gouvernement veut agir pour les personnes vulnérables. Le constat est là : la population polynésienne vieillit, elle se fragilise. Sa dépendance est grandissante.

Cela appelle une solidarité encore plus forte. Les moyens de la Direction des solidarités, de la famille et de l'égalité sont mis en œuvre pour des actions et des aides de proximité.

Ces actions comprennent l'adoption du schéma directeur de l'action sociale et médico-sociale, le lancement des travaux de rédaction du code de l'action sociale et médico-sociale, la refonte des dispositifs (aidants *feti'i* et SISAÉ), la mise en œuvre de la feuille de route de lutte contre les violences intrafamiliales, la mise en place d'une crèche solidaire, la construction d'écovillages, la réhabilitation de la cité Grand et l'inauguration du Pū O Te Vahine.

S'ajoutent à ces prises en charge, l'organisation du relogement d'urgence des familles en difficulté. Les moyens sont faibles et saturés.

Aussi, sur la base d'un partenariat étroit entre la Direction de la solidarité et l'OPH, il a été arrêté de travailler à la construction de structures d'hébergement d'urgence afin de permettre le relogement en urgence de familles dans le besoin.

Des actions en partenariat avec les confessions religieuses seront également menées, notamment sur la mise à disposition de chambres disponibles au sein de leurs unités d'accueil. Il est également envisagé de travailler à la construction d'un centre d'accueil pour personnes sans-abri.

La solidarité du Pays vise aussi à une meilleure prise en charge du handicap. Pour accompagner les familles, il a été demandé à l'Institut d'insertion médico-éducatif de diversifier l'accueil de son public afin de permettre, d'une part, la prise en charge d'enfants ayant des troubles tels que le trouble du spectre de l'autisme, en raison du handicap qui en résulte et, d'autre part, de poursuivre l'accompagnement au-delà de la scolarité.

Il est également prévu de travailler à l'individualisation du calcul des allocations pour personnes handicapées, de lancer les travaux de rédaction d'un code du handicap, de présenter à votre assemblée un projet de loi du pays relatif aux établissements et services d'aide par le travail.

Des actions de soutien au handicap seront réalisées autant que faire se peut dans les archipels. Il est ainsi envisagé la construction d'un centre d'accueil des personnes handicapées à Bora Bora et l'achat, pour les centres spécialisés, de cinq bus aménagés pour les personnes à mobilité réduite.

Au titre des personnes vulnérables et des violences intrafamiliales notamment faites aux femmes et aux enfants, des actions et des travaux de renforcement de l'accompagnement de ces publics fragiles seront réalisés.

Les actions porteront pour cela sur une campagne de communication audiovisuelle de lutte contre les violences ainsi que la tenue d'un colloque sur les violences au mois de février de l'année prochaine et la mise à jour du référentiel de lutte contre les violences à destination.

Des axes de modernisation et de réorganisation de la DSFE ont été initiés et seront poursuivis pour promouvoir l'utilisation des outils numériques disponibles au sein des services de l'administration, à l'image du site « Mes démarches ».

Une réorganisation de la DSFE, son inclusion au sein des Fare Ora et la mise en place d'une ligne d'astreinte 24h/24 permettront à cette organisation d'améliorer la qualité du service rendu, notamment en simplifiant l'accès aux dispositifs d'aides sociales.

Ces schémas de rationalisation et de facilitation de l'accès aux services sociaux du Pays permettront d'apporter un meilleur soutien aux familles pour leurs besoins alimentaires et vestimentaires.

En effet, face à une inflation multifactorielle sans précédent touchant notre Pays, ces dernières années, les aides sociales sont un des leviers prépondérants d'amélioration des conditions de vie des demandeurs.

Pour aider davantage les plus démunis, le ministère en responsabilité déploiera des dispositifs de redistribution alimentaire et vestimentaire, en partenariat avec le tissu associatif, les communes et les commerçants.

Il s'appuiera pour cela sur la mise en place d'une banque alimentaire à Fare Ute dans un hangar de l'OPH, de « *pere'o'o ora* » pour aller dans les quartiers, et intensifiera le développement et le déploiement de la carte Fa'atupu.

En matière de logements, il devient nécessaire de soutenir les dispositifs visant à permettre aux jeunes couples d'accéder à un logement, et plus particulièrement lorsqu'ils ont des enfants.

Le mécanisme de soutien du Pays au travers de l'Office polynésien de l'habitat vise préférentiellement les familles aux revenus les plus modestes qui demeurent la cible privilégiée de l'office.

S'agissant de la catégorie intermédiaire, elle pourra désormais bénéficier de dispositifs idoines visant à permettre à ces ménages d'accéder à un logement, au travers notamment de la mise en place et le soutien de la filiale de l'OPH dénommée Arana, dont le public cible est la catégorie dite intermédiaire (entre 2 et 4 SMIG).

Pour les familles à très faibles revenus, des moyens seront confiés à la délégation à l'habitat et à la ville pour soutenir les associations qui échappent actuellement au dispositif mis en œuvre par l'AISPF. Cela se traduira par la mise en place d'un dispositif complémentaire à celui de Rahu Ora, à destination des plus démunis.

Enfin, en matière d'aménagement, il est souhaité que l'aménagement du territoire soit conduit de manière bien plus harmonieuse et respectueuse. Les travaux et actions dans ce domaine s'appuieront sur la révision du code de l'aménagement, la simplification des procédures et la diminution des délais de traitement des demandes de permis de construire et de certificat de conformité. Des travaux seront également lancés pour finaliser la dématérialisation des notices de renseignement d'aménagement.

Il est envisagé de procéder à la création d'une société d'économie mixte d'aménagement en remplacement de l'agence d'aménagement OPUA, et de lancer la révision du SAGE pour un aménagement qui tiendra compte du bien-être de la population et de nos valeurs polynésiennes, avec un esprit de partage.

Les orientations en matière de santé et de prévention

Les orientations en matière de santé et de prévention souhaitent favoriser la réorganisation de notre système de santé pour le rendre plus efficient et adapté.

À cet effet, il nous faut retravailler sur l'élaboration d'un nouveau SOS pour les années 2024-2028 qui tienne compte du vieillissement de la population, du handicap et de la santé mentale.

Il devient pressant de rationaliser davantage la gestion des structures de santé et de moderniser les conditions d'emploi.

L'interopérabilité des systèmes d'information en matière de santé n'existe toujours pas. Une situation qui pénalise notre système, notre offre de soins, la prise en charge des patients, la capacité de nos soignants. Il faut très rapidement travailler sur une loi du pays e-santé et sur le déploiement du dossier patient informatisé et de la Télésanté.

Cette demande est récurrente des familles et des mamans polynésiennes. Il faut enfin y donner une suite favorable. Nous allons travailler sur la périnatalité et les accouchements dans les îles en garantissant la sécurité de la mère et de l'enfant.

Enfin, pour que notre système de santé s'améliore encore, il faut développer la médecine intégrative, notamment en travaillant à la sensibilisation au jeûne à visée préventive et à faire sa part à la médecine traditionnelle dès que cela est possible.

À cet effet, des travaux réglementaires seront menés sur le statut du tradipraticien, sur la promotion des *remèdes traditionnels*, sur la pharmacopée traditionnelle. La recherche Polynésienne dans ces domaines sera encouragée.

En matière de prévention, il faut travailler le terrain. C'est sur le terrain, au niveau de la communauté et au travers d'actions communautaires, que nous aurons des résultats.

Ce sont des axes qui doivent permettre de renforcer la prévention de la santé de notre Pays.

Les travaux porteront sur la mise en place d'un schéma de prévention et de promotion de la santé, la création d'espaces de santé communautaire, de partage et d'échange.

Le Kiosque Info Santé de Papeete servira de projet pilote. Le bilan et les résultats permettront de déployer un modèle ajusté et fonctionnel.

Il est par ailleurs envisagé de faire évoluer les dispensaires et de les conduire à devenir des centres Fare ORA Santé.

La prévention de la santé commence tôt, dès le plus jeune âge. Notre alimentation, sa qualité, conditionnent à moyen terme notre état de santé. Des actions ciblées seront ainsi menées pour le petit-déjeuner en santé, pour qu'en milieu scolaire, il puisse y avoir une meilleure alimentation privilégiant les bons produits, un meilleur suivi médical et une pratique plus importante de sport.

Enfin, au titre des orientations en matière de santé et de prévention, le traitement du système de protection sociale, de son devenir, de sa soutenabilité est essentiel.

Pour sa maîtrise et son pilotage, le gouvernement entend axer son organisation sur une plus grande équité.

Ainsi, il sera mis en place un renforcement de la gouvernance *via* le comité stratégique pour la protection sociale universelle. Des travaux réglementaires seront conduits sur la codification de la protection sociale généralisée et l'analyse de faisabilité de la mise en place d'une loi de finance de sécurité sociale.

Parallèlement, et de manière importante sur l'année 2024, des travaux conjoints avec l'ensemble des acteurs et partenaires seront menés pour travailler à la réforme des modalités techniques de la PSG. Ils doivent aboutir au schéma d'équilibre des comptes sociaux, à l'élargissement de la couverture et à la révision de son financement.

Mesdames, Messieurs, les élus, chers amis, me voici arrivé au terme de mon exposé de ces quelques mots partagés avec vous. J'espère n'avoir pas été trop long et qu'il nous restera du temps pour le débat, pour vos questions, pour nos réponses, pour des échanges constructifs. Toutes nos actions n'ont bien évidemment pas été présentées dans le cadre de ce rapport et débat d'orientation. Les échanges sur le projet de budget primitif seront là pour apporter encore plus de détails aux actions du gouvernement.

Merci pour cet échange et que l'amour règne. (Applaudissements dans la salle.)

Le président : *Merci.*

M. Moetai Brotherson : Après ce court exposé, je vais entamer mon discours. Non, je pense que je voudrais remercier notre ministre de l'économie et des finances. Après tout ce qu'il nous a exposé, bon, je pense qu'il n'y a plus qu'à voter pour, je crois. Mais non, on ne fera pas l'économie du débat bien entendu, mais je pense qu'avant ça, on va peut-être aller se restaurer pour recharger un peu les batteries.

Merci.

Le président : Voilà. Merci, Monsieur le Président.

Effectivement, il est 13 heures presque 30 donc je propose qu'on reprenne la séance à 14 h 30.

La séance est suspendue.

(Suspendue à 13 heures 23 minutes, la séance est reprise à 14 heures 35 minutes.)

Le président : Voilà, on va donc reprendre la séance. J'espère que tout le monde s'est bien rassasié.

Donc nous en étions à l'intervention du gouvernement et nous poursuivons notre séance dans le cadre du rapport d'observation de la commission des finances avec l'intervention de la rapporteure.

M^{me} Elise Vanaa : Président, merci. *À toutes et à tous ici présents cette après-midi, bonjour. Nous sommes rassasiés et* donc on est reparti pour cinq heures de débat, Président Moetai ?

Voilà, donc je pense, président, que tout a été dit dans la longue présentation que notre ministre des finances nous a faite ce matin. Donc je m'abstiendrai de reprendre les mêmes choses. Donc, voilà, président, je pense que nous avons tous eu ce document. On a bien débattu pendant les deux jours de commission, donc la semaine dernière. Donc, je voudrais profiter de remercier toutes les personnes qui ont participé : le Président, Président Moetai, les ministres, les collaborateurs des ministres et tous les représentants ainsi que les collaborateurs du service des travaux législatifs de l'assemblée.

Voilà, président, donc merci.

Le président : Merci, Madame la rapporteure, présidente de la commission du budget et des finances. Donc on poursuit avec les interventions sur les orientations budgétaires.

La conférence des présidents a prévu un temps de parole de 90 minutes réparti comme suit : le Tavini huiraatira dispose de 55 minutes, le groupe Tapura huiraatira de 24 minutes et les non-inscrits de 9 minutes.

J'invite l'intervenant du groupe Tapura huiraatira à prendre la parole.

M^{me} Tepuaurarii Teriitahi : Merci, Monsieur le président.

Je voulais d'abord réitérer à tous mes salutations pour cet après-midi et puis remercier particulièrement ma collègue Béatrice Lucas pour le *po'e* (*ndt, plat à base de fruits ou tubercules malaxés, mélangés à l'amidon et cuit au four*) et *l'eau de coco*. Merci beaucoup. Le Gayic pardon, j'ai dit Lucas ! Excuse-moi, Le Gayic ! Je te regardais mais je pensais Béatrice Lucas. Bon, je profite de la saluer si elle nous regarde, mais Béatrice Le Gayic bien entendu. *Merci bien*.

Monsieur le président, nous sommes réunis aujourd'hui afin d'acter la tenue du débat d'orientation budgétaire préalable à l'examen du budget primitif. Alors, quand je dis budget primitif je n'ai pas dit budget premier. Voilà si vous vous rappelez pour ceux qui ont participé au débat c'est comme ça qu'on a appelé le budget primitif dans le rapport d'orientation budgétaire. Mais effectivement, nous sommes là pour acter la tenue de ce débat d'orientation budgétaire parce qu'aujourd'hui ce n'est pas un débat qu'on va refaire. Le président Géros vient de dire les temps de parole qui sont impartis à chaque groupe et cela veut donc dire qu'en fait on est limité par un temps d'intervention, vous avez le chronomètre qui s'affiche là, qui fait qu'effectivement nous n'allons pas refaire les deux jours de débat qu'on a fait au préalable en commission. Donc en réalité, ce n'est pas aujourd'hui qu'il y aura le débat. Le débat, ça s'est passé quand on était en commission. Et dans cette commission qu'on a tenue, on a décortiqué un rapport d'orientation budgétaire qui me semble sensiblement différent de celui que nous a présenté le ministre de l'économie ce matin.

À un moment donné en l'écoutant, je me suis dit « j'ai loupé un épisode ». Est-ce que je suis devenue amnésique, tout à coup ? Est-ce que j'ai un acte manqué ? Parce qu'il y avait énormément de choses qui ne nous ont pas été dites en commission lorsqu'on a posé des questions. Alors, est-ce que ce sont nos questions qui ont suscité de creuser et de donner les réponses qu'on attendait, ou des réponses qui pourront nous satisfaire ? Bon, en tout cas, merci parce qu'effectivement pour certains points il y avait des détails, mais pour d'autres ce sont des découvertes qu'on aurait aimé avoir dans le ROB de façon à pouvoir en débattre. Mais comme je viens de dire, on ne va pas pouvoir en débattre, du coup ! Et si on avait eu ces informations dans le ROB qu'on a reçues ou qu'on nous les avait détaillées lors des présentations qui ont été faites, on aurait pu poser des questions et puis décortiquer un petit peu ce qui nous est présenté.

J'étais même sur le point de demander, Monsieur le président de l'assemblée, à notre ministre de l'économie d'avoir une copie de son discours fleuve de façon à ce qu'on puisse avoir une base de travail pour décortiquer le fameux débat parce qu'il y a plein de choses qui sont dites là-dedans et très modestement je n'ai pas la capacité intellectuelle d'emmagasiner les deux heures quasiment de discours qu'on a eu avec les éléments nouveaux qui ont été détaillés. Donc soit on recevra une copie du discours ou sinon on réécouterait ce qui aura été dit, mais force est de constater qu'aujourd'hui on n'aura pas le temps d'entamer un débat puisque nous sommes limités par le temps.

Il est vrai que pendant les deux jours où on s'est retrouvés avec le gouvernement on a cuisiné notre gouvernement, et cuisiner gentiment, dans le cadre de cette commission de l'économie qui s'est tenue les 19 et 20 juillet. Quand je dis cuisiner, bien entendu c'était principalement les minorités qui ont questionné, mais le président nous a indiqué ce matin que la majorité, comme il était aussi de pratique à notre époque, avait eu une pré-commission où vous avez pu débattre les uns et les autres sur ces sujets-là.

J'ai entendu aussi notre ministre de l'économie dire ce matin que c'est la première fois qu'on fait un débat aussi long, etc. Bon, j'ai réagi évidemment sur le coup parce que non ce n'est pas la première fois, d'habitude c'est toujours comme ça que cela se passe. Les ministres viennent faire des présentations, la seule différence cette fois-ci, c'est qu'en face, il y avait une minorité qui a posé beaucoup plus de questions. Il suffit de reprendre le PV de la commission et on voit très bien qui a participé au match et il n'y avait pas beaucoup de joueurs ! Donc, ce n'est pas vrai de dire que c'est la première fois qu'un débat se tient avec cette longueur-là. Et, il est vrai aussi que nous n'avons pas fait que cuisiner nos ministres, nous avons aussi fait des propositions. Et là, vous le retrouvez également dans notre compte rendu parce que, comme vous l'avez dit, Monsieur le président, nous sommes là aussi en force de propositions dans un esprit de co-construction, mais aussi en nous positionnant en lanceur d'alerte

parce que c'est là aussi notre rôle, pas pour embêter, mais simplement pour allumer les *warnings* et pour dire « attention ! » Voilà. Et je dis cela parce que la suite de mon intervention ira dans ce sens-là, mais en tout cas, je tenais à souligner que ce rapport était très très attendu. Effectivement, puisque lorsque vous avez fait votre discours d'ouverture de la session budgétaire, vous nous avez ramené à ce moment-là et donc cela fait cinq mois que vous êtes au pouvoir et puis nous vous avons questionné régulièrement sur plusieurs points et puis, rarement on a eu des réponses qu'on attendait malgré nos différents questionnements.

Mais, avant que je poursuive, je tiens quand même à remercier, remercier chaleureusement la présidente de la commission, Madame Elise Vanaa, pour la très bonne tenue des débats, la bonne gestion de ces deux jours qu'on a passés ensemble et remercier aussi l'ensemble du gouvernement, l'ensemble des ministres pour les présentations respectives que vous avez faites et le temps que vous y avez consacré parce que c'est vrai que deux jours dans l'emploi du temps d'un ministre, c'est précieux, et vous les avez passés à nos côtés. Je tenais vraiment à vous remercier pour ce temps que vous nous avez accordé.

Les orientations fleuves dévoilées tour à tour par les ministres nous ont paru très ambitieuses...trop peut être... et pour nombre d'entre elles floues tant leur déclinaison en actions concrètes et réalisables pour 2024 manquait. En somme, beaucoup de vœux à l'univers et de formules incantatoires.

Je n'aurais peut-être pas écrit ce que j'écris là si j'avais eu tous les détails que j'ai eus ce matin quand j'entendais le ministre ; mais, au moment où j'ai écrit mon intervention, je n'avais pas toutes ces déclinaisons-là. Donc légitimement, il y a peut-être des questions qui vont ressortir et auxquelles le ministre aura répondu dans son intervention. Je vais essayer de les recadrer à chaque fois, mais à l'instant où j'ai écrit cette intervention, nous n'avions pas un tel niveau de détails et j'ai constaté effectivement que beaucoup de choses correspondaient aux questions que nous avons posées.

Vous l'aurez compris, nous restons tous sur notre faim à la lecture de ce document. Ce dernier ressemble plus, à notre sens, à un rapport d'orientation stratégique que budgétaire.

Ce ROB a toutefois un grand mérite. Dans toute la partie consacrée à la construction budgétaire, rédigée par des experts de l'analyse financière, il vient démontrer que la majorité Tapura vous a laissé une situation parfaitement saine avec des marges de manœuvre conséquentes et confortables. Vous reconnaissez vous même à la page 57, je cite : « *en cohérence avec les trois axes du programme de mandature 2018-2023, — donc celui du Tapura — les orientations stratégiques retenues pour l'exercice budgétaire 2023 sont empreintes d'une stratégie de continuité de construction d'une Polynésie plus solidaire et équitable, d'une modernisation et d'une simplification administrative, et d'un recentrage de son économie sur ses moteurs de croissance* ».

C'est une forme de satisfecit que vous adressez à l'ancienne majorité dans toute cette partie, tant sur la construction budgétaire de 2023, la capacité d'autofinancement ou encore la bonne exécution budgétaire. Merci pour cette honnêteté intellectuelle.

Lorsqu'en page 108 vous écrivez que, là aussi je cite : « *de nombreux engagements de l'ancienne mandature s'imposeront encore sur le prochain exercice* », j'ai l'intime conviction que ces engagements vous sauvent la mise plus qu'ils ne vous freinent tant vous manquez de projets nouveaux et prêts dans vos tiroirs.

Après déduction du remboursement du capital de la dette, l'épargne nette de 24,157 milliards F CFP offre à la collectivité la possibilité de poursuivre sa politique en toute sérénité.

Des orientations budgétaires 2024, nous retiendrons surtout, et comme vous l'aviez annoncé, l'amorce du désendettement, qui s'est déjà traduite par l'annulation pour 3 milliards du prêt garanti par l'État. Dans la continuité de ce que vous avez initié, annulerez-vous encore quelques milliards voire la totalité du PGE 2 en 2024 ? Car si on suit votre raisonnement, à quoi bon garder ces milliards destinés au plan de relance auquel vous avez décidé de renoncer ?

Votre politique de désendettement est assez paradoxale puisqu'à la page 52 de votre ROB, vous notez « *la situation d'endettement peut être qualifiée de saine, au regard de la moyenne des régions et collectivités territoriales uniques nationales* ». La dette de la Polynésie est classée 1A selon la grille de GISSLER (page 53 du ROB), comprenez par là à risque faible, c'est-à-dire plus que satisfaisante.

Vous écrivez par ailleurs que notre capacité de désendettement à quatre ans constitue un ratio très satisfaisant étant donné les trois dernières années marquées par des événements exceptionnels, notamment en 2020 et 2021 liés à la Covid et ayant généré le recours aux Prêts Garantis par l'État (PGE).

Et pourtant malgré tous ces indicateurs au vert, vous continuez à diaboliser la dette — le ministre de l'économie a surenchéri pendant son intervention — et à l'utiliser comme un bouc émissaire justifiant votre choix de freiner l'investissement public et d'entrer en austérité.

Je le réaffirme, contrairement à ce que vous laissez entendre depuis votre élection, la situation qui vous a été laissée par la précédente équipe est parfaitement saine et vous offre de belles marges de manœuvre pour la construction de votre budget 2024.

Ce constat fait, ce qui intéresse surtout la population aujourd'hui, c'est où allons-nous ?

Vous nous présentez vos orientations stratégiques autour de trois piliers : *fa'atura* (respecter), *fa'aora* (soutenir), *fa'atupu* (bâtir). C'est la reprise des thématiques de votre programme électoral. Mais nous ne sommes plus aujourd'hui dans l'énoncé des promesses de campagne, avec de jolis mots, des « envolées lyriques » comme nous avons pu l'entendre de la part du directeur de cabinet de Madame la vice-présidente lors de la commission.

Vous êtes aujourd'hui aux commandes du Pays, avec une solide majorité, et il vous appartient de mettre en exécution votre programme. Il vous appartient de présenter aux Polynésiens du concret, des actions concrètes, attendues par eux.

Vous étiez si sûr de gagner les élections, Monsieur le Président, que vous n'avez pas hésité à énoncer la composition de votre gouvernement à commencer par Madame la vice-présidente pendant la campagne électorale.

Alors pourquoi aujourd'hui n'êtes-vous toujours pas prêts ? Pourquoi ne savons-nous toujours pas où nous allons, ne serait-ce qu'à l'horizon 2024 ?

J'entends par là que malgré un programme dithyrambique écrit à l'encre de l'idéologie Tavini Huiraatira, vous semblez être arrivés au pouvoir sans avoir réfléchi à la mise en œuvre rapide de votre programme.

Plus de cinq mois après votre installation, il n'y a toujours rien de concret, si ce n'est la suppression de la CPS de 1 %, qui n'a eu aucun effet sur les prix, contrairement à ce que le ministre soutient, et sur le portefeuille des polynésiens. Contrairement effectivement à ce que le ministre de l'économie affirme, ce n'est pas 9 milliards de pouvoir d'achat qui ont été rendus à la population mais bien 9 milliards en moins pour notre protection sociale. 9 milliards qu'il faudra compenser chaque année.

Quid de la compensation des 9 milliards levés par la TVA sociale que vous avez supprimée ? Comment la compenserez-vous ?

Jusqu'à aujourd'hui, on n'a pas de réponse concrète. Les prix, est-ce qu'ils ont baissé ? On peut interroger la population. Là aussi le ressenti n'est pas là. Les statistiques -1 % le disent, mais comme souvent le ressenti ne correspond pas aux statistiques.

Lorsque l'on examine les différentes orientations, il est clair qu'elles sont davantage politiques et idéologiques qu'économiques. Il semble y avoir une absence de vision pour le développement économique, qui est pourtant la source du progrès et de la prévoyance pour les années à venir. On peut comprendre l'impatience et l'inquiétude exprimées jusque dans les rangs de votre majorité.

Dans le ROB, vous vous justifiez de cette inaction en expliquant, je cite, que *« l'inertie de la machinerie territoriale ne permet pas à un nouveau gouvernement d'impulser instantanément la rupture avec le passé. Cela devra se faire progressivement, et les futurs budgets de la mandature reflèteront davantage ce changement »*. Vous parliez Monsieur le Président de la difficulté à faire virer de bord un paquebot.

Traduisons par là qu'il faudra encore attendre avant de voir le capitaine en action plus qu'en représentation et en mise en scène. Cinq ans peut-être ? Du temps encore du temps. Monsieur le Président, le temps n'est plus aux promenades bucoliques, la serviette éponge sur le cou, aux selfies et au monde virtuel. Le temps est au retour au monde réel et à l'action. L'impatience de ceux qui ont cru en vous se fait de plus en plus ressentir.

Je souhaite simplement vous rappeler qu'en 2013, après la gestion catastrophique du gouvernement Tavini et des différents *taui (ndt, changements)*, le gouvernement de Gaston Flosse a dû prendre des mesures immédiates pour redresser la situation. Notre collègue Nuihau Laurey, alors vice-président et ministre des finances, a su bouleverser les pratiques passées et imposer une nouvelle vision budgétaire dès le premier collectif. Il n'a même pas attendu le budget de 2014 ! Dès le premier collectif qui a suivi les élections, instaurant ainsi une nouvelle direction pour le gouvernement. Cette initiative s'est avérée bénéfique car elle a permis à la collectivité de changer de cap et de sortir de la spirale négative qui avait prévalu au cours des dix dernières années précédentes marquées par l'instabilité.

Donc, je dirais, quand on veut, on peut. Visiblement, vous ne pouvez pas impulser ce changement, à moins que vous ne le vouliez pas.

Vous ne cessez de dire : « laissez-nous le temps » !

Les Polynésiens, les entreprises polynésiennes n'ont plus le temps Monsieur le Président !

Vos perspectives 2024, c'est bien le repli et l'austérité, deux notions chères à votre directrice du budget, mais pas opportunes aujourd'hui.

Face à une conjoncture internationale morose, qui va nécessairement impacter l'économie touristique, et la situation de surchauffe décrite par les économistes les plus éminents, il aurait fallu présenter un budget de combat pour donner confiance aux acteurs économiques et pour continuer à créer des emplois. Et vous, vous faites le contraire. Vous emboîtez le pas et l'ambiance morose de cette conjoncture internationale marquée par une baisse de la demande et l'augmentation des taux bancaires.

Pourtant, dans votre ROB plein de contradictions, vous nous expliquez à la page 108 que, je cite : *« la consommation des ménages devrait rester soutenue et permettre une progression de la croissance économique en 2024 »*. Mais dans le même temps, c'est vrai, vous ne tablez que sur une augmentation des recettes de 1 %. Pire, vous faites fi des prévisions de recul de la consommation qui se réalisent déjà avec 2000 containers en moins importés en Polynésie depuis le début de l'année.

On est loin de l'interview de votre ministre des finances qui nous annonçait tout sourire, dans l'Invité Café sur Polynésie la 1^{ère}, que les 9 milliards de recettes de la « taxe de solidarité » seraient compensés, je le cite, par *« la relance économique qui va permettre de financer nos besoins sociaux, et c'est la relance économique qui va permettre de créer de l'emploi »*. Où est donc cette relance économique attendue avec 1 % de progression des recettes ? On attend la relance et les créations d'emplois. Sans illusion.

À vous entendre, tous les investissements programmés par l'ancienne équipe coûteraient trop chers. C'est la raison pour laquelle vous avez annulé ou suspendu certains d'entre eux, sans vous concerter d'ailleurs avec les acteurs économiques qui commencent déjà à mettre fin aux CDD en prévision d'un défaut de chantiers publics redouté. Prendrez-vous le temps de les recevoir et de les écouter ? Ceux-là même qui font tourner notre économie et qui créent des emplois.

Ce faisant, vous faites la démonstration que vous n'auriez pas les moyens de mener à terme ces investissements, ce qui n'est pas de bon augure pour rassurer les entreprises et les bailleurs de fonds.

Cette réaction timorée est assez surprenante quand on entendait récemment votre ministre des finances déclarer que la commande publique est identique à l'année passée et qu'elle se monte à 66 milliards F CFP. Je n'invente rien, c'est bien le chiffre de 66 milliards qui a été annoncé. Ce matin, j'ai entendu 30 milliards. En commission, je crois que j'en ai entendu 40.

Nous savons tous que ce chiffre est parfaitement fantaisiste au regard de ce qui a été réalisé par le passé et que le plafond optimiste se situe à 40 milliards. Surtout, si comme vous avez l'habitude de le dire pour justifier également l'abandon de certains projets, que selon votre regard, les carnets de commande des entreprises sont pleins. *A priori*, les entreprises n'ont pas le même que vous, le même regard.

Par ailleurs, rien dans votre ROB ne fait mention des investissements structurants nouveaux que vous comptez mettre en œuvre. Sous votre pilier *Fa'atupu* (bâtir), nous ne voyons pas un seul projet nouveau concret qui sortirait de terre en 2024.

Sur les ondes radio de Pamatai, toujours notre ministre des finances nous indiquait que vos priorités, je le cite, « restent les projets structurants comme le pôle de santé mentale pour près de 2 milliards, la zone bio marine de Faratea pour 3 milliards, et aussi l'aménagement de la marina pour les Jeux olympiques pour 1,5 milliard ». Autant de projets lancés par l'ancien gouvernement. Au total, il s'agit de 6,5 milliards d'investissements publics, on est loin des 66 milliards. Et rien de neuf à l'horizon, que du réchauffé de l'ancienne majorité.

J'ai failli être rassurée en commission lorsque Madame la ministre du logement et de la solidarité nous a détaillé ses projets pour ses deux portefeuilles. Elle nous a parlé de ses projets d'éco-villages, de la réhabilitation d'immeubles de la Cité Grand à Pirae pour les SDF, du déploiement de 10 000 cartes *agricoles*, du plan Marshall de financement de l'OPH qui présenterait un déficit de 4 milliards de son programme de constructions.

Très bien, très séduisant. Mais quand on lui a demandé si son budget était en hausse, nous avons bien compris, dans sa réponse, gênée qu'elle n'aurait pas au budget 2024 les moyens de ses ambitions. « *Actuellement on ne peut construire que quelques logements, on va voir comment faire* » a-t-elle conclu.

Monsieur le président, nous n'avons pas oublié que le thème central de votre campagne électorale fut la lutte contre la cherté de la vie. Ce thème central a complètement disparu de vos préoccupations retracées dans le ROB. On ne lit aucune action afin de faire baisser les prix. Rien non plus pour augmenter le pouvoir d'achat des Polynésiens.

Tout au plus, restez-vous dans les incantations en affirmant vouloir, je cite « *favoriser l'accès aux familles de produits sains et durables produits à proximité et encourageant l'autoconsommation* » Comment ? On ne le sait pas...

Lorsqu'on s'acharne dans nos questionnements sur les mesures concrètes de lutte contre la cherté de la vie, on apprend *in extremis*, comme sorti du chapeau de notre ministre, qu'il envisage de faire baisser la taxation à l'importation. Comment ? « *Peut-être en appliquant les taxes uniquement sur le prix coûtant des produits et non plus sur la valeur coût assurance fret (CAF)* ». C'est ce qu'il nous a répondu. Une promesse de campagne de A here ia Porinetia, me semble-t-il, qui appréciera. Rendons à César ce qui est à César. De même que le fait de miser sur l'entrepreneuriat qui, là aussi, était un des grands thèmes de campagne de A here ia Porinetia et dont on vient d'apprendre aussi qu'il s'agit d'un des piliers économiques sur lesquels vous vous baserez.

Cette mesure est-elle viable ? La baisse des taxes engendrée par la réduction de l'assiette de taxation sera-t-elle répercutée proportionnellement sur les prix par les importateurs ? Avez-vous lancé des concertations sur le sujet ? Ce matin, je n'ai pas entendu parler de cette réponse qui nous avait été faite. J'ai entendu parler d'une étude pour la réforme de la fiscalité, etc. Pourtant, cette idée avait été dite lors de nos échanges pendant la commission.

Par ailleurs, cette mesure diminuerait les recettes du pays par rapport à 2023. Pourtant vous espérez 2024 identique à 2023. Vous êtes même à espérer que l'inflation ne baisse pas pour maintenir justement les recettes. Où trouverez-vous de nouvelles recettes pour compenser si vous mettez en place cette nouvelle fiscalité ? Réponse qui nous avait été donnée : « En taxant les hauts revenus et les hauts patrimoines ». Alors là, j'avais écrit : Qui ? Comment ? Quand ? On a eu une ébauche de réponse tout à l'heure, si j'ai bien compris « les propriétaires de bâtis de plus de 50 millions seront taxés. » Comment ? Comment allez-vous évaluer la valeur du patrimoine ? Sur quelle base ? Voilà, ça aussi, eh bien du coup comme ça n'a pas été évoqué en commission, on n'a pas pu avoir plus de détails et il aurait été intéressant d'avoir un peu plus sur ce sujet. Et évidemment, la réponse qui nous avait été donnée, mais finalement on est en anticipation : « Vous en saurez plus le 15 novembre à la transmission du budget ». Voilà ce qui nous avait été dit.

À la rentrée budgétaire on nous demandait d'attendre le ROB, le DOB. Au DOB on nous demande d'attendre le budget. 2024 c'est demain ! On est bientôt le 1^{er} novembre, c'est dans un mois. La répétition des « peut-être » et le manque de maîtrise du ministre de l'économie ont de quoi inquiéter. Et je me faisais la réflexion en l'écoutant tout à l'heure qu'il lisait mieux qu'il ne répondait aux questions, et je voulais remercier ses scribes.

Autre piste explorée par le ministre des finances : l'annulation de l'allègement fiscal accordé aux véhicules hybrides et électriques. Quand le monde entier favorise les véhicules électriques et oriente l'industrie automobile dans ce sens, nous on revient au thermique sous prétexte que charger son véhicule consomme de l'électricité, donc de l'énergie fossile... Les concessionnaires locaux ont-ils été concertés sur cette mesure, eux qui ont beaucoup investi pour orienter leur activité vers ça ? *Quid* des associations environnementales ?

Enfin, vous nous confirmez, Monsieur le Président, une nouvelle fiscalité du tourisme avec la suppression de la taxe de séjour et de la redevance pour la promotion touristique (RPT), au profit d'une taxe de péage payée à l'entrée de notre *pays*. Qui paiera cette taxe ? Les touristes seuls ou les résidents également ? La loi nous permet-elle une telle taxe malgré qu'elle enfreigne le droit à la libre circulation ? Les maires ont-ils été concertés ? Les professionnels ont-ils été sondés ?

Autant de questions restées sans réponse lors de la commission.

Un coup on parle de hausse de la fiscalité, un autre jour on ne touche à rien. Ça, on l'entend dans les médias, plusieurs déclarations contradictoires. Preuve là encore de l'absence de feuille de route financière et de cap budgétaire.

Concernant la TVA sociale, là, on ne sait toujours pas comment on compense. O.K. pour 2024 on utilise le budget du Pays mais en 2025, comment est-ce qu'on fera ?

Vous l'aurez compris, lorsqu'il s'agit de l'idéologie on se projette à 10 ans au moins, si ce n'est pas 50 ans, mais quand il s'agit de budget on ne sait pas où on va, on improvise...

Rien non plus sur la réforme de la PSG. Le gouvernement reconnaît toutefois la nécessité de mettre en œuvre une fiscalisation, affirmant même que c'est un acquis au niveau des recettes, en totale contradiction avec la suppression de la fiscalité existante avec la CPS à 1 %.

Mais ce financement alternatif pour assurer la pérennité de la PSG n'est toujours pas au rendez-vous puisque vous comptez mettre 2024 à profit pour entamer la réforme de la fiscalité. Tout est remis à plus tard.

Nous avons bien compris également que vous comptiez sur les Polynésiens et leur changement de comportement pour faire baisser les dépenses de santé. C'est louable, mais là encore, ça ne reste qu'un objectif dont les fruits ne porteront qu'à long terme.

Monsieur le Président, dans votre document, il est beaucoup question de perte de repères du peuple *polynésien*, de nostalgie du temps passé.

Effectivement, à la lecture de votre ROB, nous n'avons plus aucun repère. Nous sommes déboussolés, et le monde économique l'est tout autant.

Pourtant, le débat d'orientation budgétaire a pour vocation de nous éclairer sur vos futures décisions et nous permettre de faire des remarques qui pourraient être prises en compte dans la construction du budget primitif. Et je retiens que vous nous avez assuré que nos démarches de co-construction pouvaient tout à fait être envisageables.

En tout cas, aucune orientation sur la lutte contre la cherté de la vie. Rien non plus sur les pistes de réforme de la PSG et de son financement, ne serait-ce qu'une amorce de calendrier et de méthode. Bon là je vais corriger parce que j'ai entendu que la taxation qui allait être appliquée aux plus de 50 millions allait être mise sur la PSG. Rien sur de nouveaux projets structurants. Rien sur les futurs partenariats avec l'État. Rien qui ne rassure sur votre volonté de dynamiser la machine économique.

Nous n'avons pas oublié, outre la lutte contre la cherté de la vie, que vous avez également fait de la lutte contre la pauvreté un thème important de votre campagne électorale. Là également, le silence.

Nous ne pouvons que regretter la pauvreté, *la fragilité* de vos orientations dans le budget 2024.

Je vous rassure, je ne suis ni paranoïaque, ni hypercondriaque — des fois que vous cherchiez de nouveaux qualificatifs me concernant — mais lucide et réaliste. Il y a réellement matière à s'inquiéter et c'est pourquoi nous sonnons l'alerte.

En conclusion, je crains hélas, Monsieur le Président, qu'il nous faille encore attendre pour connaître le cap que vous donnez — ou pas d'ailleurs — à notre Pays, pour 2024 et les années suivantes.

Soyons patients, courageux et rendez-vous au budget.

Que l'amour règne. Merci. (Applaudissements sur les bancs du groupe Tapura huiiraatira.)

Le président : *Merci bien.* J'invite maintenant l'intervenant des non-inscrits à prendre la parole.

M. Nuihau Laurey : Monsieur le Président, *bonjour.* Mesdames et Messieurs les ministres, mes chers collègues de l'assemblée, l'ensemble des médias encore présents cet après-midi, ainsi que le public qui nous suit au sein de cet hémicycle et à l'extérieur, *bonjour.*

Ce débat auquel nous participons aujourd'hui est effectivement — comme l'a rappelé le ministre de l'économie —, une obligation statutaire. Je pense que le législateur avait souhaité — j'espère que j'ai encore un peu de temps de parole, Monsieur le président (*Rires dans la salle.*). C'est court 9 minutes mais... — que le gouvernement précise, avant l'examen du budget, ses orientations budgétaires et l'ensemble des politiques publiques qu'il souhaite mettre en place. Ce débat, on l'a tenu — la semaine dernière, pendant deux jours (jeudi et vendredi). Je tiens aussi à m'associer aux remerciements qui ont été formulés par ma collègue, remerciements au Président, à l'ensemble des ministres qui ont participé à cet exercice, qui ont bien répondu, chacun avec son style, mais en tout cas de manière très claire, très explicite et très objective.

Il y a deux points que je retiens dans ces échanges. D'abord, un bémol, parce que là-aussi — comme ma collègue Tepuaurarii l'indiquait —, c'est plutôt la minorité qui a participé à ce débat. Il y a eu très peu d'interventions de la majorité. Je sais qu'elle s'était réunie déjà, pendant plusieurs jours, pour échanger sur le sujet — cela n'est pas nouveau, toutes les majorités préfèrent laver leur linge sale en famille, ce n'est pas d'aujourd'hui —, mais il aurait été souhaitable aussi que la majorité s'exprime dans ce cadre-là.

Après, un deuxième point que j'ai noté — de la même manière que ma collègue l'a rappelé —, le ministre de l'économie parlait d'un exercice qui a été particulièrement étoffé cette année. Je ne fais pas encore partie des doyens de cette assemblée — et tant mieux, c'est mon 11^e ROB maintenant — mais, je me souviens de certaines années où cet exercice s'étalait sur une semaine, ce qui permettait à chaque ministre d'avoir une séquence (un après-midi ou un matin) de mieux nous expliquer et, cela permettait aussi aux représentants, qui étaient plutôt focalisés sur un sujet, de pouvoir intervenir de manière beaucoup plus précise sur ce sujet — c'est une suggestion que je fais. En tout cas, ce débat s'est tenu.

Vu le temps qui m'est imparti, je ne vais pas refaire la genèse de toutes les questions et les échanges qu'il y a eu. Je note deux choses : la première, c'est l'envie de changement — que je trouvais très explicite chez l'ensemble des ministres qui se sont exprimés, chacun avec son style bien sûr,

mais on sent qu'il y a une envie de changement. C'est pour cela que c'est bien de changer le gouvernement de temps en temps. Je le dis parce que cela a été une des thématiques de campagne de A here ia Porinetia, « le renouvellement de la classe politique » ; c'est pour cela qu'on a proposé des mesures, y compris législatives, de non-cumul de mandat, d'incompatibilité, de limitation des mandats dans le temps. Et finalement, quand je regarde, je constate que le Tavini a réussi à renouveler la classe politique, sans avoir besoin de mesures législatives — et vous en êtes l'image, puisque quasiment tous les représentants du Tavini n'étaient pas là il y a six mois ; et aussi le gouvernement, aucun de vous n'était ministre déjà. Donc finalement, c'est une forme d'exploit mais, en fait, pas autant que ça. C'est pour ça que j'espère que ces mesures — qui existent ailleurs, de limitation des mandats et d'incompatibilité — vont revenir sur le devant de la scène politique. Pourquoi ? Parce que finalement, le renouvellement de la classe politique est facile quand on est dans l'opposition — parce que là, toutes les places sont à prendre —, c'est plus compliqué dans la majorité ! Parce que, c'est quand on est au pouvoir que la colle « Glue 2000 » fonctionne mieux. C'est plutôt dans ce contexte-là qu'il faut pousser au renouvellement de la classe politique. Donc, première chose que je remarque : une volonté de changement, et cela est très positif parce que, si on n'a pas envie de changer au départ, c'est sûr que rien ne va bouger.

La deuxième chose que j'ai noté aussi, c'est le contrepied de ce que je viens de dire ; à savoir que beaucoup des dispositifs, qui ont été présentés, existaient déjà. Beaucoup des mesures qui ont été présentées existaient, parfois depuis très longtemps. Cela me fait dire deux choses : d'abord — comme le Président l'a lui-même indiqué dans un de ses discours —, on ne change pas un pays en six mois. Il y a une lourdeur, une inertie, qui fait qu'il faut du temps. Deuxièmement, on n'invente pas ou on ne réinvente pas la poudre toutes les semaines. Donc, il y a beaucoup de choses qui ont déjà été inventées, mais il faut savoir les adapter.

Pour venir dans le fond du sujet, il y a plusieurs points de vigilance sur lesquels je suis intervenu, pendant ces deux jours, et qu'il me semble important de rappeler. Premièrement, sur le plan budgétaire et fiscal — je ne vais pas reprendre exactement aux mots près tout ce qui a été rappelé par ma collègue —, c'est vrai que dans la première intervention du ministre, on avait peu d'informations sur, par exemple, la gestion de la dette, qui est particulièrement importante dans le contexte actuel, puisque la Polynésie a une dette de plus de 150 milliards aujourd'hui, et ça représente le double de la moyenne que notre Pays a connu pendant les 20 dernières années. Donc, c'est un vrai sujet qu'il faut — comment dirai-je ? — gérer sur la mandature ; le ministre a donné quelques indications qui n'avaient pas été données dans la première présentation faite — et tant mieux.

Le deuxième point qui me semble important, c'est la gestion fiscale. Sur ce point, là aussi, j'ai eu l'occasion de le dire à maintes reprises, on est dans une situation très particulière aujourd'hui, avec une inflation très forte. Finalement, c'est le seul contexte économique dans lequel la puissance publique a la capacité de baisser les impôts, sans que cela n'altère la collecte des recettes fiscales. Dans ce contexte, nous sommes partisans d'une baisse importante de la pression fiscale. Il était difficile de le comprendre dans la première présentation qui avait été faite puisque, dans le document, on parle de stabilisation de la pression fiscale, de baisse de la pression fiscale, et en même temps, le ministre a indiqué que le gouvernement allait probablement procéder à des augmentations d'impôts. C'est très macronien comme expression, parce qu'on baisse les impôts et en même temps on les augmente ! Il y a des limites aussi à l'exercice. Donc, sur ce point, je pense que le ministre apportera des précisions, mais c'est très important. Nous plaidons toujours pour une baisse massive des impôts. Comme je le dis, dans un contexte d'inflation, c'est le seul moment où la puissance publique ne voit pas sa collecte de recettes être altérée par ses choix.

Deuxième point sur lequel il nous semble que le gouvernement doit être particulièrement vigilant — et là, je m'adresse au Président du Pays, puisque c'est un peu le sens des questions que j'avais posées en commission — sur le tourisme. Je ne vais pas revenir sur le débat concernant l'objectif de 600 000 touristes : est-ce c'est ambitieux ? est-ce que c'est irréaliste ? ce n'est pas le sujet ! Comme je l'ai indiqué, le sujet est la capacité d'atteindre les objectifs, quels qu'ils soient. Aujourd'hui, ce qui rend difficile le fait d'atteindre ces objectifs — pas forcément 600 000, mais aussi 500 000, 400 000 ou 300 000 —, c'est notre incapacité collective à permettre l'augmentation du volume d'hébergements dans notre Pays. Quand on regarde les chiffres sur le long terme, sur les 23 dernières années (quasiment un quart de siècle), il n'y a pas eu d'augmentation du nombre d'hébergement. Il sera quasiment impossible d'atteindre des objectifs, quels qu'ils soient, si on n'arrive pas à solutionner ce problème.

Le contexte actuel le montre bien — je crois en début de semaine, on a tous vu l'annonce de la fermeture et de la liquidation judiciaire des deux *Sofitel* de Bora Bora. Ce n'est pas la première fermeture d'hôtel, il y a eu *Le Méridien* l'année dernière, plus anciennement le *Nara*... enfin, il y a eu une succession de fermetures d'hôtels. Quand regarde précisément, on voit que quasiment tous ces hôtels avaient bénéficié, non pas seulement de la défiscalisation, mais de la double défiscalisation. Cela doit nous interroger sur ce modèle de soutien à l'hôtellerie qui, manifestement, ne fonctionne aussi bien que ça !

Paradoxalement, dans cette période où *United Airlines* a amené de nouvelles dessertes, où les compagnies traditionnelles ont augmenté leur volume de desserte sur la Polynésie, c'est le segment d'hébergement le plus décrié par les gouvernements, en fin de compte, — à savoir, les locations saisonnières — qui ont permis l'augmentation du volume d'hébergement ; et pourtant, c'est le secteur qui bénéficie le moins de subside publique (pas de défiscalisation, pas de crédit d'impôts, pas de subvention) et ce développement se fait uniquement sur des fonds privés ! C'est finalement ce segment de l'activité d'hébergement qui a permis de combler les manques que l'on constate dans ce domaine. Donc, il y a un vrai sujet à examiner de ce point de vue-là.

L'autre point sur lequel nous avons aussi eu des discussions la semaine dernière — même si elles étaient assez limitées —, c'est la question de la PSG. Vous l'avez dit vous-même, Monsieur le Président, le fait que vous ayez choisi — et c'est une bonne décision, que nous avons soutenue — de supprimer la taxe sociale, conduit à ce que la problématique de l'équilibre de la PSG se pose à nouveau, et de manière très immédiate, au gouvernement. Au-delà des mesures de réformes structurelles qui vont être mises en place, il y a, de ce point de vue, deux choses à examiner de manière complètement expurgée : sur le plan de l'assurance maladie, le choix économique que l'on fait de remboursement et de déremboursement — c'est un vrai sujet compliqué, la gestion des carnets rouges — ; et deuxièmement, sur le plan de la retraite, là aussi, il suffit de regarder un seul chiffre, celui du nombre de cotisants finançant les retraités. Lorsque la PSG a été mise en place en 1995, ce ratio était de 5 pour 1 (5 actifs finançaient 1 retraité). Les projections qui sont faites pour 2024-2025 montrent quasiment 1-1. Aucun système ne peut fonctionner, ne peut être mis à l'équilibre, avec un ratio aussi défavorable ! D'où la question que nous posons, à de multiples reprises, sur l'instauration d'un système de retraite par capitalisation, à côté de celui qui existe aujourd'hui par répartition — c'est un vrai sujet. On ne pourra pas faire — comment dirai-je ? — l'impasse sur cette option qui va devoir être, dans le courant de la mandature, explorée tout du moins.

Enfin — je crois qu'il me reste encore un peu de temps, que président ne dit rien, donc je poursuis (*Rire.*) —, concernant le fonctionnement de notre administration — et nous avons posé de nombreuses questions à la ministre —, nous avons examiné les propositions de textes qu'elle nous a fait, lors des commissions précédentes — et je crois que juste après l'examen du rapport budgétaire, nous allons examiner cinq textes, me semble-t-

il, qui ont été produits par le ministère en charge de la fonction publique. Nous soutenons ces mesures de simplification, visant à mettre plus de transparence dans les recrutements, dans l'organisation des concours, dans la suppression des listes d'aptitude pour la catégorie D... ce sont des évolutions que nous souhaitons et nous les soutenons. Mais, au-delà de ça — c'était la question que plusieurs représentants avaient formulée lors de la commission —, comment peut-on expliquer le désamour, du moins le divorce, qu'il y a aujourd'hui entre la population et son administration ; le sentiment que l'on a que l'administration ne sert plus les concitoyens, qu'elle a un langage qui n'est plus perceptible par les administrés, qu'il y a des procédures, une lourdeur administrative qui ennuie tout le monde. Comment peut-on changer ce système ? Paradoxalement, c'est d'autant plus compliqué que les personnes, qui aident les ministres à envisager ces réformes, viennent elles-mêmes de l'administration ; quasiment toute la technocratie qui entoure les ministres émane de cette administration. Peut-on imaginer une administration qui se réforme d'elle-même ? Pourtant, c'est une nécessité !

Donc, voilà les points de vigilance que nous avons soulevés pendant cet examen des différentes politiques sectorielles exposées par chaque ministre. C'est compliqué de gouverner ; pour ceux qui se sont astreints à cet exercice, je crois que le faire honnêtement conduit à beaucoup d'humilité vis-à-vis de ceux qui sont, aujourd'hui, aux manettes.

Nous avons une démarche politique qui n'a pas changé depuis le début de cette mandature. On n'est pas là pour « critiquer pour critiquer », c'est long une mandature. Ça fait six mois qu'on a commencé, on ne va pas jouer à cet exercice — le Président parlait d'exercice politique auquel beaucoup de groupes avaient participé —, personne au sein de notre petit groupe ne souhaite participer à cet exercice pendant cinq ans. Nous, on souhaite coconstruire.

J'ai entendu beaucoup de mesures qui émanent du groupe A here ia Porinetia, mais nous ne sommes pas propriétaires de ces mesures ! Si le gouvernement trouve qu'elles ont un intérêt à être mises en œuvre, bravo ! Il faut le faire, et nous sommes les premiers à applaudir. *(Applaudissements sur les bancs des non-inscrits.)*

Donc, c'est un message d'encouragements que nous souhaitons formuler à l'occasion de cette session budgétaire. Encouragements, ça ne veut pas dire être des « béni-oui-oui » et donc, sur de nombreux points, nous interviendrons. Mais en tout cas, courage pour cet exercice qui est devant vous. Je pense que j'ai épuisé mon temps de parole.

Merci, Monsieur le président. Merci de m'avoir écouté. *(Applaudissements dans la salle.)*

Le président : Merci pour cette intervention.

J'invite maintenant le premier intervenant du groupe Tavini huiraatira à prendre la parole.

M^{me} Maurea Maamaatuaiahutapu : *Merci, Monsieur le président.*

En préambule, je voudrais remercier tous les collègues de la minorité qui ont participé aux diverses discussions en commission, et me joindre à mes collègues, Tepuarauri et Nuihau, pour remercier le gouvernement et les membres de la commission de l'économie, notamment sa présidente, Madame Elise Vanaa, et mes collègues de la majorité, d'avoir laissé deux jours de tribune à nos collègues du Tapura huiraatira et des non-inscrits qui ont pu ainsi débattre librement avec nos **ministres** sur nos orientations stratégiques et budgétaires, pour l'année à venir.

Aujourd'hui, nous nous réunissons pour débattre du rapport d'observation budgétaire, qui constitue une étape préalable à l'examen du budget primitif de la Polynésie française pour l'année 2024.

Dans ce contexte de débat, il est essentiel de rappeler plusieurs points clés, afin de faciliter la compréhension et l'assimilation de l'exercice qui nous attend.

Le rapport d'orientation budgétaire qui nous a été présenté, ainsi que les discussions constructives en commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique, tenues les jeudi 19 et vendredi 20 octobre derniers, ont éclairé les orientations que notre gouvernement envisage pour l'exercice à venir. Aujourd'hui, ce débat d'orientation budgétaire, public nous invite à mieux appréhender ces propositions, mais je laisserai le soin à mes collègues de notre majorité, qui interviendront après moi, de définir les orientations qui ont particulièrement retenu notre attention.

Comme nous l'avons souligné à de nombreuses reprises, que ce soit lors des précédentes mandatures, au cours de la campagne électorale ou depuis notre prise de responsabilités, nous sommes confrontés à la gestion d'un héritage complexe.

Cela dit, ce débat doit être mené de manière objective, sans compromettre notre courtoisie envers l'opposition — que nous saluons encore et que nous remercions pour leur présence à la cérémonie de la journée internationale des Nations Unies, ce 24 octobre 2023 —, ni céder à des pressions de la puissance administrante, que nous tenons en grande partie responsable des problèmes qui affectent notre société.

Au sein de cet hémicycle, il ne s'agit pas de prolonger des débats politiques partisans, ou de diffuser des slogans électoraux, mais plutôt de faire un constat qui transcende nos différences politiques.

Nous sommes ici pour jeter les bases d'une gouvernance saine et pour construire des perspectives durables pour notre peuple, touché par divers maux, aggravés par une série de crises ces dernières années.

Ces crises ont affecté des communautés déjà éprouvées par une colonisation qui a eu un impact significatif sur notre société, en partie à cause de la complicité successive de politiciens, d'administrations, de monopoles et de grandes entreprises qui ont contribué au déracinement et à la perte de nos valeurs.

Aujourd'hui, nous devons affronter des défis complexes, qu'il s'agisse de compétences et de choix mal assumés, de la déstructuration de notre société, ou des enjeux environnementaux, économiques et sociaux auxquels nous sommes confrontés. C'est pourquoi nous devons faire preuve de résilience et d'innovation comme jamais auparavant.

Nous devons sortir de notre zone de confort et travailler avec fierté et dignité pour créer un nouveau monde plus juste, plus en harmonie avec nos valeurs fondamentales, telles que l'intégrité, l'empathie et la dignité humaine. Le courage est nécessaire pour construire un nouveau projet de société approuvé par notre peuple. Chers collègues de l'assemblée et du gouvernement — et je soutiens les propos de notre ministre des finances, du budget et de l'économie, tu as raison *ministre* Tevaiti —, construisons ensemble cette société plus juste !

Nous attendons aussi de notre gouvernement qu'il ait le courage politique de prendre les mesures que ses prédécesseurs, comme les plus récents, ont souvent évitées. Notre peuple attend des actions concrètes et une rupture réelle dans la gouvernance. Il est de notre devoir, en tant que ses représentants, de tout mettre en œuvre pour répondre à ses attentes.

Servir notre population, servir notre peuple, tel est notre mandat, et il incombe à chacun de contribuer au succès de ce projet. À l'aube de cette nouvelle ère, chacun doit assumer ses responsabilités et contribuer à un succès collectif.

L'État, par exemple, doit prendre en compte la situation passée, actuelle et future, en faisant un bilan objectif de ses compétences et de ses actions. Il a le devoir de soutenir le développement de toutes ses collectivités, dans un esprit de véritable coopération, en les accompagnant, même jusqu'à leur pleine souveraineté. Mais la posture du représentant de la France à l'ONU ne fait que souligner les vestiges du colonialisme, même si son allocution s'adressait principalement aux membres de la 4^e commission des Nations Unies, leur demandant le retrait de la Polynésie française de la liste des pays à décoloniser.

Localement, nous retiendrons les propos encourageants de Monsieur Éric Spitz, haut-commissaire en Polynésie française, présent à la journée mondiale des Nations Unies (il y a deux jours), qui rappelait que la France, en sa qualité de membre fondateur de l'ONU, sera toujours du côté de la démocratie. Il l'a dit, « la paix se solde au prix de la justice et du droit, celui de la compassion, du dialogue et du respect mutuel ». Il a même rappelé que la Polynésie a payé un lourd tribut pour maintenir sa souveraineté et celle de la France. Mais la nôtre, entière et complète, est encore à atteindre.

Les municipalités, quant à elles, par le biais des « Fare Ora » notamment, devront redevenir actrices du développement de notre *pays* et des partenaires incontournables pour leurs communautés respectives.

Nous nous engageons à mobiliser les ressources disponibles pour soutenir nos communes, mais nous comptons également sur leur volonté de collaborer, pour bâtir les fondements d'un développement durable et raisonné de notre *pays*.

Nous travaillerons ensemble pour apporter des solutions aux défis liés à la gestion des eaux usées et des déchets, que ce soit avec ou sans la participation de l'autorité administrante qui impose aux communes des dispositions législatives et réglementaires souvent incohérentes.

Nous comptons également sur la société civile, notamment le tissu associatif et les entreprises, pour soutenir nos initiatives en matière de prévention des maladies telles que le diabète, les maladies cardiovasculaires, les cancers et les maladies radio induites, qui ont été exacerbées par 200 ans de colonisation et 193 bombes nucléaires lâchées impunément sur notre pays, dont près de 150 directement dans le ventre de notre mère nourricière. Nous attendons toujours réparation pour ces crimes !

Les problèmes financiers qui en découlent et auxquels notre CPS est confrontée ne sont, heureusement, pas insurmontables. Pour cela, nous faisons à nouveau appel au courage de l'ensemble de la société, à sa bienveillance et à sa solidarité, pour aider notre peuple à accéder au bonheur auquel il peut légitimement prétendre.

Mais en attendant le miracle, une véritable impulsion sera donnée à la prévention et à l'accompagnement de divers secteurs, contribuant ainsi à instaurer un cercle vertueux, plaçant l'individu au cœur de son environnement et acteur de sa propre santé. Résilience, encore...

Chaque contribution est importante et nécessaire. L'avenir de nos enfants, de nos *petits-enfants*, de nos *arrière-petits-enfants* (*ndt, sixième génération*) dépend de tous. Oui, de tous !

Nous nous engageons à soutenir la transition alimentaire en valorisant nos richesses de manière durable et raisonnée. En tant que représentants, nous nous incluons dans cette démarche constructive et volontaire, car la réussite d'un nouveau modèle sociétal repose sur nous.

Nous devons tous faire preuve de courage politique, ce qui a trop souvent fait défaut dans nos institutions, quelles qu'elles soient !

Nous tenons à affirmer que nous mettrons à la disposition de notre gouvernement les moyens nécessaires pour mettre en œuvre ses orientations stratégiques, pour autant qu'elles soient en parfaite harmonie avec les besoins de tous nos archipels.

Nous porterons une attention toute particulière à l'exécution des travaux, dans tous les secteurs d'activité et de développement. À cet égard, nous rappelons aux différents services du pays que nous attendons d'eux une exécution exemplaire de leurs missions respectives.

Nous ne tolérerons plus que notre peuple se sente ignoré face à la dégradation de la situation sanitaire et environnementale de notre *pays*.

Notre gouvernement doit veiller à l'utilisation judicieuse des ressources existantes, avant de créer de nouvelles structures pour remplir les missions qui lui incombent — missions qui ont été négligées, voire abandonnées, au cours des mandatures précédentes.

Notre institution ne peut plus se contenter d'enregistrer des décisions — comme cela était le cas par le passé. Elle doit soutenir les initiatives, faire preuve de créativité et surveiller la gestion des fonds publics. Notre maison du peuple doit œuvrer pour une meilleure redistribution des richesses, en encourageant la transition énergétique, le développement de nouvelles opportunités économiques, l'économie verte et bleue.

Notre *pays* est riche, et il nous appartient de garantir un développement durable tout en préservant le lien spécial qui unit notre *population* à notre *pays*.

Enfin, cher peuple, une partie du changement espéré dépend de toi. Tu mérites, il est vrai, d'être au centre de nos préoccupations et du projet de société qui doit guider nos politiques, mais tu dois également contribuer en modifiant tes comportements, par exemple alimentaires. C'est pour toi que nous nous réunissons aujourd'hui, pour discuter sereinement des grandes orientations stratégiques et budgétaires de notre gouvernement.

Ancre-toi surtout dans ta terre avant que cette dernière ne t'échappe complètement. Défends ta langue pour dire qui tu es ! Un peuple à part entière. Fais face à cette colonisation de remplacement, car un jour tu ne seras plus chez toi !

Nous devons agir pour le meilleur, pour construire une société plus équitable. Le courage de nos ancêtres, qui ont traversé Te Moana Nui a Hiva, doit nous inspirer. Héritiers d'une grande tradition maritime, nous devons puiser dans le courage de nos ancêtres, qui ont construit notre identité. Rendons-les fiers en bâtissant ensemble la société qui nous ressemble et nous rassemble. Il ne s'agit pas d'un rêve lointain, d'une utopie, mais d'un projet concret.

Ensemble, nous pouvons créer un avenir basé sur l'autosubsistance alimentaire, et les interdépendances économique et culturelle. Mais ni l'ONU, ni la France, ne nous offrira la pleine souveraineté sur un plateau. Cette dernière nécessite volonté, courage, résilience, efforts et parfois sacrifices. Il s'agit de notre pays, que nous devons développer, de notre future nation, que nous devons construire et nous devons tout mettre en œuvre pour y parvenir !

Ayons foi en notre volonté, en notre travail, en nos capacités, en nos compétences, en notre pays, en nous ! Ensemble, nous pouvons y parvenir !

Voici l'adage de notre président fondateur Oscar Manutahi Temaru : « *Lorsque l'esprit est prêt, tout est réalisable !* » Lorsque l'esprit est prêt, tout est prêt ! Lève-toi et marche !

Indépendance ! (Applaudissements sur les bancs du groupe Tavini huiraatira.)

Le président : *Merci.* Je donne la parole au prochain intervenant du Tavini huiraatira.

M. Cliff Loussan : Merci, Monsieur le président.

Monsieur le président de l'assemblée de la Polynésie, Monsieur le Président de notre beau pays, Madame la vice-présidente, chers membres du gouvernement, Messieurs, Mesdames les représentants, chers collègues, Mesdames et Messieurs de la presse, chers internautes et public, à tous, *bonjour.*

Avant toute chose, je tenais à remercier mes collègues représentants de la minorité, pour leur éclairage bienveillant sur le ROB 2024 et pour les conseils à destination de notre gouvernement ; on peut déceler une volonté manifeste de construire avec nous notre futur.

Je commencerai mon propos en reprenant la suite de ma collègue Maurea, qui ouvrait la voie du débat au préalable de l'examen du budget primitif du Pays pour l'exercice 2024. Les interventions du groupe Tavini huiraatira s'articulent autour des trois piliers : *fa'atura*, respecter ; *fa'aora*, soutenir ; et *fa'atupu*, bâtir.

Si pour certains de mes collègues, nous en sommes restés à des promesses électorales, je pense, au contraire, qu'il s'agit de rester cohérent avec le ROB 2024, avec ce que nous avons promis au peuple et de tout faire pour mettre en œuvre ce que nous leur avons dit.

En effet, notre Pays ne peut s'édifier qu'à la condition d'avoir des fondations solides et ce socle, c'est son peuple.

Depuis le premier contact, le peuple polynésien a fait l'objet de mystifications à son insu, au prix de sa dignité et de son identité — je fais référence, bien sûr, au mythe de la *femme* et au mythe de la nouvelle Cythère.

Regardons en face la vérité, même si elle n'est pas belle : la Polynésie a reçu un cadeau empoisonné, radioactif, accompagné de son développement économique et social accéléré, pervertissant ainsi notre peuple sans qu'il ne s'en rende compte.

Cette forme de soumission passive a entraîné, chez notre peuple, une perte de ses repères, une perte de ses valeurs et de son identité au milieu du grand Pacifique. Noyé dans l'immensité de l'océan, pourtant son élément d'émancipation lors de sa conquête maritime !

Nous, les représentants du peuple, nous devons accompagner l'éveil des consciences.

Le temps de la danseuse de la République est révolu !

Aujourd'hui, plus que jamais, nous devons contribuer, ensemble, avec lui et pour lui, à la restauration du respect comme lien fondamental dans notre rapport à soi, notre rapport à l'autre, notre rapport à notre culture, à notre environnement, à notre terre nourricière, et aussi envers nos institutions et l'État.

« Respecter », le « *fa'atura* », ce pilier réunit seize orientations, organisées en trois axes stratégiques : respecter son pays, respecter la politique, et aussi respect mutuel entre l'État et le Pays.

Alors que nos prédécesseurs avaient priorisé la relance économique, le ROB 2024 replace dans le premier chapitre le peuple au centre des intérêts de notre politique.

Pour illustrer ce chapitre, Henri Hiro déclamaient dans un de ses poèmes toute l'importance de se questionner [...] « *Que désires-tu enfant de ce pays ? Enfant d'aujourd'hui. Enfant du monde. Avant de réfléchir à ton avenir, demande-toi d'où tu viens. Demande-toi, qui tu es. Demande-toi, où est-ce que tu vas. Que ce questionnement te fasse méditer sur ton identité et son sens profond.* »

C'est ainsi qu'avec le ROB 2024, notre gouvernement souhaite porter une attention particulière à notre façon d'éduquer, de nous réapproprier notre Histoire, de valoriser, ainsi que de faire rayonner nos langues et notre patrimoine culturel.

De même, pour atteindre une société plus juste, plus inclusive et plus équitable, nos rapports à l'Autre évolueront grâce à la reconnaissance, la promotion au service d'une inclusion réussie de nos diversités ; diversités dont je fais partie.

Replacer l'individu au cœur de nos préoccupations, c'est notre défi et notre responsabilité collective. Et c'est en encourageant la transversalité ministérielle et la synergie entre nos institutions que l'on pourra y arriver.

Soyons unis dans nos différences politiques. Trouvons chacun notre place dans cet ouvrage collectif. Oui, ensemble, nous avons défini l'architecture de notre société, et c'est ensemble que nous la construirons avec du courage politique.

La réforme de notre système de santé par une meilleure approche des besoins de notre population et de nos professionnels de santé à travers le futur schéma d'organisation sanitaire (SOS), est une urgence. Tout comme la reconnaissance des victimes des essais nucléaires ainsi que la poursuite des travaux de rénovation de notre protection sociale généralisée, nous devons nous inscrire dans la continuité du toilettage réglementaire sans délai. Notre peuple l'attend, notre peuple le réclame, notre peuple en a besoin et notre peuple y a droit.

Alors permettez-moi un aveu, je suis également conscient — et je l'ai vu — que notre peuple a faim.

De l'équité, de la justice, de la solidarité, cela se passe aussi dans nos assiettes et dans nos comportements.

La mondialisation a affecté la structure de notre société jusqu'aux fondamentaux de son essence et de ses besoins primaires. La mutation de notre fenua s'est faite trop rapidement, passant d'une société traditionnelle solidaire à une société occidentale individualiste.

Renouer avec le lien de la terre nourricière est un pari à relever car il engage de manière multilatérale la préservation de nos ressources propres et de notre environnement tout en accompagnant les transitions alimentaires et énergétiques nécessaires et vitales.

Nous avons milité pour une gouvernance plus juste, responsable et solidaire. Institutionnaliser une « doctrine de la gouvernance démocratique » est un préalable pour légitimer notre action publique. Dans son discours d'ouverture de la session budgétaire, le président de notre assemblée a annoncé la redynamisation de la commission d'évaluation des politiques publiques.

Fondamentalement unis pour faire parvenir notre pays à la souveraineté, notre gouvernement propose des mesures fortes pour soutenir et accompagner les communes. Il est notamment question d'une gestion rationalisée des dépenses, de réorganisation de l'outil administratif et financier par une politique de soutien réorientée vers quatre secteurs : le tourisme, le secteur primaire, les énergies renouvelables et l'économie numérique.

Pour conclure, notre ouverture sur le monde doit se manifester par un positionnement clair sur l'échiquier de la coopération internationale, dans le bassin Pacifique en priorité ainsi qu'en Europe. La voix du peuple polynésien doit être entendue et écoutée. Elle sera affirmée par le biais de partenariats directs et dans une stratégie indo-pacifique que nous aurons réfléchi et rédigée.

Qui d'autre mieux que nous connaît nos besoins, nos potentiels et nos ressources ? Suite logique et naturelle dans la défense de nos droits à l'autodétermination, notre gouvernement s'engage et se porte garant d'un dialogue ouvert et constructif avec la France, malgré une position opposée lors de la quatrième commission en octobre dernier — je précise : quatrième commission à l'ONU.

Fa'atura, respecter la voix du peuple, n'est pas une demande, c'est un droit fondamental comme les principes constitutionnels républicains auxquels nous avons été assimilés. Et puisque ce ROB annonce l'ère d'une gouvernance tournée vers l'économie bleue, pour citer le concept de Gunter Pauli : reprendre notre destin en main, c'est en être pleinement conscient et acteur.

Notre gouvernement et chacun de nous, ici présents, élus du peuple, nous avons signé une lettre d'engagement envers notre **peuple** pour accomplir notre mission de gouverner avec respect pour soutenir et bâtir ce pays, notre pays, revêtus d'humilité, de droiture et d'impartialité.

Je vous remercie de votre attention.

Le président : Merci. Y-a-t-il un autre intervenant ? Oui, vous avez la parole.

M^{me} Thilda Garbutt-Harehoe : Monsieur le président de notre honorable assemblée, Monsieur le Président du Pays, Madame la vice-présidente, Mesdames et Messieurs les ministres, Mesdames et Messieurs les représentants, chers collègues, Mesdames et Messieurs représentant tous nos services administratifs et privés, à toutes et à tous, bonjour et bienvenu.

Le nouveau ROB, qui poursuit certains projets anciens ou qu'il en crée de nouveaux, proposé par notre gouvernement est fermement axé sur une politique de proximité et de soutien au développement.

Lors des échanges sur l'orientation budgétaire — et je remercie encore la disponibilité de notre gouvernement —, nous avons constaté que c'est bien le pilier du « *Fa'aora* » qui comportait le plus grand nombre de mesures ; près d'une centaine. Mais rassurez-vous, mon intervention ne reprendra que quelques mesures.

Tout d'abord, « *Fa'aora* ». Permettez-moi d'en donner la signification afin de pouvoir définir les champs d'actions et les déclinaisons qui s'y rapporteraient. *Fa'aora* signifie soutenir mais aussi guérir, sauver, redonner vie. Oui, la vie sous toutes ses formes, de la vie terrestre à la vie spirituelle et de la conception de l'homme à sa fin de vie.

Ainsi, par des actions concrètes et pour répondre aux réels besoins de notre *population* et de notre *pays*, nous devons opérer un changement avec notre *population* en restant à leur écoute et en privilégiant le dialogue social. Et c'est cela l'esprit qui anime notre orientation budgétaire.

Bien que, cher gouvernement, à votre arrivée aux affaires, vous aviez dû faire un état des lieux et des diagnostics, eh bien, vous avez fait le choix de poursuivre les études engagées et des chantiers démarrés, donc, nous sommes dans une forme de continuité de service. Mais, n'ayez pas de remords car les personnes avant vous ont été payés rubis sur ongle. Voilà !

Et donc, ce changement passe d'abord par une restructuration de notre modèle de société modifiant nos comportements et en les accompagnant.

En effet, les statistiques alarmantes fournies par la Direction de la santé nous rappellent l'urgence de repenser notre politique en matière de santé. Il n'est pas normal que 70 % de notre population adulte soit en surpoids et que 40 % d'entre eux soient déjà qualifiés d'obèses. Cette situation est d'autant plus préoccupante puisqu'elle touche aussi nos jeunes. En effet — si on peut en sauver quelques-uns —, 36 % de nos enfants âgés de 0 à 18 ans sont en surpoids, parmi lesquels 16 % souffrent d'obésité sévère. Et pourtant, des subventions ont été octroyées ces dernières années en matière de prévention. Mais pour quels résultats ? Il convient donc de repenser la prévention et son évaluation dans le but d'obtenir des avancées plus significatives.

Cette obésité pèse très lourdement sur, d'abord, les malades eux-mêmes qui les excluent de plusieurs situations, de plusieurs activités mais aussi les familles, et surtout, solidairement, sur les finances de notre CPS, donc Caisse de prévoyance sociale. À *Mā'ohi Nui* (*ndt, en Polynésie française*), nous sommes déjà à 47 000 carnets rouges, soit 17 % de notre *population* qui font partie du régime des longues maladies.

En plus des maladies physiques, il est important de rester attentif, au-delà même des infrastructures et des structures qui existent, à la montée des problèmes de santé mentale. Et donc, toutes les actions de prévention, de soins, d'accompagnement doivent rester au cœur des priorités de notre gouvernement.

Il est d'usage que ces maladies soient traitées par la médecine conventionnelle, occidentale, qui permet d'établir le diagnostic d'un patient et de guérir ses maux grâce à des méthodes scientifiques ; mais, nous savons que ce n'est pas la seule méthode qui existe. Nos *ancêtres* utilisaient des remèdes de notre mère Nature, qui ont fait leurs preuves au fil des générations et qui se basent essentiellement sur des plantes à usage thérapeutique mais également sur des substances d'origine animale ou minérale pouvant se substituer à l'effet de certains médicaments connus. En effet, ces connaissances transmises par nos ancêtres ont permis de soigner un large éventail de problèmes de santé par nos *remèdes traditionnels*, ceux-là même utilisés par notre légendaire Tiurai le guérisseur, Tahiarua Onohi Mihinoa a Tati de son vrai nom. Et c'est d'ailleurs le nom que portera le futur Institut du Cancer de Polynésie Française.

Le gouvernement a ainsi la volonté d'allouer plus de ressources à la médecine traditionnelle qui deviendra donc complémentaire et alternative à la médecine conventionnelle. Nous reverrons aussi, donc, le statut de nos *tahu'a* (tradipraticiens) et une partie du budget sera dédiée au développement de la pharmacopée et de la recherche en Polynésie.

Pour développer une pharmacopée locale efficace, il serait aussi intéressant de créer un nouvel ouvrage répertoriant toutes ces plantes, et dans toutes les langues, et ces substances ainsi que les conseils sur leur utilisation.

En développant la médecine traditionnelle et la recherche polynésienne, nous réduirons également notre dépendance à l'égard de grandes entreprises internationales, ce qui renforce notre marche vers la souveraineté. Il s'agit d'un changement de comportements possible par une meilleure connaissance et une vulgarisation d'information.

Le changement de comportement est également possible par la pratique d'activités physiques. C'est pourquoi, nous soutenons les initiatives du gouvernement qui visent à développer toute activité physique pour tous les âges, le sport dans les écoles et les événements sportifs locaux, internationaux pour nos athlètes. En plus des parcours santé, de la rénovation des structures sportives, la création d'un centre innovant, le « centre de performance polynésien » qui accompagnera nos sportifs de haut niveau dans leur suivi sportif et leur suivi scolaire tout en créant les conditions pour les préparer à s'exporter. Oui pour une nouvelle gouvernance du sport, Madame la ministre.

Enfin, le changement de comportement sera possible par une meilleure alimentation. J'aimerais par conséquent féliciter le gouvernement qui s'engage à reconfigurer l'offre de formations post-bac pour qu'elle puisse répondre aux besoins spécifiques du pays. Ces apprentissages seront axés sur les secteurs tels que la pêche, l'agriculture et autres. Il y aura aussi des formations pré-bac orientées vers les métiers de la mer, disponibles dans les établissements tels que les Maisons familiales rurales (les MFR), le lycée agricole d'Opunohu et pourquoi pas le lycée agricole de Taravao. L'objectif étant de favoriser un changement de nos habitudes de consommation en encourageant une autonomie alimentaire saine et durable.

De plus, l'accessibilité économique des produits agricoles et de la pêche sera facilitée en restreignant les importations de produits frais cultivés localement et en promouvant les marchés de proximité. Nous souhaitons également soutenir la fourniture de tous nos produits locaux dans les cantines scolaires — il y a une loi mais il faut l'appliquer — et de faire vivre le projet TAVITAT.

Ces changements permettront d'améliorer notre modèle de société et de faire un pas vers notre souveraineté qui a été beaucoup trop compromise et influencée par des modèles sociétaux qui nous ont finalement fait perdre confiance en nos propres ressources.

En outre, nous sommes réellement en phase avec notre gouvernement en ce qui concerne les ressources allouées pour orienter nos programmes scolaires vers l'enseignement de l'histoire, de la géographie, mais surtout de notre *identité culturelle*, de l'identité polynésienne et du fait nucléaire.

Pour se rapprocher de notre souveraineté, il nous faut reprendre en main certaines compétences régaliennes censées nous revenir, comme l'enseignement supérieur et la gestion de certaines attributions dévolues à l'État concernant nos communes.

Le gouvernement s'engage à mettre en œuvre ces changements et nous le soutenons dans ses efforts pour les concrétiser.

En promesse de campagne, le « *Fa'aora* » s'adossera sur les trois besoins fondamentaux, à savoir : un logement, un repas, un emploi.

En premier lieu, l'objectif est de renforcer l'accès de notre *population* au service public en instaurant de véritables *Fare Ora* au sein de nos communes. Tant mieux, il paraît qu'il y a 44 % déjà qui ont adhéré. Ce sont des guichets uniques qui centraliseront les services de l'administration pour éviter les déplacements.

Le gouvernement souhaite également soutenir l'accès aux besoins alimentaires et vestimentaires des familles en favorisant la solidarité itinérante, de proximité. Ainsi, en plus du *Fare Ora* qui assurera la permanence auprès des mairies, il y aura les « *pere'o'o ora* (*ndt, guichets mobiles*) » qui se déplaceront dans les quartiers à la rencontre du *peuple*.

En 2024, une banque alimentaire solidaire confiée à la Fondation agir contre l'exclusion (FACE) verra le jour. Cette banque servira à alimenter les épiceries sociales de Tahiti, comme celle de la Croix Rouge, mais aussi les antennes de la DSFE, les communes, les étudiants nécessiteux et tous les points de distribution alimentaire en faveur des plus démunis.

Enfin, la carte *Fa'atupu* continuera d'être développée tout en conservant le bon alimentaire en papier, mais j'appelle le gouvernement à rester vigilant car contrairement au bon alimentaire, cette carte ne définit pas la liste précise de produits pouvant être achetés. Pensez aussi aux lieux d'achats qui ne peuvent recevoir cette carte, tels que les étals de poissons, de légumes en bord de route, les marchés communaux, du moins, en attendant que les moyens numériques se développent et soient plus vulgarisés.

En outre, une partie du budget sera affectée au soutien à l'accès à la propriété. À *Mā'ohi Nui* (*ndt, en Polynésie française*), le constat est sans appel. Que ce soit à la vente ou en location, se loger coûte de plus en plus cher. En effet, selon les professionnels de l'immobilier, 80 % de notre *population* n'a plus accès à la propriété et la situation continue à se détériorer. Les études notariales révèlent un déficit de 500 logements par an pour satisfaire à la demande croissante. De plus, les rares réalisations disponibles sont acquises par des familles dont les revenus se situent entre 4 et 10 fois le Smig mais les autres ménages, eux, n'ont tout simplement pas la capacité d'emprunter auprès des banques.

Pour favoriser cet accès à la propriété, le gouvernement est conscient qu'il doit affecter une partie de son budget à la restructuration de l'OPH, qui présente actuellement un déficit de près de 5 milliards. Néanmoins, je souhaite l'interpeller à ce qu'il mette en place une meilleure répartition des tâches et des responsabilités des chefs de services, soit un bon organigramme avec des missions bien spécifiques, maîtrisées, tenues d'une main ferme pour mieux suivre les structures administrativement et financièrement en opérant des contrôles récurrents à l'instar de la rigueur de l'AISPF, Agence immobilière sociale de la Polynésie française appelée aussi *Rahu Ora*.

Concernant cette dernière agence *Rahu Ora*, cette structure ne répond plus à toutes les situations sociales actuelles où beaucoup de personnes d'ailleurs se retrouvent en dessous du seuil de pauvreté. Puisse donc la nouvelle association '*Avei'a Ora* devenir une agence immobilière très sociale à destination des plus démunis, mais toujours avec un suivi drastique.

Par ailleurs, si les familles aux revenus les plus modestes demeurent le public prioritaire de l'OPH, la catégorie intermédiaire qui gagne entre 2 et 4 Smig ne sera pas oubliée car elle pourra encore bénéficier de dispositifs visant à lui permettre d'accéder à un logement, notamment par la mise en place et le soutien à la filiale ARANA.

De surcroît, la question du logement passe par le soutien à l'accès au foncier. Les contraintes d'un cadre juridique hérité du code napoléonien ne tiennent pas compte de notre réalité locale, ce qui rend l'accès à la propriété foncière extrêmement difficile pour notre *population*. Cette situation est d'autant plus préoccupante que notre peuple entretient un lien profond avec ses ancêtres à travers la terre. Par ailleurs, nous subissons encore aujourd'hui les conséquences d'erreurs liées à l'orthographe des actes d'état civil, de revendications de propriété toujours contestées et d'une révision tardive du cadastre, qui engendre encore une gestion chaotique du foncier.

Aussi, accueillons-nous favorablement l'accès complet aux archives foncières détenues par les entités publiques contenant des documents difficiles d'accès et souvent nécessaires pour aller au bout de la procédure foncière, tels que les arrêts de la Haute-cour tahitienne avec toutes les explications des litiges fonciers, les procès-verbaux de bornage, les archives du cadastre réglant aussi par là-même les délais de délivrance des actes.

En complémentarité, une partie du budget permettra la mise en place de formations gratuites sur le foncier et ouvertes à tous pour permettre une accessibilité à l'information et à la compréhension d'une matière complexe.

Enfin, le gouvernement souhaite assurer la protection de nos terres *polynésiennes* en révisant la fiscalité relative aux mutations immobilières et en réglementant les tarifs pratiqués par les professionnels intervenant dans le cadre de ces mutations (notaires, agents immobiliers). Mais, je l'encourage surtout à mettre en œuvre ce droit de priorité sur certaines zones pour une personne qui justifie d'une durée de résidence suffisante à *Mā'ohi Nui* (*ndt, en Polynésie française*). L'idée de l'observatoire des prix de l'immobilier permettra également de fournir des données essentielles, utiles pour l'élaboration de nos politiques publiques.

Pour préserver une partie de notre patrimoine, le gouvernement soutiendra aussi la création d'emplois dans l'exercice de ses compétences, qu'elles soient culturelles, artistiques ou sportives. Cette initiative revêt une importance capitale, d'autant plus que les statistiques sur l'emploi en Polynésie sont des plus préoccupantes. En effet, la main-d'œuvre actuelle souffre d'un manque de qualification, principalement en raison d'un système éducatif hérité d'un modèle colonial qui ne correspond pas à notre culture locale. Par ailleurs, nous recommandons une étude sur les raisons des absences et des décrochages scolaires, et la mise en place d'études à distance à valider par des UV (Unités de Valeurs) pour suivre le parcours de ces jeunes et puissent les maintenir dans un cursus de formation.

De la même manière que l'Observatoire de l'immobilier, un Observatoire de l'emploi sera mis en œuvre afin d'améliorer la connaissance de notre marché du travail local et d'ajuster en conséquence les besoins requis.

Le plan stratégique de l'emploi 2023-2028 se concentrera aussi sur la refonte des mesures d'aides à l'emploi dès 2024. En effet, nous aspirons à réduire les inégalités de traitement en favorisant notamment l'insertion durable de nos TRH, nos travailleurs reconnus handicapés.

La politique de l'emploi passe également par une formation adaptée. En plus de développer les compétences dont le Pays a besoin pour construire une économie endogène par l'utilisation de nos ressources propres et écologique en respectant notre environnement, il est important de rappeler que nous souhaitons que notre économie soit ouverte sur le monde, grâce au développement du numérique et de l'audiovisuel, largement soutenus d'ailleurs par notre nouveau gouvernement.

En effet, bien que nous ayons la volonté d'accéder pleinement à notre souveraineté politique, nous sommes pleinement conscients de l'importance des relations que nous entretenons avec le reste du monde pour promouvoir l'interdépendance au niveau économique. Comme notre *père (ndt, sens père fondateur)* Oscar ne cesse de l'affirmer, il n'existe pas de pays économiquement indépendant, mais nous sommes tous appelés à vivre en interdépendance. À *Mā'ohi Nui (ndt, en Polynésie française)*, cette interdépendance économique est au cœur de notre réalité politique car notre archipel situé au centre de l'océan Pacifique est d'ailleurs très bien connecté au reste du monde — et elle continuera à l'être — par le commerce, le tourisme, les échanges culturels et c'est dans cette dynamique d'interdépendance que nous aspirons à construire notre avenir économique.

Mes chers collègues, voilà les orientations budgétaires qui reflètent notre engagement à transformer nos comportements tant individuels que collectifs pour œuvrer vers plus de dignité et de considération pour l'humain, vers plus de solidarité entre les personnes et donc pour une société plus inclusive qui tendrait vers notre souveraineté.

Soutenir ! Construire ! L'homme doit être le souverain de sa vie et c'est ainsi que nous bâtirons l'avenir de demain, notre *Fa'atupu (ndt, bâtir)*, fort de l'espoir et de l'engagement de tous.

À toi la parole.

(Présidence de M. Bruno Flores, deuxième vice-président de l'assemblée de la Polynésie française)

Le président : Merci beaucoup. Y a-t-il d'autres intervenants du Tavini ?... Tevaipaea.

M. Tevaipaea Hoiore : *Merci bien Thilda.*

Monsieur le vice-président de l'assemblée, Monsieur le Président du gouvernement du pays, Mesdames et Messieurs les ministres, chers élus de la maison du peuple (ndt, de l'assemblée), à toutes et à tous ici présents, par la grâce du Seigneur, bonjour.

« Fa'atupu (ndt, bâtir) », est le troisième volet du programme de campagne du Tavini huiraatira pour ces cinq années à venir.

Chers représentants et représentantes, avant que l'on n'entre dans le détail de notre sujet, je vais vous apporter un éclairage sur le terme « fa'atupu (ndt, bâtir) ». Le mot « fa'atupu (ndt, bâtir) » va de paire avec le terme « agriculture ». Les produits issus de la Terre-mère poussent grâce aux efforts et au courage de l'agriculteur et ce sont ces mêmes produits qui lui permettent de faire vivre son foyer et lui. Grâce à la sueur de son front, cet homme est indépendant, et en étant indépendant, il devient ainsi respectable.

« Fa'atupu, Fa'aora, Fa'atura (ndt, Bâtir, Soutenir, Respecter) », voici le chemin pour que notre peuple devienne indépendant. Cette voie permettra également d'arracher ce voile obscur qui l'aveugle, avant qu'il ne se rende enfin compte que son pays a une grande valeur.

« Fa'atupu (ndt, bâtir) », dernier volet de notre programme de campagne, vient parachever l'architecture de notre modèle de société basée sur un développement endogène à la fois durable et émancipateur.

En effet, le constat est sans équivoque. L'économie polynésienne est une économie sous perfusion, et la volonté de notre majorité est de s'affranchir de ce modèle économique sous perfusion et tendre vers une Polynésie auto-subsistante. D'ailleurs à ce propos, le Tavini huiraatira n'a pas attendu la visite de Monsieur Darmanin en août dernier, pour penser ce projet de société. Cela fait bien 50 ans que nous défendons l'économie circulaire pour rompre avec l'économie d'assistantat.

Ce modèle repose sur le développement durable de nos ressources endogènes. Le tourisme est au carrefour d'un large panel de domaines, qu'il s'agisse des transports, de l'environnement, du secteur primaire, du domaine de la culture, de l'aménagement du territoire notamment.

Il nous faut mener une véritable politique d'aménagement pour rompre avec l'urbanisation anarchique du « tout-béton ». La construction de l'aéroport international aux Marquises amènera une ouverture touristique plus large, au désenclavement de l'archipel et à un rééquilibrage des activités et une redistribution des richesses en dehors de Tahiti.

Sur le plan des transports, nous subissons tous les problèmes de congestion automobile qui perturbent le réseau routier de Tahiti. Reprenons nos modes de déplacement (TSCP, voies réservées, pistes cyclables, etc.) Osons le changement !

La rénovation des *abris bus* est un premier pas louable, mais nous nous devons d'être plus ambitieux. Prenons l'exemple de la « gare routière de Papeete ». Plusieurs centaines d'usagers des transports s'y croisent tous les jours. C'est le lieu idéal pour ouvrir un guichet d'information facilitant les démarches de nos usagers, leur évitant ainsi de se rendre au siège de l'agence *Tere Tahiti* à Tipaerui ; soit dit en passant, le retour vers la ville est tout aussi pénible. Offrons des places assises couvertes, une fiabilisation des horaires et des tarifs raisonnables. *Faciliter et respecter !*

Aussi, cela n'est un secret pour personne. Le secteur primaire est un domaine auquel le Tavini huiraatira est particulièrement attaché. Notre parti, depuis sa création, nourrit son idéologie du terreau fertile des traditions orales de nos ancêtres, qui ne cessent de faire l'éloge du lien filial entre le *Polynésien* et sa terre. « *La Terre est une mère nourricière* ». Au-delà des grandes envolées lyriques, la terre est, et demeure, notre mère nourricière.

Lorsque l'on décortique le mot « 'āi'a (ndt, pays ou patrie) », il correspond, dans sa première définition, au lieu où l'Homme se nourrit.

Afin d'atteindre cet idéal de souveraineté alimentaire, il faut développer les filières du secteur primaire dans les archipels.

Nous visons une optimisation de l'exploitation des ressources halieutiques, en ciblant notamment les stocks de poissons pélagiques, sous exploités, tels que la bonite valorisée par la transformation. Car, savez-vous que le coût de la bonite séchée au Japon s'élève à près de 45 000 F CFP le kg ? 45 000 F CFP le kilo ! « Qui dit mieux ? »

Soutenir le développement du secteur « mer » suppose également l'aménagement de ports secondaires dans les îles pour la relance des bâtiments de pêche. N'oublions pas la formation et l'innovation, au service d'une gestion raisonnée de nos ressources.

Et pour notre agriculture, encourageons l'initiative privée en déverrouillant la problématique du foncier, grâce à une organisation regroupée des professionnels, et en soutenant la recherche appliquée pour nos filières à haute valeur ajoutée.

Augmenter la production locale est une des garanties pour atteindre notre autosubsistance alimentaire et, pour cela, des moyens adéquats et des mesures fortes sont nécessaires pour satisfaire notre ambition.

Enfin, un des axes du pilier « *Fa'atupu* » est l'économie numérique. En favorisant des projets novateurs à travers la création de *data centers* éco responsables, nous avons la volonté d'optimiser l'utilisation de moyens techniques en matière de stockage de données. De plus, les *data centers* permettraient de construire des partenariats avec des sociétés du numérique. Ce serait sans doute l'occasion d'attirer des devises internationales en Polynésie et de faire de notre *pays* un *hub* du numérique dans le Pacifique.

Voici donc quelques points qu'il me paraissait opportun d'évoquer aujourd'hui. Ce projet de société est porteur d'une nouvelle voie qui mènera notre peuple à se réaliser.

Merci de votre attention. Mes salutations. (Applaudissements sur les bancs du groupe Tavini huiraatira.)

Le président : *Merci.* Est-ce qu'il y a d'autres intervenants du Tavini ?... *Plus rien.* Y a plus.

J'invite le gouvernement à répondre aux interventions des orateurs. *Merci.*

M. Moetai Brotherson : *Merci bien, Monsieur le vice-président de l'assemblée.*

Merci à tous les intervenants, qu'ils soient de la minorité ou de la majorité.

Tepuaurarii, il n'y a qu'un seul adjectif qui me vient à l'esprit après t'avoir écoutée, c'est : « élégante » dans cette robe de saison. C'est le seul adjectif qui me vient à l'esprit. Je crois qu'on a effectivement un nouveau gouvernement, avec un changement de méthode, un changement de style. Il va falloir vous habituer, on est là pour cinq ans au moins. (*Rire.*) Bon, là où tu vois des balades en serviette bleue le matin, tu vois, moi je vois un exemple à donner à notre population qui n' imagine même pas le nombre de personnes que je croise le matin, parce que je pars à 4 h – 4 h 30, et j'en croise de plus en plus qui me disent : « Président ou Moetai — parce que nombre d'entre eux continuent de m'appeler Moetai et c'est très bien comme ça —, j'ai repris la marche, j'ai repris l'activité physique après avoir vu tes *live*, tes *post* sur tes marches matinales. » Donc je le fais, pas pour ça au départ, je le fais parce que j'ai envie d'être en bonne santé, j'ai envie de pouvoir jouer longtemps avec mes *petits-enfants* ; mais parce que j'ai besoin aussi d'être efficace dans mon travail, et je le fais aussi pour l'exemple à donner.

Là où tu vois des balades dans notre région, je vois un changement de méthode là aussi puisque ce que l'ancien gouvernement n'a pas réussi en dix ans, on vient de le faire en cinq mois. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est la Maison blanche et c'est le patron de *Google*. En cinq mois, nous avons réussi à faire en sorte que *Google* vienne faire très prochainement de Tahiti le *hub* digital du Pacifique. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Tavini huiraatira.*) Cela va démarrer dès l'an prochain, avec trois câbles qui vont venir l'un des États-Unis, repartir vers l'Australie et le troisième vers Fidji. Et dans les dix ans qui viennent, c'est beaucoup plus que ça : c'est des *data centers*, c'est des *jobs* pour nos enfants qui sont tellement fêrus du numérique, c'est une collaboration avec *Google* pour bâtir ici la première école d'ingénieur spécialisée dans les câbles sub océaniques, tout ça en toute discrétion. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Tavini huiraatira.*) Je les ai rencontrés ici, ils sont venus et ce sont des gens que je connais d'une vie antérieure. Je les ai rencontrés à nouveau à Washington, à l'occasion de ce déplacement. Aujourd'hui, c'est fait.

Prochainement, je vais être amené à me déplacer à nouveau sur *les Îles Cook* pour le Forum du Pacifique. J'aime beaucoup *les Îles Cook*, je trouve cela très beau, mais je n'y vais pas pour me balader. J'y vais parce que là-bas, j'ai une rencontre bilatérale exclusive avec le ministre des affaires étrangères de Singapour, qui se trouve être également le directeur du principal fonds souverain de Singapour. Ils veulent que je leur expose tous les secteurs dans lesquels ils peuvent venir investir pour développer notre *pays*. Donc, je ne me balade pas. Je me déplace pour le bien de notre *pays*.

Pour en revenir au ROB. Le rôle du ROB est de donner ses orientations budgétaires. L'examen du budget, un peu plus tard, viendra détailler les actions qui découlent de ces orientations et je pense que là, on aura vraiment un débat soutenu et c'est tant mieux. Pour ce qui est du format en temps contraint qui est le nôtre aujourd'hui, je crois que le changement du règlement intérieur qui le fixe date de 2021. Donc, si on veut peut-être l'année prochaine avoir un débat autour du ROB dans un autre format, il vous appartient de changer à nouveau le règlement intérieur pour permettre peut-être une autre formule sur deux jours, trois jours, pourquoi pas, si on veut pouvoir plus discuter sur le ROB. Mais en tout cas, l'exercice qui est le nôtre aujourd'hui, ce n'est pas nous qui avons décidé de son format.

Sur les orientations générales, je laisserai après le ministre de l'économie et des finances répondre sur certaines questions précises qui ont été posées, je voudrais remercier Nuihau qui a fait des remarques, comme à son habitude, très précises que nous allons prendre en compte. Et c'est vrai qu'aussi bien les 35 des 38 représentants de l'actuelle majorité que l'ensemble des ministres qui sont devant vous, sont pour la plupart des nouveaux venus en politique ou au moins dans nos institutions est assez bon. Mais, ils apprennent vite. On est confrontés malgré tout — tu l'as dit, on reconnaît sans peine la partie positive de l'héritage qui nous a été laissé —, mais on est tout de même confrontés à la partie moins positive de l'héritage qui nous a été laissé : un manque de transparence sur énormément de dossiers, ça va des Jeux Olympiques au Village Tahitien, en passant par les Jeux du Pacifique. Et ce sont des dossiers qui se traduisent par des milliards, voire des dizaines de milliards d'engagement des deniers publics. Cette partie-là de l'héritage est moins *fun* à gérer et donc c'est ce qu'on fait aujourd'hui, mais on va y arriver.

Voilà. Donc, quand on parle de « morosité », de « marasme », j'ai l'impression de me retrouver en 2004. (*Rire.*) Dès lors que la majorité change, qu'il y ait une alternance, c'est la catastrophe, c'est le marasme, rien ne va plus ! Si rien n'allait plus, pensez-vous réellement que *Google* viendrait investir des centaines de milliards chez nous ? Si rien n'allait plus, pensez-vous réellement, pour ceux peut-être qui ont suivi la semaine du tourisme du Pacifique qui s'est déroulée dernièrement, que les opérateurs de la croisière annoncent déjà de nouvelles fréquences, de nouveaux bateaux, qui vont générer des dizaines de milliers de touristes supplémentaires ? Pensez-vous réellement que si on était confronté à ce marasme que vous décrivez de manière assez sombre, ces investisseurs-là viendraient chez nous ? Si on était dans ce marasme, pensez-vous que de nouveaux investisseurs hôteliers viendraient nous proposer de grands hôtels avec zéro demande de défiscalisation ? C'est quand même un changement. Un changement radical ! Donc moi, je ne crois pas à ce marasme. Je crois au contraire à une période nécessaire de réajustement, une période nécessaire pour, on va dire, revoir les fondamentaux. Cette année va être cruciale, l'année qui s'annonce (2024), puisque c'est l'année de la réforme de la fiscalité, c'est l'année de la réforme des comptes sociaux, et il va falloir qu'on travaille tous ensemble là-dessus.

Donc, je vous remercie en tout cas pour vos interrogations. Je remercie les intervenants de la majorité pour le soutien et pour la vision aussi qu'ils apportent, la vision nouvelle. Cela fait du bien d'avoir du sang neuf dans cette assemblée.

Nuihau l'a dit, gouverner, ce n'est pas facile, c'est complexe. Il faut gérer la réalité de la situation économique, la situation budgétaire de la machine administrative, qu'on ne réforme pas d'un trait de plume. Il nous a fallu gérer depuis notre arrivée, si je compte bien, 11 conflits sociaux. Cela fait aussi partie de l'héritage que vous nous avez laissé puisque tous ces conflits sociaux tirent finalement leur cause des non-réponses ou des promesses non tenues qui ont été faites aux partenaires sociaux dans ces entreprises. Donc tout ça, on le gère. Moi, quelques jours après ma prise de fonction, j'ai eu droit à la grève ATN. On s'en est sorti et aujourd'hui, je pense que le personnel veut à nouveau croire dans sa compagnie. On va avoir bientôt la nouvelle stratégie de la compagnie qui va se mettre en place. Il va nous falloir faire face ensemble à tous les défis qui vont se présenter en termes de transport aérien, aussi bien à l'international qu'au domestique. Mais moi, je suis convaincu qu'on va y arriver. D'ailleurs, tant qu'on est à parler de transport aérien, j'ai discuté un peu avec Ronny...

Monsieur le maire Benoit, on est contents de vous avoir avec nous parce que visiblement, vous avez eu un petit voyage assez sportif qui vous a vu atterrir en catastrophe à Fakarava. Je ne souhaite cela à personne, pour l'avoir vécu moi-même, on est très contents que vous soyez là aujourd'hui et que ce soit finalement bien résolu.

Voilà. On a un pays qui est grand comme l'Europe, avec des défis qui sont aussi, je dirais à l'échelle de notre pays, une distribution de notre population, des investissements à réaliser en réfléchissant à chaque fois à l'équité, un partenariat avec les maires qui est absolument essentiel.

Hier et avant-hier, nous étions à Taputapuatea. On a vécu deux jours extraordinaires avec un maire qui n'est pas de notre bord politique mais qui a au final les mêmes idées. Comme quoi, on n'a pas besoin d'être du même parti politique pour partager énormément de valeurs, sur la transition alimentaire, sur l'investissement dans l'éducation. On a eu droit à un repas qui a été préparé par les enfants, qui suivent des cours de cuisine — ce qu'ils appellent des *cooking classes* —, à partir donc des fruits et légumes qu'ils ont eux-mêmes plantés dans le *potager* de leur école. C'était juste extraordinaire ! Et même si c'était végétarien — je ne suis pas particulièrement végétarien —, j'ai trouvé cela excellent ! (*Rire.*) Et je crois que tous ceux qui ont eu la chance d'assister à ce repas, ont trouvé cela extraordinaire. Et c'est surtout la démarche et c'est ce genre finalement de dispositifs qui ont l'air peut-être — comment dire ?... — simples, mais qui, au final, quand on va pouvoir les répliquer partout, dans toutes nos écoles et dans les foyers, vont changer la donne... vont changer la donne. Je discutais un peu avec Madame Moutame qui nous expliquait que, non seulement ces repas étaient équilibrés au plan nutritionnel, mais qu'en plus ils n'étaient pas chers à réaliser. Donc, si on veut lutter contre la vie chère, à un moment donné, il faut arrêter de se dire comment on va baisser les taxes à l'importation... Non, on essaye de manger ce qu'on plante, ce qu'on produit nous-mêmes, et je peux vous assurer que cela va faire du bien au portefeuille de tout le monde.

Voilà. Voilà ce que je voulais dire en réponse un peu aux différentes interventions, et je vais laisser le ministre de l'économie peut-être détailler certains points.

(Présidence de M. Antony Géros, président de l'assemblée de la Polynésie française)

M. Tevaiti-Ariipaea Pomare : Merci à tous pour vos interventions.

Je reviendrai rapidement sur l'intervention de Tepuaraarii qui disait que, à son habitude, elle ne voit rien et qu'il n'y a aucune visibilité. Donc, on ne pourra pas montrer le chemin à ceux qui ne veulent pas voir. Il n'y a pas plus aveugle que celui ou celle qui ne veut pas voir. Donc, vous avez parlé d'austérité, de climat de méfiance... Aujourd'hui, les indicateurs sont au vert. Donc, il y a des études de l'IEOM et de l'ISPF qui disent « *le climat des affaires est au beau fixe* » ; les mêmes études disent que « *les consommateurs ont confiance* », d'accord ? On vous dit ensuite que la commande publique est présente, d'accord ? Pour l'année prochaine, on prévoit d'investir 30 milliards de plus, le niveau usuel de chaque année, et qu'il y aura un report de crédits de paiement de 30 milliards. Donc, si tu fais 30 + 30, ça fait 60 milliards. Donc pour l'année prochaine, on a 60 milliards de commande publique de prévu. Ensuite, on vous dit que, de notre côté, il n'y a pas de problème de commande publique puisqu'il y a beaucoup d'appels d'offre qui sont infructueux. Par ailleurs, il y a beaucoup d'entreprises qui n'arrivent pas à finir les travaux en temps et en heure, parce qu'ils ont trop de travail. O.K ? Et je voudrais dire aussi qu'au 30 septembre, on avait liquidé 1 milliard de plus par rapport à l'année dernière. Donc, je ne vois pas comment on peut ne rien voir alors que les indicateurs sont là.

Moi, j'ai l'impression qu'il y en a qui ne sont pas contents que la confiance soit là et qu'ils cultivent la méfiance. Moi, je dis qu'on ne pourra pas construire avec la méfiance, il n'y a aucun pessimiste qui pourra construire notre pays. Moi, je suis content parce que je crois en ces hommes et ces femmes de ce pays et je suis sûr qu'on peut construire ensemble. Donc, on va construire ensemble dès l'année prochaine.

Pour revenir sur les 9 milliards de pouvoir d'achat rendu à la population, vous nous demandez comment on va compenser cela. On a annoncé déjà qu'on comptait sur la croissance économique et que ce n'était pas des taxes qui allaient résoudre la situation de la PSG. La PSG existe depuis 1995, ça va faire 29 ans. Pendant 29 ans. Pendant un an et demi, il y a eu la taxe de la CPS. Avant, on faisait comment ?... Il n'y avait pas la taxe de la CPS avant. Il n'y avait pas la taxe de la CPS. Cette taxe a été mise à un moment donné, à mon sens, pour financer des mesures électorales : on a augmenté les allocations familiales, ça nous a fait + 4 milliards F CFP ; on a diminué les cotisations patronales, ça nous a fait - 5 milliards F CFP. Donc le tout, ça fait 9 milliards F CFP. Voilà. Et donc cette taxe, il était prévu aussi, et puis Édouard l'a rappelé la fois dernière, qu'il allait l'enlever l'année prochaine, en avril, dans six mois. Donc nous, on l'a enlevée plus tôt. Pendant la commission des finances, je t'ai demandé : « Mais, qu'est-ce que vous avez prévu ? » Et puis là, tu me dis : « Et bien non, rien. Nous, ce n'est pas à nous de prévoir, on n'est plus au pouvoir. » Donc, vous n'aviez pas de solution pour supprimer cette taxe. Ça, c'est la vérité. Donc nous, on est là pour dire que c'est la croissance qui va venir en fait, avec l'augmentation des recettes fiscales, permettre de financer, on va dire, la protection sociale généralisée.

Et on a aussi annoncé qu'il faudrait enfin entamer sérieusement cette réforme de la protection sociale qui n'a pas eu lieu depuis 20 ans. Vous étiez en train de vous enorgueillir de votre bilan positif comme quoi les résultats étaient positifs. Mais, il ne faut pas oublier que vous avez reconnu en recettes de fonctionnement des milliards provenant du PGE. Donc, si mes résultats étaient positifs, c'est aussi parce que vous n'avez pas suivi la règle d'or : vous avez fait un emprunt pour l'utiliser dans les recettes de fonctionnement. Alors moi aussi, si j'emprunte 35 milliards et que je les utilise en recettes de fonctionnement, ça me ferait plus de résultat.

Il ne faut pas oublier que la situation, on l'hérite. Je veux dire, toute cette situation n'est pas née le 15 mai. Donc nous, nous sommes là, je suis content d'être avec des ministres qui sont motivés, qui sont courageux, qui sont déterminés, qui ne baissent pas les bras et qui disent : « Bien oui, tous les jours y a quelque chose sur le tapis, mais on va quand même y aller. »

Il y avait aussi une question sur l'endettement. Donc nous, on a décidé de désendetter parce qu'effectivement on trouve que l'endettement est trop important. L'endettement a doublé en deux ans. Toi, tu viens et tu dis : « Bah oui, mais il y a un indicateur qui nous dit que quatre ans c'est bon. » Oui, mais il faut aussi avoir du bon sens, en fait. Donc, ça veut dire que, si on double la dette et qu'on a 300 milliards, l'indicateur est à 8 et en-dessous de 10 et nous sommes toujours bons. Il ne faut pas en fait rester dans la politique de l'autruche. Il faut se garder, en fait, des moyens de pouvoir rebondir plus tard. Et nous pensons qu'il est sain de désendetter le Pays aujourd'hui et de faire des efforts aussi de maîtrise de dépenses publiques.

Concernant la fiscalité et la question de Nuihau qui nous dit qu'on ne comprend pas, on nous dit que ça monte, que ça descend... Nous, on a annoncé qu'on ne voulait pas créer davantage de pression fiscale, d'accord ? On a supprimé la taxe de CPS qui pèse 9 milliards. C'est une taxe indirecte, qui touche tout le monde. Et on avait dit qu'on chercherait, s'il le faut, une taxation accessoire sur les hauts revenus. Aujourd'hui, on vous annonce qu'il y aura une taxe sur l'immobilier bâti au-delà de 50 millions. Cette taxe va nous rapporter à peu près 1,5 milliard. Donc, quand je rends 9 et que je récupère 1,5, au final ça fait toujours 7,5 milliards de prix en moins, de restitué. Donc, il n'y a pas de pression fiscale. Par ailleurs, on a simplifié le régime des TPE. Le fait de simplifier le régime des TPE engendre une moins-value fiscale de l'ordre de 500 millions à 1 milliard F CFP. C'est ce qu'on a évalué. Maintenant, voilà, on vient simplifier, on vient soutenir les entreprises.

Pour revenir sur les éléments, tu dis, Tepuaurui, que tu vois qu'on ne fait rien pour le pouvoir d'achat. Et bien, on a rendu 9 milliards, on a supprimé cette taxe. Cette taxe, en fait, n'aura pas d'effet de sur-inflation. On sait bien qu'elle a eu un effet sur l'inflation aujourd'hui. Il faut être honnête, elle a eu un effet sur l'inflation, elle a généré de la sur-inflation. Le taux d'inflation aujourd'hui est de 0,2 %. Le fait qu'on retire cette taxe de 1 %, et bien on est sûr que, dans les mois à venir, ça ne va pas peser sur l'augmentation des prix.

On a aussi maintenu le prix de l'électricité, parce qu'il était convenu avec le gouvernement passé que le prix augmente déjà en juillet et qu'il monte encore en janvier. On a baissé les prix à la pompe, on a favorisé la concurrence, notamment dans le domaine aérien. Donc, tout le monde aujourd'hui qui pourrait prendre l'avion est content de payer moins cher son billet d'avion. Avant, on disait que c'était impossible, que c'était le prix et ça c'était 30 000 F CFP. Aujourd'hui tu voyages, tu payes 15 000 francs, donc tout le monde est content. Donc, on a aussi annoncé qu'on allait soutenir et favoriser la concurrence, que nous allions venir, en fait, réformer la réglementation pour soutenir davantage les consommateurs. Nous sommes intervenus dernièrement sur le solde bancaire insaisissable. Le solde bancaire insaisissable c'est un niveau, on va dire un budget minimum vital que l'on permet d'avoir sur son compte bancaire : il est fixé à 85 000. Avant, ça concernait que les créances privées, c'est-à-dire s'il y avait une créance privée à 100 000 francs, donc on pouvait prendre sur ces 100 000 francs que 15 000 francs et les 85 000 étaient préservés. Seulement avant, ça ne s'appliquait pas aux créances publiques, et nous sommes venus récemment rectifier ça et donc ça s'applique aussi aux créances publiques. Avant, quand il y avait une créance publique de l'ordre de 100 000 francs, on prenait tout : tes allocations familiales, ton *minimum vieillesse*, tes allocations « handicapé », tous tes revenus de remplacement. Aujourd'hui, nous sommes venus protéger la population. C'est ça aussi soutenir la population, venir en solidarité et protéger les plus petits.

J'ai dû parler aussi de la modernisation de la réglementation de la protection du consommateur. Donc, il y a une loi qui va passer au CÉSEC d'ici la fin de l'année. On est venu soutenir aussi le développement des entreprises. Ces entreprises qui vont pouvoir en fait grandir, et embaucher aussi, parce que c'est la croissance économique qui va permettre qu'on embauche, qui va pouvoir créer de l'emploi. Ce ne sont pas les taxes complémentaires.

Tout ça pour vous dire quand même qu'il y a bien des choses qui ont été faites et ces choses ont été faites en peu de temps Parce que ces choses n'étaient pas faites avant. Elles n'étaient pas faites avant. Donc, je pense qu'il ne faut quand même pas hésiter à ouvrir les yeux et voir ce qui a été fait de positif. Je pense qu'il ne faut pas se focaliser sur le point noir sur la feuille blanche. Il faut regarder aussi autour, pas que le point noir.

Donc, en tous les cas, je tiens à soutenir et à remercier l'ensemble des ministres qui sont là et qui tous les jours se lèvent, qui sont motivés, qui disent : « Oui, on hérite mais bon, ce n'est pas grave. Nous, on est là pour notre population et on veut construire ». (*Applaudissements sur les bancs du groupe Tavini huiraatira et du gouvernement.*)

Merci bien.

Le président : Voilà. Avec cette intervention, on clôt le débat relatif au ROB. Si personne ne veut intervenir, on va passer au rapport suivant.

Je remercie d'abord le gouvernement pour ses réponses et bien entendu les intervenants qui se sont échelonnés le long de l'examen du ROB.

Monsieur Temaru.

M. Oscar, Manutahi Temaru : *Je voudrais vraiment vous remercier pour nos échanges, qu'il s'agisse de la première intervention et ce jusqu'à la dernière, et vous dire — retenez bien ce que je vais dire — qu'il s'agit là du tout premier gouvernement du Tavini huiiraatira. En l'an 2004, ce n'était pas le Tavini huiiraatira. On nous a demandé de former une majorité avec des groupes de personnes qui ne partageaient pas le même état d'esprit. Un vieux sage de Papara disait : « Lorsque je vous regarde, vous êtes semblables à une pirogue de six places : cinq (ndt, rameurs) rament vers Moorea, et le barreur, lui, met le cap sur Tetiaroa ! » C'est le cadre dans lequel on a vécu.*

On a de grandes attentes vis-à-vis de ce tout nouveau gouvernement qu'est le nôtre. J'ai bien écouté toutes les interventions, de la première à la dernière.

Nelson Mandela disait que « l'éducation est l'arme la plus puissante que l'on peut utiliser pour changer le monde ». Education is the most powerful means to change the world. » C'est grâce à l'éducation et ce, dans l'ensemble des domaines de notre vie. D'ailleurs, nous sommes tous, vous de votre côté, et nous du nôtre, les premiers « enseignants ».

Je vais vous donner un exemple concret. Par rapport au souci (ndt, de santé) qu'a rencontré notre président Édouard Fritch, quelle leçon pouvons-nous en tirer pour notre population ? Première question : quelles dépenses ont été faites pour l'évasaner vers la France afin d'y effectuer ses soins ? Je suis certain que cette pathologie ne guérira jamais et reviendra. Il faudra alors prendre des médicaments à vie.

Je l'avais contacté — je pense même avoir été le premier à l'appeler — pour lui parler de ce que les médecins allaient lui faire : on appelle cela la « pneumonectomie ». La pneumonectomie consiste en une ablation de son poumon, oui, pour retirer la pathologie logée dans son corps.

Il y a un moyen plus « naturel », ce que l'on appelle l'autophagie. L'autophagie consiste à jeuner durant trois jours et cela fera complètement disparaître la pathologie. Le mécanisme interne va entrer en action une nouvelle fois... On dit que le corps humain possède deux cerveaux : l'un dans le ventre, et l'autre ici. Le microbiote. Quand son action est en adéquation avec la vie que l'on mène, c'est encore plus simple. De plus, l'on ne perd pas d'argent. Combien de millions ? Voilà. On le sait tous. Combien sont évasanés, chaque semaine en France, accompagnés par les médecins ? Allez, et ça continue, et ça continue...

L'ensemble des pathologies recensées dans notre pays représente 40 milliards de dépenses, 40 milliards ! Alors qu'elles ne guérissent pas ! Qu'est ce qui manque ? En français, on appelle cela la prévention, mais moi j'appelle cela l'éducation ! L'éducation, l'instruction, l'éducation sur la vie que l'on mène. Quelle est l'origine de ces pathologies ? J'avais posé la question à l'Organisation mondiale de la santé via la délégation menée par un médecin Allemand qui était venue nous rencontrer à Faa'a. Je leur avais dit qu'autrefois, il n'y avait ni pharmacie ni médecin dans ce district. Il n'y avait que nos mamans, oui, qui faisaient office de sage-femme, et quelques remèdes à base de plantes de notre terre qui faisaient office de médicament. Aujourd'hui, il y a cinq pharmacies, et je ne connais pas le nombre de médecins et spécialistes. Avec votre regard extérieur, vous diriez que c'est super et que c'est exactement ce qu'il fallait.

Mais, qu'en est-il de la situation que nous vivons actuellement ? Ce peuple a été victime de maladies que l'on nomme de « nouvelles maladies de civilisation », alors que pour moi, ce sont les nouvelles maladies de la colonisation ! Le changement, l'acculturation qu'a subi ce peuple en une période très courte, vraiment très courte, on n'y a pas prêté attention ! Seul le commerce, etc. ont compté ! Où est passé l'éducation ? L'éducation l'éducation !

Lorsque l'on examine le budget du pays, il n'y a pas grand-chose destinée aux familles ! Il n'est pas si différent. Oui. Si l'on peut mener une réflexion sur les projets que l'on souhaite, il faudra prévoir des mesures à long terme. Cela ne devrait pas poser de problème.

En 2004, il y avait une forte volonté de changement ! Le peuple appelait au « changement, changement, changement », mais il n'a pas eu lieu. Je souhaite que durant ces 5 années devant nous, ce changement puisse avoir lieu. Oui. Nous ne resterons pas ici 5 cinq ans mais 50 ans si l'on réussit notre combat.

C'est tout ce que je voulais partager et dire : courage jeunes femmes et jeunes hommes. Courage dans ce que vous êtes en train d'entreprendre. Nous avons la confiance du peuple entre nos mains. Éducation ! Éducation ! Éducation ! C'est ce qui manque dans l'ensemble des domaines !

(Applaudissements dans la salle)

Le président : *Merci bien.* Le débat sur le rapport d'orientation budgétaire est clos.

RAPPORT N° 92-2023 RELATIF À UN PROJET DE LOI DU PAYS PORTANT DISPOSITIONS DIVERSES EN MATIÈRE DE PROMOTION INTERNE

Présenté par M. Tematai Le Gayic et M^{me} Elise Vanaa – M. Cliff Loussan

RAPPORT N° 93-2023 RELATIF À UN PROJET DE LOI DU PAYS PORTANT DISPOSITIONS DIVERSES EN MATIÈRE DE RESSOURCES HUMAINES AU SEIN DE LA FONCTION PUBLIQUE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Présenté par M^{me} Frangelica Bourgeois-Tarahu et M^{me} Elise Vanaa – M. Cliff Loussan

RAPPORT N° 94-2023 RELATIF À UN PROJET DE DELIBÉRATION PORTANT OBJECTIVATION ET DÉPOLITISATION DES RECRUTEMENTS EN CATÉGORIE D DANS LA FONCTION PUBLIQUE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Présenté par M. Cliff Loussan

Procédure d'examen simplifiée

Le président : Je vous invite à poursuivre par les trois rapports groupés suivants. Néanmoins, permettez-moi de vous rappeler que la conférence des présidents a décidé de grouper ces 3 rapports. Il s'agit des rapports n°s 92, 93 et 94 et, par ailleurs, d'appliquer la procédure d'examen simplifiée concernant ces 3 rapports.

Dans cette procédure simplifiée, les articles ne seront pas lus ni débattus. Seuls les articles faisant l'objet d'amendement seront toutefois discutés et, lorsque le texte soumis à la procédure d'examen simplifiée ne fait l'objet d'aucun amendement, je mettrai aux voix l'ensemble de la délibération et du projet de loi du pays.

Très rapidement, je demanderai à Mesdames ou Messieurs les rapporteurs des dossiers concernés : est-ce que vous souhaitez faire une présentation de vos rapports ?

M. Cliff Loussan : Merci, Monsieur le président.

Je renouvèle donc à tous mes salutations.

Les présents projets de texte s'inscrivent dans la mise en œuvre de la stratégie de modernisation de l'administration du notre Pays et concourent au renforcement de la performance globale de cette dernière.

S'agissant du projet du loi du pays portant dispositions diverses en matière de promotion interne, celui-ci a pour finalité d'objectiver les modalités de promotion interne au sein de l'administration. L'idée est d'instaurer la transparence, de l'équité à l'accès aux cadres d'emplois supérieurs et une montée en compétences des agents.

Pour rappel, il existe actuellement trois voies de promotion interne : le concours, l'examen professionnel et l'inscription au choix sur avis de la commission administrative paritaire (CAP). Cette promotion permet à un agent de passer d'un cadre d'emplois à un autre qui est supérieur.

Il est prévu de modifier l'article 57 du statut général de la fonction publique, afin que l'inscription au choix soit désormais supprimée. Cette évolution passe par la redéfinition de l'examen professionnel.

Effectivement, celui-ci s'entend désormais comme une évaluation de la carrière de l'agent, par la CAP, du cadre d'emplois d'accueil se déroulant en 2 étapes. La première est une phase d'admissibilité qui consiste à passer en revue la carrière de l'agent, en fonction d'une grille d'évaluation, et la seconde phase, dite « d'admission », verra le candidat retenu soumis à un entretien individuel, pouvant se dérouler en langue polynésienne, devant la CAP.

Une fois passée cette étape, la CAP propose la liste des agents susceptibles d'être promus à l'autorité compétente, pour prononcer leur promotion interne.

S'agissant maintenant du projet de loi du pays portant dispositions diverses en matière de ressources humaines au sein de la fonction publique de la Polynésie française. Il vient, quant à lui, modifier les dispositions du statut général de la fonction publique relatives au reclassement et à la disponibilité d'office pour raison de santé des fonctionnaires.

Concernant la disponibilité d'office pour raison de santé, celle-ci pourra être prononcée à l'expiration des congés de maladie, de longue maladie et de longue durée. Il s'agit ici d'une mise en cohérence.

Concernant le reclassement pour inaptitude, il faut rappeler que celui-ci n'a jamais été mis en œuvre depuis 1995. Or, ce vide juridique doit être comblé, notamment afin de répondre aux attentes des services et des agents. À noter que cette réforme s'inspire du droit du travail, tout en s'adaptant aux particularités de la fonction publique.

De ce fait, plusieurs adaptations sont proposées :

- des précisions sont apportées au degré d'inaptitude permettant un reclassement ainsi, lorsqu'un agent est reconnu définitivement inapte, mais qu'il est encore en capacité de travailler dans d'autres fonctions, il pourra être reclassé ;
- le reclassement ne se fera désormais que vers un cadre d'emplois de catégorie équivalente ou inférieure, par la voie du détachement, ce qui supprime donc l'accès à des emplois de cadres d'emplois supérieurs, équivalents ou inférieurs, par la voie de promotion interne ;
- il est introduit une dérogation permettant à l'administration d'engager la procédure de reclassement en l'absence de demande du fonctionnaire reconnu inapte ;
- et enfin, il est également ajouté une disposition permettant à l'administration d'opérer un licenciement pour inaptitude, après avis de la CAP compétente. En conséquence, sont également prévues des modifications de coordination.

S'agissant du projet de délibération portant objectivation et dépolitisation des recrutements en catégorie D dans la fonction publique de la Polynésie française, celui-ci a pour but de mettre fin au recrutement discrétionnaire sur simple inscription sur liste d'aptitude.

Pour rappel, le principe général d'accès à la fonction publique du Pays est la voie du concours. Toutefois, concernant les catégories D, ce recrutement peut également se réaliser sur une liste d'aptitude. Cette catégorie concerne les cadres d'emplois des agents de bureau, des aides techniques et des aides médico-techniques.

Depuis 1995, aucun concours de recrutement n'a été organisé pour ces trois cadres d'emplois. Ainsi, le recrutement par liste d'aptitude a longtemps été privilégié, entraînant des recrutements importants au sein de l'administration polynésienne. Nous notons une augmentation de 212 % de ces recrutements en 2022, par rapport à l'année 2018.

Afin d'objectiver dorénavant le recrutement de ces agents et de permettre un égal accès à l'emploi public, le présent projet de texte définit que l'unique modalité de sélection se fera sur dossier de candidature, suivie d'un entretien individuel ou d'une mise en situation professionnelle devant un jury.

Désormais, chaque candidat devra présenter un dossier de candidature comprenant : un CV indiquant le niveau d'études, le contenu et la durée des formations suivies, la nature et la durée des emplois éventuellement occupés, ainsi qu'une lettre de motivation.

La seconde étape se focalisera sur l'opérationnalité des candidats et sur la nature des missions qui leurs seront dévolues. Le choix de l'épreuve sera défini, en amont, selon les profils et les besoins recherchés. Ainsi, une mise en situation professionnelle sera décidée lorsque le jury souhaitera vérifier l'aptitude du candidat à occuper le poste.

Ici, l'objectif recherché est désormais de valoriser le recrutement au mérite des agents de catégorie D, en ne tenant compte que de leur aptitude, de leur qualité et de leur valeur professionnelle.

Enfin, nous retiendrons que dorénavant, les personnes sans diplôme seront favorisées par les critères de sélection et que la transparence et l'équité seront garanties dans les futurs recrutements.

Examinés en commission le 13 octobre 2023, les trois projets de texte — que je viens de vous présenter — ont recueilli un vote favorable unanime des membres de la commission. En conséquence, la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique propose à l'assemblée de la Polynésie française d'adopter les trois projets de texte ci-joints. *Merci.*

Le président : Merci.

Pour la discussion générale, la conférence des présidents a prévu un temps de parole de 60 minutes réparti comme suit : Tavini huiraatira, 36 ; Tapura huiraatira, 15, et les non-inscrits, 9 minutes.

J'invite l'intervenant du Tavini huiraatira à prendre la parole.

M. Cliff Loussan : Nous sommes réunis aujourd'hui afin d'adopter la loi du pays qui revoit les modalités de promotion interne des fonctionnaires du Pays, en modifiant l'article 57 du Statut général de la fonction publique de la Polynésie. Ce texte a déjà recueilli un avis favorable lors des travaux de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique, dont je suis membre.

Mes chers collègues, avant de débiter mon intervention, je souhaite apporter une petite précision s'agissant de cet article 57. Il définit les règles de la promotion interne pour nos agents du Pays et n'a pas fait l'objet de révisions depuis 2003. Je suis ravi de constater l'engagement pris par notre gouvernement, en faveur de la redynamisation de la gestion prévisionnelle des emplois effectifs et des compétences (GPEEC) de notre administration. En effet, la modification proposée est véritablement innovante car elle se démarque des réglementations en vigueur dans les autres fonctions publiques, qu'elles soient territoriale, hospitalière ou État.

Elle s'inscrit dans une stratégie de modernisation et de simplification de l'administration, évoquée notamment lors de l'édition de la Conférence sur le service public, le 7 mars dernier, avec pour thème principal « Transformer l'action publique : une mission collective ». Ce projet de loi répond également à une demande forte des syndicats, démontrant ainsi que notre gouvernement est à l'écoute des représentants du personnel de l'administration.

Savez-vous, qu'actuellement, la fonction publique est organisée en 5 filières, 43 cadres d'emplois et une hiérarchisation des compétences en 4 catégories ?

Son importance au sein du Pays n'est pas négligeable — comme en témoigne le rapport d'orientation budgétaire dont nous venons de prendre connaissance. On relève qu'au 31 décembre de l'année 2022, notre administration comptait 8129 agents, répartis en 51 services administratifs, 13 établissements publics administratifs et 1 autorité administrative indépendante, pour un coût financier d'environ 48 milliards de francs CFP.

Cette réforme envisagée par la loi du pays prévoit que tout fonctionnaire du Pays désirant évoluer dans sa carrière pourra désormais le faire, par le biais d'un examen professionnel ou par voie de concours interne.

Néanmoins, je tenais à préciser, chers collègues représentants, que ce texte vient recentrer le rôle de l'un des organismes consultatifs de la fonction publique du territoire de la Polynésie, la Commission administrative paritaire (CAP), en le plaçant au centre du processus de sélection des agents lors de l'examen professionnel, éliminant ainsi la possibilité d'inscription sur la liste d'aptitude au choix. De plus, la CAP saura garantir l'examen des candidatures avec impartialité, objectivité et neutralité.

Indiscutablement, l'actuelle utilisation de la liste d'aptitude au choix favorise des promotions arbitraires et discrétionnaires, au détriment de la reconnaissance du mérite, de la compétence et de l'expérience. Donc, pour mettre fin à ces pratiques inéquitables et exiger une administration basée sur la performance et l'équité, il est impératif que nous, représentants du peuple, adoptions favorablement ce texte.

En ce qui concerne le déroulement de l'examen professionnel, l'évolution des modalités vise à accroître l'efficacité du processus de promotion interne au sein de la fonction publique territoriale. Cette évolution va privilégier une évaluation approfondie de la carrière des agents du Pays, désireux d'accéder à un niveau d'emploi supérieur.

Cette évaluation sera confiée aux commissions administratives paritaires établies pour chaque cadre d'emploi existant. Conformément à leur dénomination, ces commissions sont composées d'un nombre égal de représentants de l'administration et des représentants du personnel, ce qui renforce leur rôle dans le développement des compétences de nos agents.

Selon le dernier arrêté n° 418/PR du 26 juin 2020 portant nomination des représentants de l'administration, titulaires et suppléants, au sein des commissions administratives paritaires de la fonction publique de la Polynésie française, il y avait précisément 29 CAP compétentes pour chaque cadre d'emplois, répartis dans les 5 filières suivantes : la filière éducative, la filière de la santé et de la recherche, la filière socio-éducative, la filière technique et la filière administrative et financière.

Avec le nouveau dispositif, une étape d'admissibilité sera mise en place, permettant à la commission d'examiner en détail le parcours de chaque candidat, en se basant sur une grille d'évaluation. Chaque candidat se verra attribuer une note, avec un maximum de 100 points. Cependant, pour progresser à l'étape suivante, le candidat devra obtenir un minimum de 75 points. Cette étape suivante consistera en un entretien de 20 minutes avec les membres de la CAP. Une fois ces entretiens terminés, la liste des candidats retenus pour la promotion interne des agents sera transmise à l'autorité compétente.

Afin d'apporter un soutien aux agents du Pays des catégories D, désireux d'évoluer vers la catégorie C, il est suggéré que, de la même manière que pour le recrutement des catégories D, les entretiens d'évaluation se concentrent sur une mise en situation professionnelle.

Effectivement, cette approche démontrerait l'engagement réel de l'administration envers la valorisation des compétences des candidats, leur permettant ainsi de mettre en avant leurs aptitudes de manière fluide et efficace.

Le choix de ces nouveaux critères résulte d'une réflexion approfondie menée par le ministère. Ces critères reposent désormais uniquement sur des bases professionnelles objectives qui s'appliquent de manière égale à tous les candidats, éliminant ainsi toute influence politique ou syndicale.

Par ailleurs, je tiens à saluer l'engagement manifeste des équipes du ministère en faveur de la promotion de la transparence sur le processus de recrutement. Ces critères de sélection seront progressivement communiqués aux candidats par l'administration, au moyen d'un plan triennal de promotion.

Mes chers collègues, je ne souhaite pas prolonger davantage mon intervention, car l'essentiel a déjà été abordé. Toutefois, il est crucial de souligner que, bien que cette réforme cible explicitement la modification de 5 statuts particuliers de cadres d'emplois, son impact sera bien plus étendu, car ces ajustements amélioreront profondément les modalités de promotion interne pour l'ensemble de ces cadres d'emplois ; de nombreux statuts particuliers font référence à l'article 57 du statut général de la fonction publique du Pays.

Je tiens à souligner les nombreux avantages que ce texte offre, à la fois pour l'administration et nos agents : il s'agit d'une démarche visant à optimiser les ressources publiques, en réduisant les coûts associés à la formation et au recrutement externe. Cette approche favorise également la capitalisation des compétences déjà acquises au sein de notre administration, car les agents promus détiennent déjà une solide connaissance des politiques publiques. Cela renforce ainsi leur profil et augmente leur productivité.

Je finirai mon propos en disant que ces valeurs sont celles auxquelles notre peuple s'attend, auxquelles nous sommes attachés et elles constituent le socle essentiel de notre engagement politique. Je vous remercie.

(Applaudissements dans la salle.)

Le président : Merci. On fait le tourniquet et après on revient sur le Tavini. Donc, j'invite maintenant le groupe Tapura huiiraatira à prendre la parole.

M. Simplicio Lissant : *Monsieur le président de l'assemblée, Madame la vice-présidente ainsi qu'au dernier ministre encore présent, bonsoir. Chers élus et membres de l'assemblée, ainsi qu'à la population qui nous suit, à toutes et à tous, bonsoir.*

Dans la poursuite des travaux menés jusqu'ici sous la présidence d'Édouard Fritch, la performance de notre administration et l'épanouissement de ses agents au travail sont au cœur de nos préoccupations. Ce n'est qu'à ce prix, en effet, et nous l'espérons de tout cœur, que notre population pourra prétendre à un service public de qualité et bienveillant envers tous.

Le premier texte qui nous est soumis vient modifier le processus de promotion interne, dans un souci bien compris de montée en compétences, et d'offrir davantage de visibilité aux fonctionnaires dans leur plan de carrière.

Les changements opérés sont particulièrement visibles à l'article 57 où, parmi les trois moyens offerts jusqu'ici pour prendre du galon — si je puis le dire ainsi —, il est fait désormais la part belle à l'examen professionnel, sous forme d'une évaluation reposant sur divers critères tels que la carrière, les formations et diplômes ou encore la valeur professionnelle de l'intéressé.

Mais, si la voie du concours interne demeure sur le papier, en revanche, vous faites le choix de supprimer la liste d'aptitude qui, jusqu'à présent, était établie après avis de la commission paritaire compétente. Vous justifiez ce « texte innovant » par un « besoin de transparence et de mise en concurrence » ... Est-ce à dire que ce n'était pas le cas avant votre arrivée aux affaires ?

Par ailleurs, comme nous l'avons exprimé en commission législative, il s'agira, dans le cadre des nouvelles dispositions, qu'une attention particulière soit portée aux conditions dans lesquelles se déroulera l'entretien individuel.

En effet, lorsqu'on connaît les difficultés que certains agents — notamment ceux de catégorie D — peuvent éprouver à l'oral, et à plus forte raison devant un jury de plusieurs personnes, la possibilité de répondre aux questions en français ou en *langue tahitienne* devrait s'imposer naturellement. Fervents défenseurs de nos langues polynésiennes, je ne doute pas un seul instant que ce détail vous aura échappé !

Sur le second projet de loi du pays, il va de soi que gérer au quotidien les 6086 agents permanents et non-permanents, que comptait notre administration au 31 décembre 2022, n'est pas une mince affaire !

Compte tenu du poids financier qui en résulte pour le budget de la collectivité, à hauteur d'un peu plus de 32 milliards de francs CFP par an, il convient en effet que chacun soit bien à son poste de travail, pour les missions qui lui incombent et avec les résultats que nous sommes en droit d'attendre.

Raison pour laquelle, dans cet exercice subtile et non moins complexe qu'est la gestion des ressources humaines, le gouvernement nous propose d'amender plusieurs articles de la délibération n° 95-215, en ce qu'il touche principalement à la disponibilité et au reclassement des fonctionnaires.

Dans le cas, tout d'abord, d'un placement en disponibilité tel que prévu à l'article 72, il s'agit plus d'une amélioration d'ordre rédactionnelle car, sur le fond, celui-ci peut toujours intervenir à l'expiration d'un accident de santé, à savoir : la maladie, la longue maladie ou de longue durée.

Pour ce qui est ensuite du reclassement d'un fonctionnaire, l'article 82 de la délibération n° 95-215 fait l'objet, cette fois-ci, de plusieurs ajouts et/ou retraites visant à combler un vide juridique, dans l'hypothèse où une personne est déclarée inapte à l'exercice de ses missions.

Autre nouveauté tendant à éviter tout blocage, l'administration aura désormais la faculté d'engager cette procédure de reclassement, sans même que l'intéressé ne la demande. Et à l'extrême, en cas de désaccords persistants avec le fonctionnaire, un licenciement pourra même être envisagé.

Cette possibilité de licenciement pour inaptitude est par ailleurs introduite à l'article 48, qui détermine les questions sur lesquelles les commissions administratives paritaires sont amenées à débattre.

Aussi brutales que puissent être perçues ces nouvelles dispositions pour une meilleure gestion des ressources humaines de l'administration polynésienne, elles sont censées répondre au besoin d'organisation et d'efficacité opérationnelle des services, ce qui constitue l'essentiel pour les législateurs que nous sommes.

Enfin, la dépolitisation du recrutement des agents de catégorie D dans la fonction publique polynésienne est — nous le savons tous — un sujet qui vous est chère. Ce thème a d'ailleurs été largement distillé durant la dernière campagne électorale, lors de vos meetings, jusque sur les plateaux télévisés.

À vous entendre, vos prédécesseurs auraient abusé de leur position dominante pour du favoritisme à l'embauche et seule votre majorité serait animée de pratiques transparentes et vertueuses. Nous verrons bien à l'usage...car n'oubliez jamais que ce pays est tout petit, tout le monde se connaît, avec plus ou moins de liens de parenté, d'où la difficulté de prendre des décisions objectives et complètement dénuées d'intérêt.

Le rapport de présentation du texte s'inscrit dans le même esprit revanchard, avec pour finalité de grossir le trait sur de supposées pratiques anciennes. La preuve par l'analyse des chiffres. Ainsi, en page 2 sur 3, il est écrit et je cite : « *En 2022, les recrutements augmentent de 212 % par rapport à 2018* ». 212%... ! Ça fait réfléchir ! Ça fait peur ! Mais en réalité, nous sommes passés de 24 agents de catégorie D embauchés en 2018 à 75 ; cinq ans plus tard. Y a-t-il vraiment scandale en la matière ? Chacun appréciera !

Quoiqu'il en soit, pour cette catégorie de fonctionnaires qui ne disposent d'aucun diplôme et qui sont cantonnés à des tâches de simples exécutants, vous préconisez désormais une seule voie d'accès à la fonction publique territoriale, celle d'une sélection sur dossier de candidature, suivie d'un entretien individuel ou d'une mise en situation professionnelle devant un jury. Sauf que toutes ces modalités seront contenues dans un arrêté pris en Conseil des ministres, échappant ainsi au pouvoir de contrôle dévolu à notre assemblée.

Par ailleurs, en matière d'égalité et d'équité de traitement, un autre problème persiste : c'est la possibilité pour des personnes diplômées (Bac+2 ou +3) d'accéder à ces cadres d'emploi, pour commencer leur carrière, avant de pouvoir ensuite gravir les échelons par voie de concours interne. Aussi, nous prenons acte des engagements pris en commission législative, pour qu'au moment de la sélection des candidats, une évaluation plus fine puisse être opérée entre les différents profils.

Enfin, cinq jours après la tenue de la commission, quelle n'a pas été notre surprise d'apprendre, à la lecture du Conseil des ministres du 18 octobre, l'instauration d'un « *dispositif exceptionnel et temporaire* » pour ces mêmes agents de catégorie D, et ce dans l'attente que le nouveau texte puisse entrer en vigueur. Pour justifier cette voie dérogatoire, vous vous réfugiez derrière des nécessités de services. Finalement, vous n'étiez pas si pressés de changer les règles du jeu !

Merci de votre attention et une bonne soirée à toutes et à tous.

Le président : *Merci bien.*

On poursuit avec les non-inscrits.

M. Nuihau Laurey : Merci, Monsieur le président.

Je ferai une courte intervention, je ne vais pas rappeler tout ce qui a déjà été exposé par le rapporteur. On a eu de longs échanges durant la commission avec les techniciens du ministère ; nous soutenons ces trois textes, puisqu'ils participent à une modernisation du dispositif de gestion de la fonction publique, concernant la promotion interne bien sûr, mais aussi je pense que c'est la mesure la plus emblématique, concernant la suppression de l'entrée dans la fonction publique par la liste d'aptitude. Comme je l'ai indiqué en commission, c'est quand même un dispositif qui,

de mon point de vue, constitue une survivance du passé, qui est complètement contraire aux règles d'admission dans la fonction publique et qui a servi de réceptacle à beaucoup de placement politique — pour dire les choses comme elles sont. Donc là, le gouvernement propose d'objectiver cette entrée dans la fonction publique, avec un cadre qui est celui qu'on connaît : l'examen, le concours. Et donc, ce sont pour nous des évolutions qui sont tout à fait souhaitables. Nous voterons en faveur de ces trois textes.

Le président : Merci. Le deuxième intervenant du Tavini.

M. Ruben Teremate : *Bonsoir* Monsieur le président. Madame la vice-présidente, Mesdames les ministres, président *fondateur* et collègues élus, les collaborateurs, la presse, *à toutes et à tous, bonsoir.*

Je viens sur le deuxième texte. Le présent projet de loi du pays qui nous a été transmis aux fins d'examen n'appelle aucune remarque particulière de ma part.

Afin de combler un vide juridique, il nous est proposé une mise à jour des dispositions du statut général de la fonction publique du Pays, par une modification concernant le reclassement et la disponibilité d'office pour raison de santé des fonctionnaires.

C'est un texte simple, cohérent et un dépoussiérage d'une partie du statut général de la fonction publique. Cependant, je me demande pourquoi nous n'examinons ce texte que maintenant !

Je me rappelle que, lorsque l'UPLD était au pouvoir, elle a fait énormément — ce que j'appellerais — de « toilettage législatif ».

En effet, beaucoup de textes n'étaient plus à jour et nécessitaient une remise à niveau par rapport à l'évolution de la société, aux nouvelles lois et autres réglementations... C'est ce que nous avons fait, et c'est ce que nous faisons encore aujourd'hui.

À mon questionnement, la seule réponse qui me vient à l'esprit, c'est que l'ancien gouvernement n'a pas eu le temps de se pencher sur ces textes... Soit ! Mais comment se fait-il qu'en 10 ans, ce gouvernement n'a pas eu le temps, ou pris le temps pour faire ce toilettage ?

Sommes-nous condamnés, le Tavini, à faire le ménage à chaque fois que nous reprenons les manettes du Pays ?

La seule réalité qui m'interpelle, c'est l'absence récurrente d'une grande partie des élus de l'opposition aux réunions d'information ainsi qu'aux commissions législatives. À part, exceptionnellement, quelques-unes — je dis bien « quelques-unes », parce qu'il y a des courageuses ; on peut compter sur les doigts, 4-6 maximum. Bien sûr, par moment, les collaborateurs sont là.

Pour en revenir à notre projet de loi du pays, il fait partie d'un ensemble de trois textes que nous examinons aujourd'hui. C'est un tout ! Il vient « assainir », et surtout dépolitiser les recrutements en catégorie D dans la fonction publique et les promotions en interne.

Nous savons tous comment se passent les embauches de ces catégories D. Un seul chiffre : + 212 % par rapport à 2018 ! Et cela, c'est juste l'année dernière.

Quant à la promotion en interne, je vous laisse deviner la fin de mon intervention, car vous la connaissez tous...

Merci. Que l'amour règne. (Applaudissements sur certains bancs du groupe Tavini huiiraatira.)

Le président : *Merci.*

Le dernier intervenant du groupe Tavini huiiraatira. Oui, Edwin.

M. Edwin Shiro Abe-Peu : *Pour ce qui est des salutations, cela vous a déjà été adressées depuis ce matin et ce jusqu'à ce soir. Merci à toutes et à tous d'avoir tenu le coup pour notre séance de travail. Même si nos yeux sont en train de clignoter un peu, ils voient et suivent très bien. Merci à toutes et à tous.*

Par lettre du 28 septembre 2023, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de *Mā'ohi Nui* (ndt, *Polynésie française*), le projet de délibération portant objectivation et dépolitisation des recrutements de catégorie D dans la fonction publique de la Polynésie française. Ce dossier a été relevé du caractère d'urgence pour l'inscrire à l'ordre du jour prioritaire des travaux de notre assemblée.

Sous la présidence de ma chère collègue Elise Vanaa, les membres de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique ont rendu un avis favorable sur ce projet de texte, le 13 octobre dernier. Ayant pris part aux travaux, je me permets d'être le porte-parole de notre majorité.

Comme l'a souligné notre rapporteur, le recrutement d'agents de catégorie D représente près de 30 % de l'effectif total des fonctionnaires de la Polynésie, soit 1 276 agents rien qu'en 2022, année record de la mandature précédente ! Cette période de référence illustre de manière historique la hausse exponentielle des recrutements d'agents de catégorie D, de l'ordre de 212 % par rapport à 2018.

« Pour une Polynésie forte et solidaire », à l'heure des élections ? L'expression « ne pas confondre vitesse et précipitation » aura eu raison de cet empressement, en faveur de 37 agents entre janvier et juin 2023. Rien que ça !

Je me suis engagé pour une société plus juste et équitable. Oui ! Je me suis aussi engagé pour une société qui nous ressemble et nous rassemble, c'est là toute la différence, notre différence. Et notre peuple avait besoin de changement, notre peuple a voté pour le changement.

Le Président Brotherson, en s'adressant à notre peuple, il y a quelques mois de cela, disait qu'« *aujourd'hui n'est pas le moment des promesses, mais celui de l'engagement, celui de vous servir et non pas de nous servir.* »

Si certains s'esclaffent, se plaignent, s'impatientent, ou encore cancanent sur une page Facebook au sujet du rythme et de la gestion de notre gouvernement, permettez-moi de vous dire, avec sagesse, que *Mā'ohi Nui* (ndt, la Polynésie française) ne s'est pas fait en un jour ! Quand je reprends les propos d'un représentant de l'opposition qui disait « *que la gestion du pays, ça ne s'improvise pas* », j'ose croire qu'il s'agit là d'encouragements. (*Rires sur certains bancs du gouvernement.*)

« *C'est pour toi, pour nous* », ce n'est pas qu'un slogan de campagne, *ni pour enjoliver nos propos !* Il nous anime, autant qu'il constitue une valeur forte de notre parti depuis sa création, pour « servir le peuple, et non pas se servir ». Si nous nous situons à un tournant de l'histoire politique de notre pays, nous sommes bien évidemment conscients de la responsabilité partagée entre l'exécutif et le législateur, pouvoirs respectivement investis par le gouvernement et notre assemblée. Alors, oui, la gestion d'un pays ne s'improvise pas !

Souvenons-nous des actes forts et significatifs du gouvernement qui ont marqué ces cinq premiers mois de mandature, avec notamment un collectif budgétaire conforme et cohérent à nos engagements envers notre peuple, avec la suppression de la taxe sociale.

Dans son allocution du bilan des 100 jours, le Président Brotherson a annoncé publiquement « *quelque chose d'unique dans l'histoire de la Polynésie : dépolitiser le recrutement des catégories D* ». Aussitôt dit, aussitôt fait ! Promesse électorale traduite en projet de délibération, dont l'intitulé est surprenant, saisissant, n'est-ce pas ? « *Objectivation et dépolitisation des recrutements en catégorie D* ». D'une part, c'est marquer la fin d'usages et de mettre un terme au recrutement discrétionnaire sur simple inscription sur une liste d'aptitude. *Ce temps est révolu !* D'autre part, ce projet de texte traduit aussi l'esprit d'une gouvernance démocratique, qui s'appuiera désormais sur un processus établi, équitable et transparent, avec des conditions de recrutement adaptées. Le recrutement d'agents de catégorie D s'opérera avec transparence et équité, de manière à garantir à tous, l'égal accès à l'emploi public.

Objectiver, c'est aussi harmoniser les modalités de recrutement des fonctionnaires relevant des catégories A, B, C et D.

Objectiver, dans l'esprit de ce texte, c'est s'inscrire dans le pilier « *Fa'atura* – respect de notre peuple », c'est engager notre responsabilité individuelle et collective dans le recrutement des agents de catégorie D. Un recrutement au mérite qui s'appuie sur leurs aptitudes, leurs valeurs et qualités professionnelles, par une sélection sur dossier et la conduite d'entretiens individuels ou de mises en situation professionnelle au-devant d'un jury. Ce jury devra et saura faire respecter les principes d'impartialité, de neutralité, d'objectivité de l'évaluation ; mais aussi de solidarité de la décision du jury, de confidentialité, d'égalité de traitement des candidats et enfin de probité. N'est-ce pas là l'expression d'une gouvernance démocratique ? *Bien sûr.*

Ce texte s'inscrit également dans une politique d'optimisation et de modernisation de notre administration, et s'impose comme une doctrine dans la gestion des deniers publics et de la matière RH : sans gaspillage, efficace et efficiente. *Ça, c'est quelque chose !*

Ce texte s'inscrit aussi dans la mise en œuvre des recommandations de la CTC pour la mission « pouvoirs publics » et la gestion des ressources humaines. Une prise en compte des rapports d'observations définitives de la CTC que je tiens à féliciter de nouveau. Honnêtement, un grand bravo aux services qui œuvrent à la restructuration profonde de l'Administration du Pays, avec une meilleure coordination de nos moyens internes et l'atteinte de nos objectifs grâce à de véritables mesures structurelles.

Ce texte prône donc, et enfin, une administration plus performante et probablement moins budgétivore. Notre action publique reposera désormais sur un vrai projet de société, avec des fondations solides, une architecture viable et un plan d'actions maîtrisé pour sécuriser et garantir son exécution.

Enfin, comme mon collègue le manifestait avec conviction lors de notre précédente séance — je reprendrai ses mots —, « *ces transformations du modèle de management RH, de la vision de la politique RH, ne peuvent être conduites que par des hommes habités de qualités morales et fortes, telles que le courage et la justice.* » Et j'ajouterais à cela « que ces transformations seront conduites aussi par des femmes, oui ! Des femmes fortes, courageuses, justes, rigoureuses et engagées ».

Madame la ministre, je soutiens fortement ce projet de délibération.

À l'heure où il est question de transition énergétique, de transition économique, de transition de notre modèle sociétal, nous sommes également à l'heure de la transition administrative.

Notre *population* peut et retrouvera confiance en son administration, qui s'efforce au quotidien de « placer l'usager au cœur de ses priorités ».

Chers collègues, je terminerai mon intervention sur ces modestes commentaires, et j'aimerais vous inviter à voter favorablement le projet de délibération portant objectivation et dépolitisation des recrutements en catégorie D dans la fonction publique de la Polynésie française.

Merci. Que l'amour règne. (*Applaudissements sur certains bancs du groupe Tavini huiraaatira.*)

Le président : Merci. Il n'y a plus d'intervenant donc la discussion générale est maintenant close.

M^{me} Nicole Sanquer : Si vous me le permettez, Monsieur le président — comme il nous reste un peu de temps —, je souhaiterais compléter l'intervention de Nuihau Laurey.

L'ensemble de ces trois projets de texte s'attache à améliorer la qualité de recrutement et de gestion de carrière de nos agents publics et, par la suite, du fonctionnement de nos services administratifs qui en résulte, en s'appuyant, autant que faire se peut, sur des critères plus objectifs et présentés comme dépolitisés.

Madame la ministre, la lutte contre toutes les formes de favoritisme et de discrimination apparaît amorcée.

S'agissant, par contre, du projet de loi du pays portant dispositions diverses en matière de promotion interne, les modifications apportées redéfinissent les conditions de perspectives d'évolution de carrière de nos agents en favorisant l'accès à des fonctions supérieures, par la réussite à un examen professionnel revu. Désormais, les modalités d'organisation de cet examen sont envisagées sur des critères plus objectifs et relèvent entièrement de la sphère d'attribution des commissions administratives paritaires, désormais placées au cœur du processus.

Chaque CAP sera ainsi amenée à se prononcer sur la promotion de nos fonctionnaires à l'appui d'une grille d'évaluation portant sur leur carrière, les formations et diplômes obtenus, les fonctions et responsabilités exercées, ainsi que leur valeur professionnelle. Les CAP ayant également la charge de proposer la liste des agents, susceptibles d'être promus, à l'autorité compétente, au terme d'un entretien individuel.

Si la voie du concours interne est maintenue en l'état, la promotion au choix prononcée par l'autorité de nomination, après simple avis de la commission administrative paritaire, se voit ainsi supprimer.

Sur le fond, si ces mesures sont présentées à la faveur d'une gestion du personnel plus objectivée et moins emprunte d'opportunités politisées, la neutralité promise dans la gestion et des carrières des agents reste toutefois sujette à une démonstration par la pratique.

En effet, nous rappelons que les 29 commissions administratives paritaires de la fonction publique sont présidées par le ministre en charge de la fonction publique, qui reste une autorité politisée, ainsi que le représentant de l'administration, nommé également sur emploi fonctionnel, soumis à une obligation de loyauté, dont le mandat de quatre ans peut être renouvelé sans limitation.

Madame la ministre, en l'absence de limitation dans le temps et effectif des mandats des représentants titulaires des CAP, il est fort à craindre que l'influence de certains membres sur d'autres prenne le dessus et que l'objectivité décisionnel recherché donne lieu à la promotion de la cooptation.

Aussi, nous vous invitons à limiter le nombre de mandats successif au sein des CAP.

Je vous remercie.

Le président : Merci. Y a-t-il d'autres intervenants ?

M^{me} Tepuaraarii Teriitahi : Merci, Monsieur le président. Je voulais résister mais je n'ai pas pu !... (*Rires dans la salle.*) Je vais quand même faire une intervention sur ce que j'ai pu entendre, très courte.

Lorsque je vous entends, j'ai l'impression que tous ceux qui ont été recrutés en catégorie D, depuis ces dernières années, sont des incompetents et ne méritent pas leur poste. Clairement, si je traduis ce que je viens d'entendre, c'est ça ; et que tous ceux qui ont été recrutés en catégorie D, ces dernières années, ne sont que des recrutements politiques... 100 % !

J'ai juste envie de dire, quand vous dites votre chiffre de 212 % — peut-être que je n'ai pas été regarder les statistiques, certainement que vous avez eu ce chiffre-là —, sauf qu'entre 2018 et 2022, il y a eu une crise qui s'appelle « la Covid » et, à un moment donné, il a fallu recruter plus. Certains étaient en CAE, mais y en a d'autres aussi qui ont été recrutés en catégorie D. Je pense que si on analysait un peu plus finement ce chiffre, on se rendrait compte qu'il y a des pics à ce moment-là.

Mais dénigrer ainsi toutes ces personnes qui ont été recrutées en catégorie D, je pense que c'est un peu réducteur et que, quelque part, c'est aussi une façon, à travers ces recrutements — que je vais qualifier de « sociaux », parce que parfois y en a qui n'ont pas la chance de pouvoir entrer et qui ont besoin d'aide » ; et qui ont peut-être été recrutés pour leur donner une chance de pouvoir aussi avoir un revenu. Ce sont des inquiétudes que j'ai soulevées quand nous étions en commission, parce que de pouvoir entrer en catégorie D, c'est donner une chance à des personnes qui ne peuvent pas passer des concours d'un plus haut niveau (catégorie C, catégorie B et encore moins la catégorie A) ; mais c'est de leur donner une chance de pouvoir entrer dans la fonction publique territoriale — c'est pour cela que j'ai alerté Madame la ministre, à travers les membres de son cabinet qui sont venus aux échanges pendant la commission, sur le fait de faire en sorte que tous puissent avoir un égal accès de chance à ces examens qui sont mis en place.

Objectiver, oui, pourquoi pas, il n'y a pas de souci — comme ma collègue Nicole Sanquer vient de le dire —, en se donnant les garanties de vraiment objectiver à long terme, mais de leur donner toutes les chances, parce que ce n'est pas facile pour beaucoup, qui prétendent à ces concours de catégorie D, de passer un examen. Rien que de passer un examen, rien que l'idée de devoir même faire une épreuve pratique — parce que j'ai posé comme question en commission : « comment va-t-on faire pour juger si cette dame de service fait l'affaire ? pourquoi celle-ci plus que celle-là ? elle soulève mieux la poubelle que l'autre, elle passe mieux la serpillère... ». On m'a répondu qu'il y aurait des spécialistes, mais tout cela est très difficile à juger ! Ce sont donc les interrogations que j'ai mises en avant.

Ensuite, pareil pour les oraux : j'ai alerté sur le fait d'utiliser la langue polynésienne — déjà le tahitien, dans un premier temps —, parce que pour beaucoup, passer un oral en français est très compliqué, c'est même pénalisant ! Alors que si on les laisse s'exprimer en *langue polynésienne*, c'est la garantie qu'ils puissent effectivement montrer toute leur compétence et peuvent être beaucoup plus sûrs d'eux. Après, ça pose la question de savoir, dans la CAP, les membres seront-ils en capacité de mener un examen en langues polynésiennes ? Là aussi, ça veut dire qu'il faut être sûr que les membres de cette CAP pratiquent la langue polynésienne et sachent échanger avec ces candidats.

En tout cas, le grand souhait que je formule ici, c'est qu'on continue toujours de donner la chance à ceux qui pensent qu'ils ne peuvent pas l'avoir, à travers des épreuves que vous avez détaillées dans le projet. Très bien ; mais faisons en sorte aussi de ne pas fermer la porte à d'autres et de toujours avoir la main tendue pour tous.

Merci.

Le président : Merci. Plus d'intervention ? Très bien. Donc, la discussion générale est maintenant close.

J'invite le gouvernement à répondre aux interventions.

M^{me} Vannina Crolas : *Monsieur le président de l'assemblée, merci et bonsoir. Madame la secrétaire générale, Mesdames les ministres qui sont encore présentes, Monsieur le président fondateur, bonsoir. Mesdames et Messieurs les représentants élus du peuple, bonsoir et je suis ravie de vous revoir aujourd'hui.*

Je veux d'abord remercier les excellents rapporteurs de ces projets de textes, vraiment merci. Je disais à mes collaborateurs techniques que je n'avais plus rien à rajouter, parce que vous avez tout dit.

Maintenant, des questions ont été posées par nos représentants du Tapura et de A here ia Porinetia. Juste préciser que sur ces trois textes, deux étaient déjà dans les tuyaux avant que l'on arrive — je tiens quand même à le préciser —, notamment la promotion interne et le reclassement. On a juste mené jusqu'au terme ce qui avait déjà été réfléchi auparavant. C'est donc le travail de l'ancienne majorité aussi.

Par contre, la dépolitisation, effectivement, est un projet qui nous tenait vraiment à cœur, puisque c'est vraiment le changement de gouvernance qu'on veut instaurer au sein de notre administration, avec notamment, au-delà des critères de compétence, des valeurs surtout : des valeurs de justice, mais aussi de responsabilité quant aux missions que nos agents sont appelés à exercer, responsabilité individuelle mais aussi collective, et la solidarité entre les agents et les services.

Pour le texte sur la dépolitisation, c'était justement — là, je répondrai à Tepuaurui — pour garantir l'égalité d'accès à la fonction publique à tous, parce qu'on trouvait justement que l'inscription sur liste d'aptitude était discriminatoire, puisque seules les personnes qui étaient en relation proche avec l'administration, ou qui avaient les moyens de toucher les gouvernants, pouvaient y avoir accès. Or là, on ouvre justement la possibilité à tous, sans exception, de pouvoir accéder à cette catégorie, aussi petite soit-elle, mais elle est importante. Il s'agit certes de métiers d'exécution, mais on a besoin de ces personnes pour garantir une qualité de service à notre population.

Monsieur le maire de Punaauia parlait de la liste d'aptitude — pour ce qui concerne la promotion interne — qui disparaît. En fait, elle ne disparaît pas vraiment, puisque l'examen professionnel va donner lieu, d'abord à une première analyse du dossier de chaque candidat, puis à un entretien et enfin une liste d'aptitude, qui sera proposée au Président, qui est seul compétent en matière de recrutement — c'est le chef de l'administration —, mais sur proposition de la CAP.

J'entends les — comment dire ? — mises en garde de A here ia Porinetia, quant à l'objectivité des membres de la CAP ; effectivement, nous sommes tous humains et avons chacun une part de subjectivité. Il faut savoir que je n'assiste jamais aux commissions administratives paritaires, je laisse vraiment l'Administration.

Il est vrai que c'est la DGRH qui préside les CAP en mon absence, mais on veut aussi faire confiance aux représentants de notre administration, aux organisations syndicales, pour choisir les meilleures personnes, les meilleurs candidats, sur la base de critères objectifs. Il est vrai qu'il faudrait un renouvellement régulier des membres de la CAP, pour garantir justement cette objectivité et donc, c'est le travail qu'on va devoir faire, en concertation avec les délégués du personnel, pour qu'on puisse s'assurer que l'administration puisse avoir les meilleurs candidats, puisque notre peuple mérite d'avoir les meilleurs fonctionnaires de l'administration.

C'est vraiment le but de ces textes.

La langue tahitienne — puisqu'il s'agit d'agents de catégorie D — sera la règle bien sûr : si le poste concerné mérite une maîtrise de la langue, on s'assurera que, parmi les membres de la CAP — notamment au niveau de l'administration — les chefs de service, qui ont un lien avec les postes concernés, puissent être membres, pour pouvoir poser les questions adaptées aux postes à occuper et aussi dialoguer en **langue tahitienne** avec les candidats. Et donc, c'est vraiment pour permettre à tous et notamment à ceux qui sont les plus éloignés de l'emploi.

Là, pour une fois, les critères d'accès aux diplômes ne seront pas pris en considération donc, ce seront les non diplômés qui auront le plus grand nombre de points pour pouvoir accéder à ces postes. On n'interdit pas à des diplômés de participer, de candidater, mais ils seront moins bien évalués puisque le poste est de catégorie D. Donc, on doit vraiment nous assurer de l'adéquation entre le profil de la personne et le poste à occuper. Voilà.

En ce qui concerne le reclassement, et j'entends également l'inquiétude de notre **maire** de Punaauia lorsqu'il parle de licenciement pour inaptitude définitive, et c'est vrai que c'est une décision qui n'est pas simple puisqu'il s'agit de personnes, de famille derrière un emploi, mais c'est vraiment le dernier recours. Parce que, justement, le texte sur le reclassement prévoit également un accompagnement des personnes inaptes, qui peuvent être inaptes sur un poste, mais aptes sur d'autres postes et c'est ce parcours justement qu'on veut proposer aux agents qui ont des problèmes de santé, qui sont inaptes peut-être sur le poste qu'ils occupent actuellement. Mais, ils pourraient servir encore l'administration sur d'autres postes et donc, c'est tout cet accompagnement qu'on va mettre en place pour éviter, justement, le licenciement. Par contre, lorsqu'on a épuisé toutes les possibilités internes et que la personne est effectivement inapte définitivement, on n'aura pas d'autres choix que le licenciement puisque sinon on va payer des gens à ne rien faire et ça, ce ne serait pas respecter notre population que de payer des gens qui ne peuvent pas, en fait, exercer les missions pour lesquelles ils sont payés.

Voilà quelques précisions. Merci de votre attention. (Applaudissements dans la salle.)

Le président : *Voilà. Merci pour ces éclairages.*

En l'absence d'amendements, nous passons au scrutin public pour le vote de la première loi du pays comme le prévoit l'article 142 dernier alinéa de la loi statutaire et l'article 43 de notre règlement intérieur.

Je demande à Madame la secrétaire générale de faire l'appel des représentants.

M^{me} Jeanne Santini procède à l'appel des représentants afin qu'ils indiquent le sens de leur vote :

M ^{me}	Teumere	Atger-Hoi	pour
M ^{me}	Teave	Boudouani-Chaumette	pour
M ^{me}	Frangélica	Bourgeois-Tarahu	absente, procuration à M ^{me} Béatrice Flores-Le Gayic, pour
M ^{me}	Tahia	Brown	pour
M.	Michel	Buillard	absent, procuration à M. Benoit Kautai, pour
M ^{me}	Yseult	Butcher-Ferry	absente, procuration à M ^{me} Cathy Puchon, pour
M.	Steve	Chailloux	absent, procuration à M. Cliff Loussan, pour
M.	Mike	Cowan	absent, procuration à M. Ruben Teremate, pour
M.	Henri	Flohr	pour
M.	Bruno	Flores	pour
M ^{me}	Rachelle	Flores	pour
M ^{me}	Béatrice	Flores-Le Gayic	pour
M ^{me}	Joëlle	Frebault	absente, procuration à M ^{me} Sonia Punua-Taae, pour
M.	Édouard	Fritch	absent, procuration à M ^{me} Tepuaurii Teriitahi, pour
M ^{me}	Thilda	Garbutt-Harehoe	pour
M.	Antony	Géros	pour
M ^{me}	Pascale	Haiti	pour
M.	Ueva	Hamblin	pour
M ^{me}	Maite	Hauata Ah-Min	pour
M.	Tevaipaea	Hoiore	pour
M ^{me}	Odette	Homai	pour
M ^{me}	Teura	Iriti	absente, procuration à M. Simplicio Lissant, pour
M.	Benoit	Kautai	pour
M ^{me}	Marielle	Kohumoetini	pour
M ^{me}	Teremuura	Kohumoetini-Rurua	pour
M.	Nuihau	Laurey	pour
M.	Heinui	Le Caill	pour
M.	Tematai	Le Gayic	absent, procuration à M. Antony Géros, pour
M.	Simplicio	Lissant	pour
M.	Cliff	Loussan	pour
M ^{me}	Maurea	Maamaatuaiahutapu	pour
M.	Vincent	Maono	pour
M.	Tahuhu	Maraeura	pour
M ^{me}	Hinamoeura	Morgant-Cross	absente, procuration à M ^{me} Marielle Kohumoetini, pour
M ^{me}	Pauline	Niva	absente, procuration à M ^{me} Élise Vanaa, pour
M ^{me}	Patricia	Pahio-Jennings	absente, procuration à M ^{me} Sylvana Tiatua, pour
M ^{me}	Cathy	Puchon	pour
M ^{me}	Sonia	Punua-Taae	pour
M.	Frédéric	Riveta	absent, procuration à M ^{me} Pascale Haiti, pour
M.	Allen	Salmon	pour
M ^{me}	Nicole	Sanquer	pour
M.	Edwin	Shiro-Abe Peu	pour
M.	Tafai, Mitema	Tapati	pour
M.	Ernest	Teagai	absent, procuration à M ^{me} Tahia Brown, pour
M.	Ah Ky	Temarii	absent, procuration à M. Ueva Hamblin, pour
M.	Oscar, Manutahi	Temaru	pour
M.	Tevahiarui	Teraiarue	pour
M.	Ruben	Teremate	pour
M ^{me}	Tepuaurii	Teriitahi	pour
M.	Pierre	Terou	pour
M.	Félix, Hoa	Tetua	pour

M ^{me}	Lana	Tetuanui	absente, procuration à M. Gaston Tong Sang, pour
M ^{me}	Sylvana	Tiatoa	pour
M.	Gaston	Tong Sang	pour
M ^{me}	Vahinetua	Tuahua	absente, procuration à M. Edwin Shiro-Abe Peu, pour
M ^{me}	Jeanne	Vaianui	pour
M ^{me}	Élise	Vanaa	pour

Le président : Merci. L'ensemble de la loi du pays est adopté à l'unanimité.

En l'absence d'amendement, nous passons au scrutin public pour le vote de la deuxième loi du pays. Et comme le prévoient les dispositions que je viens d'énumérer tantôt, je vais demander au secrétaire général de faire l'appel des représentants.

M^{me} Jeanne Santini procède à l'appel des représentants afin qu'ils indiquent le sens de leur vote :

M ^{me}	Teumere	Atger-Hoi	pour
M ^{me}	Teave	Boudouani-Chaumette	pour
M ^{me}	Frangélica	Bourgeois-Tarahua	absente, procuration à M ^{me} Béatrice Flores-Le Gayic, pour
M ^{me}	Tahia	Brown	pour
M.	Michel	Buillard	absent, procuration à M. Benoît Kautai, pour
M ^{me}	Yseult	Butcher-Ferry	absente, procuration à M ^{me} Cathy Puchon, pour
M.	Steve	Chailloux	absent, procuration à M. Cliff Loussan, pour
M.	Mike	Cowan	absent, procuration à M. Ruben Teremate, pour
M.	Henri	Flohr	pour
M.	Bruno	Flores	pour
M ^{me}	Rachelle	Flores	pour
M ^{me}	Béatrice	Flores-Le Gayic	pour
M ^{me}	Joëlle	Frebault	absente, procuration à M ^{me} Sonia Punua-Taae, pour
M.	Édouard	Fritch	absent, procuration à M ^{me} Tepuaurarii Teriitahi, pour
M ^{me}	Thilda	Garbutt-Harehoe	pour
M.	Antony	Géros	pour
M ^{me}	Pascale	Haiti	pour
M.	Ueva	Hamblin	pour
M ^{me}	Maite	Hauata Ah-Min	pour
M.	Tevaipaea	Hoiore	pour
M ^{me}	Odette	Homai	pour
M ^{me}	Teura	Iriti	absente, procuration à M. Simplicio Lissant, pour
M.	Benoît	Kautai	pour
M ^{me}	Marielle	Kohumoetini	pour
M ^{me}	Teremuura	Kohumoetini-Rurua	pour
M.	Nuihau	Laurey	pour
M.	Heinui	Le Caill	pour
M.	Tematai	Le Gayic	absent, procuration à M. Antony Géros, pour
M.	Simplicio	Lissant	pour
M.	Cliff	Loussan	pour
M ^{me}	Maurea	Maamaatuaiahutapu	pour
M.	Vincent	Maono	pour
M.	Tahuhu	Maraeura	pour
M ^{me}	Hinamoeura	Morgant-Cross	absente, procuration à M ^{me} Marielle Kohumoetini, pour
M ^{me}	Pauline	Niva	absente, procuration à M ^{me} Élise Vanaa, pour
M ^{me}	Patricia	Pahio-Jennings	absente, procuration à M ^{me} Sylvana Tiatoa, pour
M ^{me}	Cathy	Puchon	pour
M ^{me}	Sonia	Punua-Taae	pour
M.	Frédéric	Riveta	absent, procuration à M ^{me} Pascale Haiti, pour
M.	Allen	Salmon	pour
M ^{me}	Nicole	Sanquer	pour
M.	Edwin	Shiro-Abe Peu	pour

M.	Tafai, Mitema	Tapati	pour
M.	Ernest	Teagai	absent, procuration à M ^{me} Tahia Brown, pour
M.	Ah Ky	Temarii	absent, procuration à M. Ueva Hamblin, pour
M.	Oscar, Manutahi	Temaru	pour
M.	Tevahiarui	Teraiarue	pour
M.	Ruben	Teremate	pour
M ^{me}	Tepuaurui	Teriitahi	pour
M.	Pierre	Terou	pour
M.	Félix, Hoa	Tetua	pour
M ^{me}	Lana	Tetuanui	absente, procuration à M. Gaston Tong Sang, pour
M ^{me}	Sylvana	Tiatoa	pour
M.	Gaston	Tong Sang	pour
M ^{me}	Vahinetua	Tuahu	absente, procuration à M. Edwin Shiro-Abe Peu, pour
M ^{me}	Jeanne	Vaianui	pour
M ^{me}	Élise	Vanaa	pour

M^{me} Jeanne Santini : Cela fait 57 voix pour.

Le président : Merci. L'ensemble de la présente loi du pays est adopté à l'unanimité.

Donc en l'absence d'amendement, je mets aux voix l'ensemble de la délibération à mains levées. Qui est pour ? À l'unanimité.

Merci, les trois textes viennent d'être adoptés. *Merci bien. (Applaudissements dans la salle.)*

RAPPORT N°95-2023 RELATIF À UN PROJET DE DÉLIBÉRATION PORTANT MODALITÉS DIVERSES EN MATIÈRE DE RECRUTEMENT DES AGENTS PUBLICS OCCUPANT DES EMPLOIS FONCTIONNELS, DES MEMBRES DE CABINET DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE, DES MINISTRES DU GOUVERNEMENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Présenté par M. et M^{me} les représentants Bruno Flores et Elise Vanaa

Procédure d'examen simplifiée

Le président : Je vous invite, sans plus tarder, à passer à l'examen du rapport n° 95 relatif à un projet de délibération portant modalités diverses en matière de recrutement des agents publics occupant des emplois fonctionnels, des membres de cabinet du Président de la Polynésie française, des ministres du gouvernement de la Polynésie française et du président de l'assemblée de la Polynésie française en procédure simplifiée.

Je demande au gouvernement d'exposer l'économie générale du projet.

M^{me} Vannina Crolas : Il s'agit, pour le premier texte, de simplifier, en fait, les modalités de recrutement des personnels des cabinets des ministres, du Président du Pays, du président de l'APF et des emplois fonctionnels. Aujourd'hui, ces recrutements se font sous forme de contrats et donc, s'agissant d'agents publics qui intègrent l'administration, même s'ils ne sont pas des fonctionnaires, donc on propose que ça se fasse dans le cadre d'un arrêté unilatéral pour simplifier, en fait, les modalités et les délais, pour améliorer les délais de recrutement.

Le président : Excusez-moi, je pense que Madame la vice-présidente voulait intervenir, non ?

M^{me} Vannina Crolas : Non, je voulais juste remercier l'ensemble des élus qui ont voté à l'unanimité les trois précédents textes.

Merci bien.

Le président : Merci beaucoup.

Donc, on poursuit avec l'intervention de notre rapporteur Bruno Flores.

M. Bruno Flores : *Merci, Monsieur le président. Madame la vice-présidente, Madame la ministre, à toutes et à tous, bonsoir.*

Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les représentants, *bonsoir.*

Le présent projet de délibération a été transmis par lettre n° 7108/PR du 2 octobre 2023, aux fins d'examen par l'assemblée de la Polynésie française.

Les modalités de recrutement des membres de cabinet ou des agents publics occupant des emplois fonctionnels sont fixées respectivement par :

- la délibération n° 2009-78 APF du 29 octobre 2009 portant statut de droit public des membres de cabinet du Président de la Polynésie française, des ministres du gouvernement de la Polynésie française et du président de l'assemblée de la Polynésie française ;
- et par la délibération n° 2016-38 APF du 26 mai 2016 modifiée, relative aux agents publics occupant des emplois fonctionnels.

Le présent projet de texte propose de modifier ces deux textes par souci d'efficacité et dans une logique d'une simplification et d'optimisation des procédures administratives.

Deux mesures sont proposées.

La première vise à remplacer l'acte de recrutement des agents recrutés par un contrat en qualité de membre de cabinet ou, sur des emplois fonctionnels, en substituant leur contrat de travail ou lettre d'engagement selon les cas, par un acte d'engagement unilatéral prenant la forme d'un arrêté de l'autorité qui les emploient.

La deuxième mesure vient compléter les dispositions relatives à l'indemnité de fin de fonctions de ces personnels qui sont issus du secteur privé en rajoutant des nouvelles hypothèses où le calcul au *prorata temporis* s'applique lors d'un nouveau recrutement.

Des dispositions transitoires sont prévues pour les agents recrutés sur un emploi fonctionnel ou en qualité de membre de cabinet avant l'entrée en vigueur du projet de délibération. Ainsi, les nouvelles dispositions ne s'appliqueront à ces derniers qu'en cas de renouvellement.

Le présent projet de texte a été présenté au Conseil supérieur de la fonction publique de la Polynésie française dans sa séance du 6 décembre 2022. L'avis de cet organe consultatif est disponible sur *Orama*.

Le projet de délibération a été examiné en commission le 13 octobre 2023. Les échanges en commission ont essentiellement porté sur la possibilité de prévoir que le versement de l'indemnité de fonction d'un membre de cabinet, calculée au *prorata temporis*, s'applique également lorsque l'intéressé bénéficie d'un nouveau recrutement en tant que collaborateur d'un représentant à l'assemblée de la Polynésie française. Une étude doit être menée sur cette question dans la mesure où ces derniers disposent d'un statut particulier de droit privé.

À l'issue des débats, le présent projet de texte a recueilli un vote favorable unanime des membres de la commission. En conséquence, la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique propose à l'assemblée de la Polynésie française d'adopter le projet de délibération ci-joint.

Merci de votre attention. Que l'amour règne.

(Présidence de M. Ueva Hamblin, premier vice-président de l'assemblée de la Polynésie française.)

Le président : Merci, Monsieur le rapporteur.

Pour la discussion générale, la conférence des présidents a prévu un temps de parole de 60 minutes réparti comme suit : le groupe Tavini huiraatira dispose de 36 minutes, le groupe Tapura huiraatira de 15 minutes et les non-inscrits de 9 minutes.

Maintenant, j'invite l'intervenant des non-inscrits à prendre la parole.

M^{me} Nicole Sanquer : Merci, Monsieur le président. Mesdames les ministres.

Par lettre du 2 octobre 2023, le Président de la Polynésie française a transmis un projet de délibération portant modalités diverses en matière de recrutement des agents publics occupant des emplois fonctionnels, des membres de cabinet du Président de la Polynésie française, des ministres du gouvernement de la Polynésie française et du président de l'assemblée de la Polynésie française.

Comme l'indique le rapport de présentation, ce projet de texte vise à modifier le cadre réglementaire applicable aux membres de cabinet et aux emplois fonctionnels dont l'objectif est de simplifier la procédure de recrutement, mais également d'étendre les conditions de versement de l'indemnité de fin de fonction lorsque ces agents recouvrent certains emplois dans la fonction publique avant le délai de trois mois.

En substance, ce projet de texte prévoit ainsi de supprimer la reconnaissance formelle du contrat comme acte de recrutement ou son équivalent au travers de la lettre d'engagement, pour les fonctionnaires qui sont classiquement établis lors du recrutement par un acte administratif unilatéral, afin de réduire les délais de traitement et par la suite la prise de fonction des membres de cabinet et des chefs de service.

Cette proposition s'inscrit dans la lignée de la loi de pays récemment adoptée par notre assemblée ayant révisé les conditions de recrutement de nos agents non titulaires pour lesquels des motifs liés au rallongement des délais de recrutement apparaissaient peu compatibles pour les îles éloignées de Tahiti.

Si A here ia Porinetia souscrit au besoin visant à faciliter le recrutement d'agent public pour répondre aux besoins du service public, nous tenons, toutefois, à réitérer nos observations précédentes et à rappeler que le contrat exige, contrairement à l'acte administratif unilatéral, de requérir l'accord matérialisé de l'agent par sa signature.

La suppression du contrat comme modalité de recrutement des membres de cabinet ou des emplois fonctionnels au bénéfice d'une décision unilatérale notifiée à l'agent n'emporte pas dans ses effets la seule diminution des délais de recrutement, mais également d'autres conséquences sur la situation de ces derniers.

Ainsi, les membres de cabinet comme les chefs de service ne disposeront plus de droit à s'opposer à une modification unilatérale de leur condition de recrutement, portant notamment sur la rémunération, si elles sont compatibles avec la qualification professionnelle de l'agent ou encore tout autre élément individuel permettant de définir la relation du travail.

En effet, la protection juridique offerte par le contrat exigeant de requérir l'accord expresse de l'agent avant toute modification n'existera plus. L'acte unilatéral pouvant se référer au cadre réglementaire fixé pour les membres de cabinet comme les emplois fonctionnels.

Le Conseil supérieur de la fonction publique a délivré un avis favorable avec, toutefois, le vote abstentionniste des représentants du personnel y siégeant. Ces derniers ayant fait valoir une position favorable à la simplification, mais qui demeurent mitigés sur cette avancée sociale.

Madame la ministre, pourriez-vous nous indiquer quel sera le statut protecteur de ces agents en la circonstance de modifications unilatérales de leurs conditions de recrutement ?

Quid du cas où, après une nomination en cabinet, les conditions de rémunérations ne sont plus conformes aux accords passés avec le ministre ?

Enfin, le projet de loi du pays propose de limiter au *prorata temporis* le versement de l'indemnité de fin de fonction fixée à trois mois. Les membres de cabinet issus du secteur privé, lorsque ces derniers recouvrent un emploi d'agent non titulaire ou un emploi fonctionnel dans la continuité de ce qui prévaut actuellement lorsqu'ils recouvrent un emploi en qualité de membre de cabinet. Il en va de même pour les agents occupant un emploi fonctionnel qui ferait l'objet d'un recrutement sur un emploi au sein d'un cabinet ministériel ou de l'Autorité polynésienne de la concurrence après leur cessation de fonction. L'objectif recherché étant tout simplement d'empêcher le versement des doubles rémunérations dès lors que la situation de précarité n'existe plus.

Si nous souscrivons également à cet objectif, nous proposons pour faire encore plus simple, Madame la ministre, que ce dispositif soit tout simplement généralisé à tout emploi financé sur des deniers publics.

Je vous remercie.

Le président : Je remercie l'intervention des non-inscrits. Maintenant, j'invite l'intervenant du groupe Tavini huiraatira à prendre la parole.

M. Heinui Le Caill : *Merci, Monsieur le président.*

« Le meilleur moyen de prédire l'avenir, c'est de le créer. »

Cette citation met en avant l'importance de prendre des initiatives pour façonner notre avenir, plutôt que de réagir simplement aux circonstances. Dans le cadre de notre discussion sur ce texte, ce principe prend tout son sens. Il ne s'agit pas seulement de régler les problèmes au fur et à mesure, mais de construire proactivement une administration et une gouvernance qui soient efficaces, transparentes et en phase avec les besoins des citoyens *polynésien*. En bref, nous avons l'opportunité de créer l'avenir que nous souhaitons pour notre Pays, plutôt que de le laisser être déterminé par l'inertie ou les décisions prises ailleurs.

Cette réforme qui concerne les modalités de recrutement des agents publics, des membres de cabinet du Président, des ministres du gouvernement et du Président de cette assemblée, peut être symbolisée par le mantra « *Fa'a'ohie* : faire simple ». C'est en effet, un impératif.

L'une des modifications les plus significatives présentées dans ce rapport est le remplacement du contrat de travail par un "acte d'engagement unilatéral" (Articles 7, 11 et 13). Ce changement, loin d'être anodin, peut être une réponse pragmatique à un système embourbé dans des procédures complexes. Selon le projet de délibération, les emplois fonctionnels peuvent être occupés par des fonctionnaires du Pays, des fonctionnaires relevant d'une fonction publique différente, ou des agents issus du secteur privé, etc. Ce nouveau texte apporte une efficacité et une rapidité dans l'embauche et la prise de fonction, qui est quasi immédiate.

Historiquement, le nombre de membres de cabinet était illimité, ce qui a souvent servi des intérêts partisans plutôt que l'intérêt général. Cette ancienne pratique, bien que révolue, nous rappelle l'importance de constamment évaluer et réformer nos méthodes de gestion, surtout en ce qui concerne les ressources humaines et financières.

Depuis la délibération n° 2012-9 APF, le chiffre maximal de 150 collaborateurs a été établi. Néanmoins, malgré cette limitation et la présence d'agents dédiés, notre administration a continué de recourir massivement à des prestataires de services externes.

Selon une observation de la CTC, ces dépenses s'élevaient en moyenne entre 500 et 600 millions de francs en année pleine. Bien que cela représente seulement 0,6 % des dépenses annuelles du Pays, hors dépenses de personnel. L'impact financier n'est pas négligeable.

Ce recours aux prestataires, certainement dû en partie à la lenteur administrative dans le traitement des contrats de travail, engendre des coûts directs mais aussi des coûts indirects. Le temps que les employés passent à attendre leur contrat est du temps perdu, qui pourrait être utilisé plus efficacement au service du bien public.

Cette lenteur dans le traitement des contrats peut entraîner des contentieux qui, en plus de coûter cher en termes de ressources financières, peuvent également ternir la réputation de l'administration. Dans un contexte où chaque franc compte, une telle gestion des deniers publics est non seulement inefficace, mais aussi irresponsable.

Toutefois, cette réforme est aussi une réponse à des contentieux qui ont érodé la confiance en notre administration. Elle est un pas vers une meilleure gestion de nos deniers publics, une gestion plus transparente et plus responsable. La confiance est la clef de tout recrutement réussi. Cette réforme est une occasion de restaurer cette confiance, ternie par des années d'emplois fictifs et d'abus divers.

Mais allons plus loin. Parlons de la fin de fonction des membres de cabinet. Selon le statut actuel, la fin de fonction peut intervenir pour diverses raisons, et le règlement varie selon l'administration d'origine de l'agent. Le projet de délibération propose donc de rationaliser ce processus en introduisant un calcul au *prorata temporis* pour l'indemnité de fin de fonctions. C'est une mesure qui semble équitable puisqu'elle prend en compte la situation administrative effective de l'agent.

Il est bon de rappeler que les méthodes de recrutement portent indéniablement la marque d'un passé bien particulier, qui continue d'exercer son influence sur notre système administratif. Les réglementations en vigueur, y compris la loi organique n° 2004-192 modifiée portant statut

d'autonomie de la Polynésie, enfin, autonomie "relative", et la délibération n° 95-215 AT modifiée relative au statut de la fonction publique, sont des instruments législatifs qui maintiennent une certaine continuité de vieilles pratiques bureaucratiques de la métropole française. À juste titre, ces propositions de modifications s'inscrivent donc dans une optique de rupture avec ces pratiques passées.

La transparence est un autre élément clé. Les études et conseils qui ont guidé cette modernisation doivent être rendus publics. De plus, la formation et la sensibilisation des agents aux nouveaux processus et textes réglementaires sont essentielles. Il ne suffit pas de changer les règles, il faut aussi donner aux agents les outils pour les comprendre et les appliquer.

C'est justement pour ces raisons que le recours aux agents publics peut être précieux, car ils apportent une expertise bien pratique aux cabinets. Leur connaissance du système administratif, du terrain, et des textes juridiques est utile pour la mise en œuvre de la politique du gouvernement ou de la gouvernance de l'APF.

Avant de conclure, je souhaite rebondir sur un sujet important : l'océanisation des cadres. Et là, c'est mon point de vue. Cette stratégie, loin d'être un simple slogan, est un puissant levier pour notre émancipation. Il s'agit de capitaliser sur les compétences et les talents locaux qui comprennent les subtilités et les défis propres à notre Pays.

Cependant, il est important de compléter cette approche. La loi du pays du 5 novembre 2019, qui promeut l'emploi local dans le secteur privé, nous offre une leçon précieuse. Elle nous rappelle que, tout en valorisant les compétences et talents locaux, nous devons rester ouverts à la diversité et à l'inclusion. Notre société est métissée, et cette richesse devrait se refléter équitablement dans nos administrations et nos cabinets.

Il ne s'agit pas de favoriser une origine au détriment de la compétence. Au contraire, nous devons chercher à équilibrer les deux, voire les combiner, en privilégiant néanmoins la formation de nos jeunes cadres ou futurs cadres locaux, tout en restant ouverts aux compétences qui peuvent être apportées de l'extérieur. Cette flexibilité nous permettra de répondre plus efficacement aux défis complexes que nous rencontrons.

L'océanisation des cadres n'est pas une fin en soi, mais un moyen, un outil, pour construire une administration et des gouvernances plus efficaces et plus représentatives. Pour que ce concept soit plus qu'un idéal (ou "un socle dans le modèle de société vers lequel nous souhaitons tendre"), il faut créer un environnement propice à l'émergence de compétences locales. Mais pour cela, cela nécessite une action globale qui implique tous les secteurs de la société.

Si l'emploi local, qui doit être amélioré, devient la règle devient la règle dans le secteur privé, elle doit également l'être dans l'administration du Pays et dans l'administration de notre assemblée. Ce qui n'est pas encore le cas !

C'est un investissement pour l'avenir, pour l'avenir de notre Pays. Et cet avenir, mes chers collègues, doit être à l'image de notre peuple : diversifié, compétent et résolument tourné vers le futur.

Pour conclure, je citerai John Fitzgerald Kennedy : « *Le changement est la loi de la vie. Et ceux qui ne regardent que le passé ou le présent sont certains de manquer l'avenir.* »

Kennedy nous rappelle que le changement est inévitable et nécessaire. Cependant, il nous met également en garde contre le risque de se concentrer trop étroitement sur le *statu quo* ou sur les pratiques passées. En ce qui concerne ce rapport, nous faisons face à des changements législatifs dont la formulation, quoique subtile, est susceptible d'avoir des retombées positives sur le secteur public de l'emploi à *Mā'ohi Nui* (ndt, en Polynésie française).

Nous devons désormais aborder ces changements avec un regard tourné vers l'avant, tout en étant conscients des implications potentielles pour les droits des employés et la dynamique de pouvoir au sein de l'administration et de nos gouvernances. Si nous ne le faisons pas, nous risquons de manquer des opportunités de modernisation et d'amélioration, mais aussi de négliger des risques qui pourraient compromettre l'équité et la justice au sein de notre système.

Le défi de moderniser notre administration et nos gouvernances, de simplifier les modalités de recrutement, est immense. Cependant, nous ne sommes pas seuls dans cette tâche. Unis, rien n'est hors de notre portée, et ensemble, nous pouvons mener le changement.

Merci. (Applaudissements sur certains bancs du groupe Tavini huiiraatira.)

Le président : Merci à l'intervenant du groupe Tavini huiiraatira.

Maintenant, j'invite l'intervenant du groupe Tapura huiiraatira à prendre la parole.

M^{me} Pascale Haiti : Madame la vice-présidente, Mesdames les ministres, Mesdames et Messieurs les représentants à l'assemblée de la Polynésie française, chers collègues, *bonjour.*

Le cadre réglementaire applicable aux membres de cabinet et aux emplois fonctionnels conduit aujourd'hui le gouvernement à nous proposer plusieurs modifications, dans deux domaines distincts : l'acte de recrutement et les modalités de fins de fonction.

Sur le premier volet, c'est la simplification et la rapidité qui sont ici recherchées. Le but étant que les personnes pressenties soient opérationnelles le plus vite possible...et cela peut se comprendre !

Ainsi, les articles 7 et suivants de la délibération n° 2016-38 APF du 26 mai 2016 stipulent que, désormais, c'est par un « *acte d'engagement unilatéral* » en lieu et place d'un « *contrat de travail à durée indéterminée de droit public* » que les intéressés pourront prendre leurs fonctions. Il y va du bon fonctionnement du gouvernement, mais pas seulement, puisque d'autres postes essentiels comme celui de secrétaire général du gouvernement, ainsi que les directeurs d'office ou d'établissements publics, sont directement concernés.

Sur le second volet des modifications proposées, le gouvernement souhaite compléter les conditions dans lesquelles sont versées actuellement les indemnités de fin de fonction au *prorata temporis*. Aussi, dans l'hypothèse où l'intéressé retrouve un poste avant la période légale des trois mois, celui ne percevra pas une double rémunération, ce qui est logique.

Pour abonder dans ce vœu d'équité et de bonne gestion des deniers publics, nous avons soulevé un autre cas de figure, celui d'une personne qui quitte le gouvernement pour occuper les fonctions de collaborateurs à l'assemblée de la Polynésie française. Notre demande a été prise en considération et gageons que cela se traduise par voie d'amendement au texte.

Enfin, puisque votre majorité est si soucieuse de se conformer à son programme de campagne des dernières territoriales, le Tapura huiiraatira suggère, toujours au nom de la transparence et de l'équité, une publication, bien sûr anonymisée, du montant des rémunérations versées aux membres de cabinet du gouvernement Brotherson. Avez-vous prévu de le faire comme vous l'aviez promis ?

Pour le reste, je n'ai pas d'autres observations à faire.

Je vous remercie.

Le président : La discussion générale est maintenant close.

J'invite le gouvernement à répondre aux intervenants et orateurs. *Merci.*

M^{me} Vannina Crolas : Merci pour toutes les interventions.

Je vais répondre aux questions de Nicole. Concernant la différence entre le contrat et l'arrêté : nous sommes ici sur des emplois rémunérés par des deniers publics, ce sont donc des agents de droit public, même s'ils ne sont pas des fonctionnaires ; et ils relèvent donc de droit différent que celui du privé — parce que c'est la nomination qui prime, avec une notification et un délai de rétractation qui permet à la personne de ne pas accepter le poste, si jamais il n'était pas d'accord. En plus, il y a également une grille salariale claire, qui fait que l'engagement est, de fait, clair dès le départ. Nous sommes vraiment dans deux principes de droit différent, entre droit privé et droit public, où c'est un acte unilatéral qui conduit au recrutement de la personne, sans qu'il y ait forcément d'engagement bilatéral ; dans la mesure où ce sont des agents qui sont recrutés sur des deniers publics, c'est la règle qui s'impose.

Ensuite, pour répondre à la question de Pascale. Pour les fins de fonction, le *prorata temporis* s'applique également aux collaborateurs des représentants à l'APF. Bien qu'il s'agisse d'agents rémunérés sur des deniers publics, ils relèvent quand même de droit privé, puisque ce sont des agents (les collaborateurs) recrutés directement par les élus (les représentants) eux-mêmes et pas par l'assemblée (l'institution). Donc, c'est pour cela qu'on les a exclus des modalités de fins de fonction, puisque ce ne sont pas des agents de droit public. Ce sont des agents de droit privé, les collaborateurs propres des élus.

En ce qui concerne la publication des rémunérations des membres du cabinet : il n'y a aucun souci à le publier, on le fera dans le cadre d'une communication en Conseil des ministres, qu'on rendra ensuite public. Il n'y a aucun souci à ce sujet.

Ensuite, pour la protection de l'emploi local : c'est aussi notre combat de tous les jours ! Sauf que la loi de 2019 ne s'applique qu'au secteur privé, il ne s'applique pas encore au secteur public. Il y avait déjà eu un essai, une tentative d'étendre également la protection de l'emploi local à l'administration, mais cela a été débouté. On essaye de voir avec notre DGRH de quelle manière on peut instaurer ce principe au sein de notre administration, sans être débouté ; de quelle manière on peut contourner les dispositions pour pouvoir instaurer ce principe qui nous est cher, parce que nous croyons en nos enfants, nous croyons en leur capacité à prendre ce pays en main, et donc c'est sur eux qu'on mise. Je pense que le texte sur la promotion interne peut justement permettre à nos enfants de prendre petit à petit les responsabilités et prétendre, par de la formation et de la montée en compétences, à accéder à des postes de responsabilités progressivement. C'est aussi un combat que nous partageons complètement.

Voilà. Merci de votre attention.

Le président : *Merci, Madame la ministre pour vos explications.*

Nous allons continuer. En l'absence d'amendements, je mets aux voix l'ensemble de la délibération. Qui est pour ?... La délibération est adoptée à l'unanimité.

RAPPORT N° 97-2023 RELATIF À UN PROJET DE DÉLIBÉRATION RELATIVE AU RÉGIME APPLICABLE AUX FONCTIONNAIRES DÉTACHES AU SEIN DE LA FONCTION PUBLIQUE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Présenté par M. et M^{me} les représentants Heinui Le Caill et Elise Vanaa

Le président : On poursuit. Rapport n° 97-2023 relatif à un projet de délibération relative au régime applicable aux fonctionnaires détachés au sein de la fonction publique de la Polynésie française.

Je demande au gouvernement d'exposer l'économie générale du projet.

M^{me} Tepuaraurii Teriitahi : Monsieur le président, excusez-moi, je voulais poser une question — et peut-être que Madame la secrétaire générale pourra vous répondre et vous aider à me répondre. Ce texte a fait l'objet d'une suspension, d'une abstention majoritaire lors de la commission. N'a-t-on pas une question préalable à poser ?... D'accord, merci.

Le président : On va dérouler après.

M^{me} Vannina Crolas : Les FEDA : rapidement, il s'agit juste d'harmoniser les modalités de détachement au sein de notre administration, pour que tout le monde soit traité sur le même pied d'égalité et donc, de supprimer les avantages qu'avaient certains et pas d'autres. On met tout le monde sur le même pied d'égalité, mais je laisse les rapporteurs expliciter ce dossier.

Le président : Monsieur le rapporteur du Tavini, est-ce que vous avez une présentation du rapport ?

M. Heinui Le Caill : Oui, merci.

Le présent projet de délibération a été transmis le 6 octobre 2023.

Le détachement est la position du fonctionnaire placé hors de son cadre d'emplois mais continuant à bénéficier, dans ce cadre d'emplois, de ses droits à l'avancement et à la retraite. Il s'agit d'un moyen pour un fonctionnaire titulaire de changer d'emploi temporairement, tout en maintenant un lien avec son administration d'origine.

La majorité de ces fonctionnaires sont détachés pour un séjour de deux ans renouvelable et relève d'un des trois versants de la fonction publique nationale. Leur détachement est encadré par la délibération n° 98-145 AT du 10 septembre 1998 modifiée, élaborée à l'origine dans un contexte où la Polynésie française recherchait à pallier l'absence de savoirs et compétences au sein de son administration. Il s'agissait alors d'octroyer à ces fonctionnaires un cadre réglementaire avantageux, pour compenser le différentiel du coût de la vie avec la métropole, et prendre en compte les contraintes liées à la vie ultramarine (coefficient de majoration, indemnité d'éloignement, congés administratifs, etc.). En outre, certaines dispositions de cette délibération s'appliquent également aux détachements des fonctionnaires relevant de la fonction publique de l'assemblée de la Polynésie, des communes et même de celle de Nouvelle-Calédonie, aucun régime spécifique n'ayant depuis lors été mis en place pour encadrer leur situation administrative.

Au 13 juillet 2023, il est recensé au sein de la fonction publique du Pays : 43 détachés de la fonction publique de l'État, 6 détachés de la fonction publique territoriale, 5 détachés de l'assemblée, 11 détachés des communes et 1 détaché de Nouvelle-Calédonie, totalisant 66 fonctionnaires détachés.

Face à la diversité des statuts des fonctionnaires détachés auprès du Pays et de ses entités, à la complexité de leur gestion respective et à l'application extensive du cadre règlement existant, il est proposé de créer un régime unique encadrant leur détachement. Structuré autour de quatre chapitres pour dix-neuf articles, le présent projet de délibération crée ce nouveau régime d'accueil des fonctionnaires détachés au sein de la fonction publique polynésienne.

La durée de l'affectation des fonctionnaires détachés est limitée à deux ans, renouvelable une fois pour la même durée. À compter de la fin de leur détachement, renouvellement compris, les fonctionnaires doivent respecter un délai de carence de quatre ans passé hors des services et établissements administratifs de la Polynésie pour pouvoir bénéficier d'un nouveau détachement. Pour ceux souhaitant continuer à exercer leurs fonctions au-delà de la durée réglementaire du détachement, il est prévu la possibilité d'intégrer la fonction publique du Pays dont les conditions seront fixées par une prochaine délibération.

S'agissant de la rémunération, le coefficient de majoration n'est plus pris en compte. La détermination du traitement indiciaire brut se basera sur une fiche financière retraçant la situation des détachés en indiquant certaines informations (classement, emploi, traitement perçu, indice et valeur du point d'indice, etc.).

Pour la prise en charge des frais occasionnés par le changement de résidence, celle-ci diffèrera en fonction du lieu de recrutement des fonctionnaires détachés.

À titre transitoire, les dispositions nouvelles ne s'appliquent pas aux fonctionnaires en cours de détachement et en cours de renouvellement de détachement. Ils continuent de bénéficier des dispositions applicables à leur détachement, sous l'empire du régime actuel, jusqu'au terme de celui-ci. Les dispositions nouvelles seront appliquées aux demandes de renouvellement intervenant après l'entrée en vigueur du texte. Pour le cas particulier des fonctionnaires détachés dont la durée totale de détachement excède quatre ans, ils pourront bénéficier exceptionnellement d'un dernier renouvellement de détachement de deux ans et se verront appliquer les dispositions nouvelles.

Ce projet de délibération a fait l'objet d'un examen par la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique le 13 octobre 2023.

Les débats ont permis de souligner que ce projet de texte vise principalement à rétablir une égalité de traitement entre les fonctionnaires détachés auprès de l'Administration du Pays, en fixant notamment une durée de détachement limitée à deux ans renouvelables une fois.

Toutefois, les membres de la commission ont relevé que l'article 3 du projet de délibération ne s'inscrit pas pleinement dans cet objectif, en ce qu'il prévoit une dérogation à la durée de détachement pour les membres des cabinets du Président de la Polynésie et des ministres.

Le projet de texte a donc recueilli un vote d'abstention de l'ensemble des membres de la commission.

Aussi, en l'absence de conclusion de la commission et conformément aux dispositions de l'article 32 du règlement intérieur, l'assemblée est appelée à se prononcer sur la question préalable d'avoir à débattre de ce projet de délibération.

Merci.

Le président : Merci, Monsieur le rapporteur.

Du fait que la commission n'a pas présenté de conclusion au projet de délibération, conformément à l'article 32-4 du règlement intérieur, j'appelle l'assemblée à se prononcer sur la question préalable d'avoir à débattre du projet de délibération relative au régime applicable aux fonctionnaires détachés au sein de la fonction publique de la Polynésie française, avant l'ouverture de la discussion générale.

Je mets aux voix cette question préalable : qui est pour ?... À l'unanimité.

Pour la discussion générale, la conférence des présidents a prévu un temps de parole de 60 minutes réparti comme suit : le groupe Tavini huiraatira dispose de 36 minutes, le groupe Tapura huiraatira de 15 minutes, les non-inscrits de 9 minutes.

J'invite maintenant l'intervenant du groupe Tapura huiraatira à prendre la parole.

M^{me} Cathy Puchon : Merci, Monsieur le président de l'assemblée.

Madame la vice-présidente — ah, elle est partie... —, Mesdames les ministres, vive les femmes ! Chers collègues représentants de l'assemblée, Madame la représentante de la presse, chers internautes et chers collègues, *bonjour*.

Rétablir une égalité de traitement entre tous les fonctionnaires, d'où qu'ils viennent, tant ces disparités sont source de tensions entre agents...telle est l'ambition qui anime le gouvernement Brotherson et sur ce point, nous n'avons rien à dire, même à redire.

Le projet de délibération venant présentement illustrer cette démarche touche à la situation des fonctionnaires civils et militaires en position de détachement auprès du territoire de la Polynésie française et de ses établissements publics.

Ainsi, l'objectif visé à l'article 1 est donc de créer un régime applicable aux fonctionnaires relevant d'une fonction publique différente de celle de la Polynésie française, détachés auprès de la collectivité, de l'une de ses autorités administratives indépendantes ou de l'un de ses établissements publics à caractère administratif. Cadre réglementaire dans lequel on trouvera également les fonctionnaires détachés pour occuper un emploi fonctionnel ou bien, recrutés au sein du cabinet du Président du Pays ou d'un ministre du gouvernement.

Cette nouvelle délibération, de 19 articles, abroge de fait le précédent texte n° 98-145 du 10 septembre 1998 qui était spécifique à cette catégorie de personnels. Du niveau de rémunération à la protection sociale en passant par la prise en charge de frais inhérents à l'installation dans nos îles, tous les aspects de cette collaboration sont clairement définis. Ces dispositions entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2024 avec la prise en compte des demandes de renouvellement.

À la date du 13 juillet 2023, 66 de ces FEDA — comme on les appelle — ont été officiellement recensés, dont 43 issus de la fonction publique de l'État. Ce qui constitue un effectif somme toute marginale au regard des 5 000 et quelques agents de la FPT.

Toujours est-il que nous avons été quelque peu rassurés en commission législative sur le fait que cette harmonisation n'avait pas vocation à supprimer les FEDA ! Et ce, pour deux raisons majeures : d'abord, compte tenu des compétences nouvelles qu'ils sont susceptibles d'apporter durant leur affectation ; à l'article 5, ils s'engagent d'ailleurs formellement à transmettre leurs savoirs. Ensuite et surtout, parce que parmi ces FEDA, il y a des Polynésiens qui ont choisi une autre voie de carrière que la fonction publique polynésienne et qui sont prêts à travailler pour leur pays. Il serait dommage de leur fermer la porte à un éventuel retour.

En fait, il n'y a que sur la durée de séjour telle que définie par l'article 3 du texte que nous vous avons fait part de nos réserves, d'où notre abstention en commission législative.

En effet, si vous souhaitez limiter à deux ans, renouvelable une fois pour la même durée, l'affectation des fonctionnaires détachés, l'équité que vous prônez, voudrait que ce principe s'applique à tous, sans exception, y compris à celles et ceux qui œuvrent au sein du cabinet de la Présidence ou d'un ministre. Or, dans la mouture que vous nous présentez, ce n'est pas le cas et je le déplore.

Je vous remercie de votre attention.

Que l'amour règne.

Le président : Merci à l'intervenante du groupe Tapura huiraatira.

J'invite maintenant l'intervenant des non-inscrits à prendre la parole.

M^{me} Nicole Sanquer : Merci, Monsieur le président.

Madame la ministre, par lettre n° 7206/PR du 6 octobre 2023, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée un projet de délibération relative au régime applicable aux fonctionnaires détachés au sein de la fonction publique de la Polynésie française.

Ce présent projet de texte propose de redéfinir les conditions de détachement des fonctionnaires issus d'autres fonctions publiques de la République auprès du Pays fixé par notre assemblée par la délibération n° 98-145/APF du 10 septembre 1998 et poursuit trois objectifs principaux : la recherche d'une équité de traitement entre fonctionnaires détachés de niveau équivalent ; l'océanisation des cadres ; et la transmission du savoir.

À titre liminaire, nous tenons à rappeler que le détachement des fonctionnaires d'État auprès de la fonction publique du Pays procède d'une prérogative du Président de la Polynésie française sur lequel est libre d'y faire droit et ne résulte aucunement d'une obligation absolue résultant de cette réglementation. Le Pays est donc libre de pouvoir faire appel ou pas au détachement de fonctionnaires issus d'une autre fonction publique, s'il le souhaite.

Selon les données récentes figurant dans le rapport de présentation, 66 fonctionnaires détachés dans les services du Pays proviennent actuellement de la fonction publique d'État, de Nouvelle-Calédonie, des communes, ou encore de notre assemblée, sur décision du Président de la Polynésie française, pour répondre à des besoins exprimés par les services du Pays.

À ce titre, et bien que la réglementation actuelle s'applique à l'ensemble des fonctionnaires détachés, il conviendra de distinguer les conditions de rémunération applicables aux fonctionnaires disposant de leurs centres matériels et moraux hors de la Polynésie française, et des autres, qui ne sont bien évidemment pas bénéficiaires de l'ensemble des avantages existant.

En effet, dans les années 50, les conditions de vie dans les territoires d'Outre-mer ont justifié la mise en place d'un coefficient de majoration, accompagné d'autres avantages financiers, destinés à faire face aux sujétions inhérentes à l'exercice des fonctions dans les territoires d'Outre-mer : majoration de traitement (à 1,84 pour les Îles-du-vent et les Îles-sous-le-vent ; et 2,08 pour les autres) ; couverture des frais de transport et de changement de résidence ; indemnité d'éloignement ; indemnité de logement ; congés administratifs de deux mois en plus des congés annuels ; non-assujettissement à l'impôt sur le revenu, etc.

Ces « sur-rémunérations », initialement instituées pour attirer les métropolitains ainsi que les cadres locaux diplômés, pèsent de plus en plus lourdement dans le budget de notre collectivité et engendrent de très fortes disparités de traitement entre, d'une part, les fonctionnaires nationaux et, d'autre part, ceux en poste dans nos services, ayant pour conséquence générer des situations d'incompréhension pour les fonctionnaires qui revendiquent à travail égal un salaire égal.

Aussi et sans refaire l'histoire, la question qui nous est soumise à travers l'examen de ce projet de texte est de savoir dans quelles mesures les conditions et avantages consentis aux fonctionnaires d'État, vieux de plus d'un demi-siècle, doivent être redéfinies. À la lumière des travaux réalisés par la DGRH, nous constatons que le nouveau régime de détachement des fonctionnaires qui nous est proposé supprime l'essentiel des avantages financiers consentis, mais maintient toutefois la possibilité d'un détachement sans limite de durée auprès du cabinet du Président, ainsi que d'un cabinet ministériel. Sur ce point, l'ensemble du projet de délibération a fait l'objet d'une abstention à l'unanimité en commission et justifie la question [préalable] – mais là, nous l'avons réglée.

Comme indiqué en commission, A here ia Porinetia soutient l'actualisation des conditions de détachement des fonctionnaires d'État au sein de l'Administration du Pays, compte tenu de l'évolution des conditions de vie et des compétences développées ; mais rappelle également au gouvernement que les fonctionnaires d'État concernent — comme l'a très bien rappelé ma collègue Cathy Puchon —, également des Polynésiens, lesquels sont désormais priorités pour être affectés au *pays*, lorsqu'ils disposent de leurs centres matériels et moraux.

Par ailleurs, nous soulignerons également qu'il ne revient pas à l'Administration de se substituer au pouvoir décisionnel du Président, qui reste le chef de l'administration et doit pouvoir demeurer libre de procéder aux nominations qu'il souhaite pour conduire la politique de son gouvernement.

Je vous remercie.

(Présidence de M. Antony Géros, président de l'assemblée de la Polynésie française)

Le président : Merci.

J'invite maintenant l'intervenant de Tavini huiraaatira à prendre la parole.

M^{me} Sylvana Tiatoa : Madame la vice-présidente, Mesdames les ministres, Mesdames et Messieurs les représentants, chers collègues, Madame Vaite, *bonjour*.

Par lettre du 6 octobre 2023, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de *Mā'ohi Nui* (*ndt, Polynésie française*), le projet de délibération relative au régime applicable aux fonctionnaires détachés au sein de la fonction publique de la Polynésie française. Ce dossier a été relevé du caractère d'urgence pour l'inscrire à l'ordre du jour prioritaire des travaux de notre assemblée.

Alors que l'exposé des motifs défendait une équité de traitement des fonctionnaires détachés dits « FEDA » au sein de la fonction publique territoriale, le principe d'océanisation des cadres et la montée en compétences des fonctionnaires, ces éléments n'auront pas suffi à éclairer le vote des membres réunis en commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique, le 13 octobre dernier. C'est un vote d'abstention unanime qui a été exprimé. Unanime dans nos différences politiques, et réunis autour d'un même intérêt, celui de servir notre peuple au bras d'une gouvernance éthique, transparente, juste et équitable.

Une réforme des conditions de détachement dans la fonction publique pourtant nécessaire et attendue, après le constat de fortes disparités entre les fonctionnaires selon leur administration d'origine.

Le rapport de la Chambre territoriale des comptes sur la gestion de la collectivité au titre de la mission « pouvoirs publics » le souligne, en relevant la « situation préjudiciable à la collectivité » du régime indemnitaire applicable à ces fonctionnaires d'État en détachement.

Là aussi — comme mon collègue Ruben Teremate l'a justement rappelé —, qu'a donc fait l'ancien gouvernement ? Qu'a-t-il fait pour rétablir ces principes constitutionnels républicains si chers, que sont la liberté et l'égalité ?! Sommes-nous donc investis de la responsabilité de porter courageusement les réformes de notre administration, à chaque fois que l'on se retrouve aux affaires du Pays ?

Mais enfin, chers amis ! Ce n'est pas grave, nous sommes prêts ! Notre population peut compter sur la transparence de la personne qui a été choisie par le gouvernement du pays.

Aujourd'hui, ce dispositif « d'administration de comptoir » — et pardonnez-moi du terme — doit tout simplement cesser ! Un fabuliste français écrivait qu'« en toute chose, il faut considérer la fin ». Cela nous amène justement à réfléchir aux conséquences de nos actions.

De 1998 à 2023, il aura donc fallu 25 ans pour dépoussiérer ce texte de fond en comble, en lieu et place de l'adapter aux situations individuelles d'une minorité « d'élites, d'érudits », faute de personnels compétents pour servir notre Pays. Jugez-en par vous-même avec les « ajustements » apportés en 1999, 2004, 2016 et 2022. Au 13 juillet 2023, ils sont 66 fonctionnaires concernés par la délibération n° 98-145 AT du 10 septembre 1998. Vous me direz, ramenés à la part (totale) des fonctionnaires, ceux-là ne représentent presque 1 %, et pourrait coûter à la collectivité près de 228 millions de francs selon les sources de la CTC.

Là également, je rebondis sur l'intervention de Monsieur Le Caill lorsqu'il introduit son propos : « *Il ne s'agit pas seulement de régler les problèmes au fur et à mesure, mais de construire proactivement une administration qui soit efficace, transparente [...]* ».

De même, l'évolution des besoins de la Polynésie en matière d'encadrement et de compétences vient affirmer la recommandation du Conseil d'État de 2010, celle de réviser la délibération cadre des fonctionnaires détachés.

Mon intervention sera brève et pragmatique chers collègues :

- Oui pour l'harmonisation des modalités de recrutement au sein de la fonction publique ;
- Oui pour une refonte du régime indemnitaire de certains personnels ;
- Oui pour une réduction des inégalités ;
- Oui pour le développement des compétences et de la polyvalence de notre administration ;
- Oui pour la simplification et la modernisation de notre administration.

Par ailleurs, je voudrais saluer à nouveau le courage, l'humilité, la rigueur et la force de travail qui anime notre ministre de la fonction publique pour sa pierre à l'édification de *Mā'ohi Nui* (ndt, la Polynésie française). Dans votre déclaration du 12 septembre dernier, vous avez illustré fortement le pilier de notre programme « *Fa'atura* – respecter son peuple ».

En effet, vous avez ouvert le dialogue avec l'État en défendant la reconnaissance du statut de résident, du peuple polynésien, pour lesquels les droits devraient être protégés notamment dans la mise en œuvre de la loi du pays de promotion et de protection de l'emploi local.

Madame la ministre, si je puis me permettre, n'est-il pas envisageable d'ouvrir une réflexion commune avec notre gouvernement sur un projet de texte fixant une liste de postes réservés au dispositif d'océanisation des cadres polynésiens, tout en garantissant la mise en œuvre de la loi du pays sur la protection de l'emploi local étendue au secteur public ? La mobilité géographique est un dispositif qui pourrait servir d'exemple à juste titre de sa prochaine révision, pour rendre notre administration attractive et toujours plus proche de notre *population*.

Car oui, l'océanisation des cadres est un objectif du nouveau modèle de société auquel nous prétendons, et se doter de la citoyenneté *polynésienne* serait la « solution qui nous permettra d'en finir avec ces problèmes », et d'atteindre, au terme d'un processus d'autodétermination, notre pleine souveraineté administrative.

Merci bien. Que l'amour règne. (Applaudissements dans la salle.)

Le président : *Merci bien.* Y a-t-il d'autres intervenants ?

Oui, Tepuaurarii.

M^{me} Tepuaurarii Teriitahi : Oui. Merci, Monsieur le président.

En fait, à travers ce texte, on voit aussi les limites de l'harmonisation. Parce que lorsqu'on parle FEDA, je pense que trop souvent on pense que le « E » de FEDA, c'est fonctionnaire d'État. Or, lorsqu'on regarde le tableau qui nous est présenté, FEDA ce n'est pas les fonctionnaires d'État seulement, c'est tous les fonctionnaires d'État, les fonctionnaires communaux en particulier. Dans votre cabinet, Madame la ministre, vous en avez. Ensuite, les fonctionnaires qui viennent de Calédonie et fonctionnaires publics de l'État effectivement, mais parmi ces fonctionnaires publics de l'État, et bien on a aussi, on va dire, des faux expatriés puisque ce sont des fonctionnaires d'État mais Polynésiens.

Et c'est vrai que quand on a eu le débat sur cet article 3, je pense qu'on avait tous à l'esprit « fonctionnaires d'État expatriés » qu'on fait venir auprès des cabinets. Et plus j'ai relu ce texte, plus je me suis dit « à vouloir harmoniser on va mettre tout le monde dans le même panier ». Mais, je pense à votre directrice de cabinet ou votre chef de cabinet qui est derrière vous, voilà toutes celles qui sont derrière vous. Pour le coup, c'est vrai que si on ne vote pas l'article 3, si on s'abstient sur ce texte, elles ne pourront être détachées que deux fois deux ans et ne pourront pas rester à vos côtés cinq ans.

Alors voilà, l'harmonisation a parfois des avantages et je rejoins tout ce que ma collègue Sylvana vient d'énoncer. Mais, parfois, on voit dans ce cas particulier que ça nous met face à des réflexions un peu compliquées. Mais je dirais aussi alors qu'il appartient à chacun de choisir qui il prend

dans son cabinet parce qu'en fait c'est ça dans l'article 3 « qu'on pointe du doigt » : c'est ce que le gouvernement, le Président, les ministres, vont choisir comme collaborateurs au sein de leur cabinet. Même si, évidemment, c'est votre liberté totale de choisir qui vous voulez, mais je pense que dans votre volonté d'exemplarité, vous allez privilégier l'emploi local et non pas les expatriés, sauf à les prendre un certain temps pour pouvoir acquérir leurs compétences, qu'il y ait une transmission de compétences. C'est ce qui est mis dans le rapport. Donc, c'est vrai que lorsque nous avions discuté en commission, j'ai été celle qui a pointé du doigt ce petit rajout et c'est vrai que ça a suscité une réflexion chez nous. Mais je le redis aussi là humblement à mieux relire et à voir les cas particuliers et en particulier, voilà, les personnes qui sont derrière vous, mais pas qu'elles. Si on ne vote pas ce texte tel qu'il est proposé, et bien effectivement, on les bloque et on les oblige à repartir avant la fin du travail et je leur souhaite de mener les dossiers jusqu'au bout parce qu'on a besoin de cette continuité.

Et je vais rebondir aussi sur la notion d'océanisation des cadres. Effectivement, et ça je suis tout à fait d'accord, c'est un scandale que depuis des années, on ait bloqué la catégorie B et la catégorie A de la fonction publique d'État parce que c'est surtout dans la fonction publique d'État qu'on manque d'océanisation des cadres. Et puis après on a lâché pour un peu les catégories B et c'est surtout au niveau des catégories A aujourd'hui, donc les cadres, qu'il y a un blocage. Et effectivement, je pense qu'il relève de nos parlementaires de faire aussi ce travail parce que si ces personnes viennent travailler ici c'est aussi à cause de l'indemnité d'éloignement qui leur est accordée. Si on arrive effectivement à travers la modification de la loi en métropole, parce que la fonction publique d'État est régie par l'Assemblée nationale et le Sénat, il n'y aura plus beaucoup de monde qui voudra venir parce qu'il n'y aura plus d'avantages. Mais, il ne faudra pas non plus oublier l'exception parce qu'il y a des métiers où on en a besoin. Donc là aussi, harmoniser c'est bien mais parfois il faut tenir compte de la réalité et il faut savoir quand même créer des exceptions, mais que ça reste des exceptions et non pas la règle. Parce qu'effectivement, et là on se rejoint, la règle qu'on voudrait pour nos enfants c'est cette océanisation des cadres après laquelle on court depuis des années et qu'il nous appartient effectivement d'encourager et, en fait, de dissuader aussi de l'autre côté.

Voilà pour ma petite intervention. Donc, ce qui veut dire qu'on n'a pas vu d'amendement, et je le comprends. Je pense que vous alliez peut-être donner l'explication que je viens de donner, mais au vu de ce regard notre groupe soutiendra ce texte de façon à voir encore des jeunes polynésiennes qui puissent vous aider dans vos cabinets et on compte sur votre responsabilité et sur vos choix par rapport à vos collaborateurs.

Merci.

Le président : Bien. *Il n'y a plus d'intervention sur ce sujet ? Voilà. Merci bien.*

La parole est au gouvernement.

M^{me} Vannina Crolas : Merci pour les interventions de tous et notamment celle de Tepuaraurii. Effectivement, si on ne donne pas l'exception pour les personnels de cabinet, je serais obligée de me séparer de quatre de mes cinq collaboratrices actuelles et je ne suis pas le seul ministre dans ce cas. Beaucoup de ministres font appel à des agents communaux, à nous par exemple des fonctionnaires d'État et donc, cela supposerait, si on n'adopte pas le texte tel qu'il est présenté aujourd'hui, donc je serais obligée de m'en séparer au bout de quatre ans et non pas sur toute la durée de la mandature. Sachant que, d'autant plus dans toutes les fonctions publiques, la durée maximale de détachement est de 10 ans. Donc voilà, on demande en fait à ce que cette exception, sachant qu'on fait déjà une exception pour les fonctionnaires d'État détachés auprès de l'APC (Autorité polynésienne de la concurrence) puisque leur statut prévoit déjà une durée de détachement de quatre ans d'office et donc voilà on demande, en fait, à ce que le texte soit voté tel quel pour permettre justement aux ministères de fonctionner efficacement avec nos agents locaux, puisqu'il s'agit de nos agents locaux, et pour la durée du mandat.

Voilà. *Merci bien*

Le président : Voilà. *Merci bien*

Donc, on va attaquer laborieusement l'examen article par article de notre texte. Je vais demander à chacun des groupes de s'exprimer, aux non-inscrits, qui souhaite mettre en œuvre la procédure simplifiée. Tout le monde ? À l'unanimité ? Très bien.

Comme il n'y a pas d'amendement et que nous sommes en procédure simplifiée, donc je vais mettre aux voix l'ensemble de la délibération. Qui est pour ? À l'unanimité. *Merci. Merci bien.*

Voilà, on en a fini avec nos dossiers. (Applaudissements dans la salle.)

EXAMEN DE LA CORRESPONDANCE

Le président : Tous les représentants ont, dans leur dossier de séance, le relevé de la correspondance reçue par l'assemblée entre le 26 septembre et le 18 octobre. Si vous voulez des précisions dessus, adressez-vous au secrétariat général.

CLÔTURE DE LA SÉANCE

Le président : Voilà, Mesdames et Messieurs les représentants, je vous remercie tous d'avoir assisté à cette séance, d'avoir soutenu notre règlement intérieur ainsi que les textes qui ont été présentés en association. Merci au gouvernement, merci Madame la vice-présidente et tous les ministres qui ont tenu à rester jusqu'à cette heure tardive. *Merci bien.*

La prochaine séance est fixée au 9 novembre. C'est un jeudi donc je demande à tout le monde, surtout ceux des îles, de prendre vos dispositions pour être de retour le 9 novembre.

Merci bien. Que l'amour règne.

La séance est close.

(Il est 18 heures 45 minutes.)

LA SECRÉTAIRE,

LE PRÉSIDENT,

Odette Homai

Antony Géros

=====

**SIO**

SERVICE DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE
FARE NENE'IRA'A PARAU A TE HAU FENUA

Le Tarif des Douanes de Polynésie française



est disponible à la vente
au prix de 5.495 F CFP TTC les 2 volumes